

Rapport de mission en République d'Albanie



Du 3 au 13 juillet 2013

Rapport de mission en République d'Albanie

Du 3 au 13 juillet 2013

Mission organisée par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), avec la participation de la Cour nationale du droit d'asile (CNDA)

Projet cofinancé par le Fonds européen pour les réfugiés (FER)

Remerciements

La délégation de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) et de la Cour nationale du droit d'asile (CNDA) remercie Madame Christine MORO, ambassadeur de France en Albanie, et ses collaborateurs, tout particulièrement M. Didier GUILBERT, Premier Conseiller de l'Ambassade, pour la préparation, l'accueil et l'assistance dont elle a bénéficié pendant son séjour en Albanie. Elle tient également à remercier les autorités albanaises, ainsi que l'ensemble des interlocuteurs – responsables politiques, des ministères de la Justice, de l'Intérieur, du Travail, des Affaires sociales et de l'Egalité des chances, de la société civile, des organisations internationales – ayant accepté de la rencontrer au cours de la mission.

Enfin, elle remercie l'interprète et le chauffeur qui l'ont accompagnée durant tout son séjour pour leur disponibilité.

Elaboration du rapport

Ce rapport a été élaboré et illustré par l'équipe de la mission : Fabien CANU (chef de mission, chargé de recherches à la Division de l'information, de la documentation et des recherches, DIDR), Aurélie GUILLOUX d'ALENÇON (officier de protection à la Division Europe - «Maria Casarès»), Anne VILLEMAIN-SECANELLA (officier de protection à la Division Europe - «Maria Casarès»), et Sophie GUTIERREZ (rapporteur à la CNDA). La mise en page a été effectuée par Eric CHIARAPPA (documentaliste, DIDR). Sauf indication contraire, l'ensemble des photographies présentées dans ce rapport ont été prises au cours de la mission.

La rédaction du rapport a été finalisée en mai 2014. Les changements intervenus ultérieurement à cette date ne sont pas pris en compte.

Sommaire

Remerciements
Programme de la mission
Elaboration du rapport
Sommaire
Introduction
Carte de l'Albanie
Présentation

PARTIE I – Vendetta

Le *Kanun* et la vendetta « classique »
La vendetta dans sa version actuelle
L'ampleur actuelle du phénomène
Réconciliation : acteurs et processus
Les attestations

PARTIE II – Les violences faites aux femmes

Les femmes en Albanie
Les violences faites aux femmes

PARTIE III – La situation des mineurs

Les violences faites aux mineurs
La protection des mineurs

PARTIE IV – Les femmes victimes de la traite des êtres humains

Ampleur du phénomène
Les formes de la traite
Le cadre national de lutte contre la traite des êtres humains
L'identification et la protection des victimes
Les perspectives de retour en Albanie

PARTIE V – La communauté rom

Présentation
Logement
Éducation
Emploi
Santé

PARTIE VI – La communauté LGBTI

Un cadre légal protecteur
Une clandestinité forcée
Protection des autorités accordée aux victimes de violences homophobes
Rapports entre les associations LGBTI et la classe politique

Conclusion

Bibliographie

Sigles utilisés

Table des matières

Introduction

En 2012, l'OFPRA a enregistré une hausse substantielle des demandes d'asile émanant de ressortissants albanais, le nombre de primo-demandes étant passé de 309 en 2011 à 1 688 en 2012, soit une augmentation de 446%. Cette augmentation s'est poursuivie à un rythme soutenu au cours de 2013, si bien que pour cette dernière année, 3 288 primo-demandes déposées par des ressortissants albanais ont été enregistrées à l'OFPRA.

La forte hausse de la demande albanaise semble due à la conjonction de plusieurs facteurs, à savoir la libéralisation de la politique européenne des visas couplée à des facilités de transport accrues, la crise économique en Grèce et en Italie, pays accueillant traditionnellement de nombreux migrants albanais, et enfin l'annulation, en mars 2012, de la décision de placement de l'Albanie sur la liste des pays d'origine sûrs.

Les motifs invoqués relèvent surtout de la protection subsidiaire, au premier rang desquels les vendettas, mais aussi les violences conjugales, des litiges familiaux et fonciers, ainsi que des problèmes avec des réseaux criminels mafieux. L'Office reçoit toujours de rares dossiers faisant état de problèmes politiques. Un fait nouveau est l'émergence d'une demande conventionnelle pour motifs ethniques émanant de Roms d'Albanie.

Prenant acte de cette hausse importante, l'OFPRA a décidé, dans le courant du premier semestre 2013, l'organisation d'une mission de recueil d'informations en Albanie en y associant la Cour Nationale du Droit d'Asile (CNDA).

Cofinancée par le Fonds européen pour les réfugiés (FER), cette mission s'est déroulée du 03 au 13 juillet 2013. Les missionnaires ont séjourné huit jours à Tirana et deux jours dans le Nord du pays, à Shkodër.

Cette mission avait pour objectif de recueillir des informations sur les problématiques sociétales invoquées par une grande partie des demandeurs d'asile albanais, à savoir des questions relatives :

- au phénomène de la vendetta (réalité, fréquence et modalités, conséquence sur les familles concernées et rôle des pouvoirs publics).
- aux violences faites aux femmes (violences domestiques et traite des êtres humains).
- à la situation de la communauté rom.
- à la situation de la communauté LGBTI (Lesbiennes, Gays, Bisexuels, Transgenres et Intersexes).

Divers interlocuteurs ont été rencontrés dans le cadre de cette mission, notamment :

- des responsables politiques de la majorité gouvernementale et de l'opposition.
- des représentants des autorités albanaises et des fonctionnaires issus de diverses administrations.
- des représentants de la société civile œuvrant à la promotion des droits de l'Homme.
- des représentants d'ONG albanaises spécialisées dans la réconciliation des familles en vendetta.
- des représentants d'ONG albanaises et internationales de défense des droits des femmes.
- des membres d'associations albanaises défendant les droits des homosexuels.
- des membres d'associations albanaises représentant la communauté rom.
- des représentants d'organisations internationales en poste à Tirana.

Les missionnaires ont également eu l'occasion de rencontrer une famille recluse victime de la vendetta, une institutrice apportant un minimum d'éducation à des enfants non-scolarisés dont les familles vivent cloîtrées pour cause de vendetta ou encore des religieuses côtoyant au quotidien des familles en vendetta.

Élaboré à partir des entretiens réalisés sur place, ce rapport synthétise les informations et analyses fournies par ces divers interlocuteurs. Il est complété par des références ponctuelles à des sources publiques, ou à des recherches effectuées par la Division de l'information de la documentation et des recherches (DIDR) de l'OFPRA.



Drapeau de l'Albanie

CARTE DE L'ALBANIE



Source : ministère des affaires étrangères et européennes - mai 2008

I - Vendetta

Cette partie a été rédigée à partir des entretiens réalisés avec :

- Gjin Marku, président du Comité de réconciliation nationale (*Committee of Nationwide Reconciliation-CNR*), 03/07/2013.
- Briseida Mema, journaliste, et Elsa Ballauri, directrice exécutive du Groupe albanais des droits de l'Homme, 03/07/2013.
- Parquet de Tirana : Adriatik Llalla, Procureur général / Adnan Xholi, Procureur-Chef de la Direction des investigations et du contrôle des poursuites pénales / Roven Gashi, Procureur-Chef de la Direction des relations juridictionnelles internationales, 04/07/2013.
- Inesa Hila, coordinatrice projet de *Transparency International-Albanie*, 04/07/2013.
- Rasim Gjoka, directeur de la Fondation albanaise pour la réconciliation des différends, 05/07/2013.
- Nora Malaj, députée du Mouvement socialiste pour l'intégration (*Lëvizja Socialiste për Integrim*, LSI) de Shkodër, 06/07/2013.
- Igli Totozani, Avocat du Peuple, 08/07/2013.
- Fiorentina Azizi, chef du département des affaires juridiques, et Guy Vinet, chef du département de sécurité, Représentation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) en Albanie, 08/07/2013.
- Luigi Mila, secrétaire général de la Commission Justice et Paix-Albanie, 10/07/2013.
- Les Sœurs Christina et Michaela de Dobraq (région de Shkodër), 10/07/2013.
- Besnik Cani, Procureur auprès du Parquet de Shkodër, 10/07/2013.
- Aleks Hajdari, Directeur régional de la police de Shkodër, 10/07/2013.
- Liljana Luani, enseignante auprès d'enfants cloîtrés, 11/07/2013.
- Agim Loci, directeur exécutif de l'Institut 'Maison de la justice et de la réconciliation nationale', 11/07/2013.

En complément des informations recueillies au cours de ces entretiens, les développements ci-dessous incluent des données émanant de sources publiques.

1. Le *Kanun* et la vendetta « classique »

1.1. Le *Kanun* et la notion d'honneur

En Albanie, la pratique de la vendetta s'est développée à travers les siècles dans les zones montagneuses septentrionales du pays. Elle prend sa source à la fois dans les traditions tribales et dans un certain nombre de codes coutumiers médiévaux, les *Kanun* (loi ou code, mot passé du grec au turc puis à l'albanais) de Skanderbeg, des Montagnes, de Labëri et, le plus fréquemment cité, celui de Lekë Dukagjini¹. Chef féodal du XV^{ème} siècle, Lekë Dukagjini a codifié le *Kanun* en compilant un ensemble de règles et de lois remontant au Haut Moyen-âge, voire même à la période antique et aux ancêtres des Albanais, les Illyriens.

¹ Chef de clan très influent des régions montagneuses du Nord de l'Albanie, Lekë Dukagjini (1410-1481) a pris la succession de Skanderbeg (héros national albanais) dans la lutte contre les Ottomans.

Transmis oralement, ce code sera fixé par écrit à partir de 1913 par Shtefjen Gjekovi, un moine franciscain, puis publié en 1931². Le *Kanun* de Lekë Dukagjini se compose de douze livres³ et vingt-quatre chapitres. Il édicte des règles très précises régissant tous les aspects de la vie quotidienne de ces sociétés montagnardes. Il en est ainsi de l'organisation économique, des règles de l'hospitalité, des relations au sein de la famille, de la place de l'homme et de la femme dans la société, du mariage, de la gestion des biens communs... Cependant, ce sont surtout les dispositions relatives à la vengeance du sang, communément connue sous le nom de vendetta, qui sont mises en avant dans les demandes d'asile. Le livre huit y est notamment entièrement consacré.

Articulé autour d'une valeur sacralisée, celle de l'honneur, le *Kanun* prévoit que « l'offense de l'honneur ne se rachète pas par des biens mais par le sang ou le pardon ». Il n'est pas nécessaire que le sang coule pour déclencher une vendetta. La notion d'honneur est en effet à entendre dans son sens le plus large. Plus particulièrement, l'article 601 du chapitre XVII du *Kanun* précise que l'on déshonore un homme :

- a. en le démentant en public,
- b. en crachant sur lui, en le bousculant ou en le battant,
- c. en brisant la médiation ou la foi,
- d. en violant ou en enlevant sa femme,
- e. en s'emparant de ses armes,
- f. en offensant son hospitalité, en bousculant son hôte ou ses ouvriers,
- g. en démolissant sa maison, sa bergerie, son poulailler ou sa laiterie,
- h. en interrompant le paiement d'une dette ou en ne restituant pas un prêt,
- i. en enlevant le couvercle de la marmite qui chauffe,
- j. en commençant à manger avant l'hôte,
- k. en insultant la table sous les yeux de l'hôte (lorsque le maître de maison a gratté la poêle ou qu'il essuie ou lèche l'assiette)⁴.



Le *Kanun* de Lekë Dukagjinit

1.2. La vendetta, entre *hakmarrja* et *gjakmarrja*

Selon une définition restrictive, la vendetta, de l'albanais *gjakmarrja*, qui signifie « prise (ou reprise) du sang », est le droit accordé à la famille de la victime d'un homicide de venger celui-ci par le meurtre d'un membre masculin de la famille de l'assassin. Selon Luigi Mila, de la Commission Justice et Paix-Albanie, le terme *hakmarrja* désigne la vengeance en général, ce droit étant accordé à tout individu estimant avoir été déshonoré, et ce même sans effusion de sang. Toutefois, ce faisant, il devient ainsi que les hommes de sa famille une cible de la *gjakmarrja* de la famille de la victime. L'auteur d'un meurtre accidentel doit, quant à lui, se cacher pendant une certaine période (lorsque « le sang est chaud »), le temps notamment que l'affaire soit clarifiée et que le caractère non intentionnel de l'homicide soit démontré⁵.

L'Avocat du Peuple, Igli Totozani, ainsi que le Procureur général auprès du Parquet de Tirana, Adriatik Llalla ont rappelé que le Code pénal albanais faisait la distinction entre « reprise du sang » (*gjakmarrja*) et vengeance (*hakmarrja*). Les meurtres font l'objet d'une qualification juridique différente en fonction qu'ils relèvent d'une *gjakmarrja* ou d'une *hakmarrja*.

1.3. La *gjakmarrja*

Des règles précises encadrent la « reprise du sang ». Selon le *Kanun*, « toute âme est égale devant Dieu ». **Une vie perdue ne peut être rachetée que par une autre vie**, un meurtre ne peut donc entraîner qu'un autre meurtre. Le code interdit le meurtre des femmes, des enfants, des prêtres catholiques, des vieillards ainsi que des malades, tout comme les représailles à l'encontre de la famille maternelle du meurtrier dans la mesure où **la vendetta est patrilinéaire**⁶.

2 International Centre for Minorities Studies (IMIR), Tanya Mangalakova, *The Kanun in present-day Albania, Kosovo, and Montenegro*, 2004.

3 L'église, la famille, le mariage, la maison, les bestiaux et les propriétés, le travail, les dons, la parole, l'honneur, les dommages, le *kanun* contre les délits, le *kanun* judiciaire et les privilèges et exemptions.

4 *Le Kanun de Lekë Dukagjini*, traduit de l'albanais par Christian Gut, Tirana, 2001.

5 Gut Christian, « La vendetta dans le 'Kanun' », in Combe Sonia et Ditchev Ivaylo (direction de l'ouvrage), *Albanie Utopie. Huis clos dans les Balkans*, Paris, Les éditions Autrement, H.S. n° 90, 01/1996.

6 International Centre for Minorities Studies, *op.cit.*

Comme l'a rappelé Gjin Marku, le président du Comité de réconciliation nationale (CNR), les membres du clan de la victime peuvent tuer tout homme appartenant au clan adverse au cours des premières vingt-quatre heures suivant l'assassinat. Puis, durant l'année suivant le meurtre, seul un membre de la famille proche du meurtrier peut être assassiné. Au-delà d'un an, la *gjakmarrja* ne doit plus toucher que l'auteur du crime ou bien un homme de sa famille biologique vivant sous son toit, son fils par exemple, à condition qu'il soit en âge de porter une arme, en général à partir de douze-treize ans. Autre restriction, il est interdit de tuer un homme en la présence de son épouse ou dans son foyer, ce qui explique la claustration des hommes visés jusqu'à ce que le sang soit repris. Le problème s'inverse alors et la famille recluse quitte son refuge afin d'accomplir « la reprise du sang ».

Gjin Marku a également insisté sur l'importance du **caractère public de la vendetta**. A la différence des autres criminels, le *gjaksi*, « celui qui doit prendre le sang », se fait un honneur de proclamer sa responsabilité à l'ensemble de la communauté. Cette démarche permet, en outre, à la famille du meurtrier, d'être informée de l'imminence du danger, car comme évoqué plus haut, c'est l'ensemble de la famille élargie du meurtrier qui peut être visé au cours des vingt-quatre premières heures. Les personnes qui entendent laver leur honneur ou celui de leur famille, et qui l'ont fait en reprenant un sang, le font ainsi savoir publiquement de façon à ne pas tomber dans une « disgrâce sociale ». Aucun doute ne doit subsister quant à l'identité du meurtrier.

Des serments de paix, appelés *besa* (trêve), peuvent surseoir temporairement à la reprise du sang. Une première trêve de vingt-quatre heures est prévue afin de procéder aux funérailles de la victime auxquelles le meurtrier se doit d'assister ainsi qu'au repas funèbre. Selon Gjin Marku, la présence de ce dernier, autorisée par la famille de la victime, est un « pas d'honneur ». Une nouvelle trêve de trente jours, à la condition préalable que le clan adverse l'accepte, peut être décrétée et permettra alors l'intervention de médiateurs mandatés par la famille du meurtrier. Si un accord est trouvé, un repas se déroule dans la maison de l'assassin suivi d'une cérémonie d'échange de sang entre les chefs des deux familles qui scelle leur réconciliation. En revanche, si la famille de la victime refuse et souhaite accomplir la *gjakmarrja*, le cycle funeste de la vendetta est alors lancé et peut se transmettre de génération en génération. La défense de l'honneur du clan est ainsi une obligation pour chacun de ses membres. L'individu qui se soustrait à cet impératif perd son honneur et surtout salit celui de sa famille⁷. Cette sacralisation de la notion d'honneur dans la société traditionnelle albanaise, implique que tout individu perdant son honneur n'a plus sa place dans la vie sociale et s'expose au bannissement de son clan.

Il convient de bien distinguer la vendetta du *Kanun* en lui-même. Devenu source de violence, la fonction originelle de ce code était de réglementer en l'absence d'institutions étatiques les différents aspects de la vie quotidienne des Albanais, dont la vendetta, et de canaliser cette violence en limitant les possibilités de représailles, notamment grâce à la réconciliation des familles.

1.4. Les « vierges jurées »

Selon le *Kanun*, la reprise du sang est une affaire d'hommes, les femmes n'étant pas autorisées à porter des armes. Toutefois, la coutume prévoit que si une famille n'a plus d'hommes, une femme peut endosser une identité masculine. Elle adopte alors un prénom masculin, s'habille en homme et devient aux yeux de la société un homme à part entière. Ces femmes sont appelées « vierges jurées » ou *burrneshë*⁸.

La « vierge jurée » prend la place de l'héritier absent mais sans en exercer cependant toutes les fonctions. Elle s'occupe de la maison, de ses parents et éventuellement de ses sœurs, évitant ainsi qu'ils ne vivent seuls et dans la misère, mais elle ne pourra rien transmettre de leur patrimoine car la sexualité et le mariage lui sont interdits. Elle pourra porter une arme et donc prendre part à une vendetta. Cette pratique a toutefois quasiment disparu. Il ne resterait aujourd'hui en Albanie que quelques dizaines de « vierges jurées », très âgées pour la plupart⁹.

7 Mattern Rainer, *Kosovo : La signification des traditions dans Le Kosovo d'aujourd'hui*, OSAR, 24/11/2004 ; « Résurgence des crimes d'honneur au Kosovo », *Le Courrier des Balkans*, 19/02/2004.

8 « En Albanie et au Kosovo, des femmes qui deviennent des hommes », *Le Courrier des Balkans*, 23/05/2007 ; Schwimmer Lise, « Women who become Men. Les vierges jurées d'Albanie ou comment les genres peuvent à la fois être déconstruits et renforcés », *Revue Ganymède*, 2011.

9 *Ibid.*

2. La vendetta dans sa version actuelle

2.1 Persistance, résurgence et expansion géographique du phénomène

Les préceptes du *Kanun* sont encore fortement ancrés dans les mentalités des populations originaires du Nord de l'Albanie chez qui, de l'aveu de l'ensemble des interlocuteurs rencontrés lors de la mission, le recours aux mécanismes prévus par le droit coutumier prime souvent sur la justice du pays lorsqu'il est question de laver l'honneur bafoué. En effet, ces règles ont perduré jusqu'au XX^{ème} siècle en dépit de l'instauration de cadres juridiques officiels définis par les autorités étatiques. Le régime communiste (1945-1991) est toutefois parvenu à juguler l'influence du *Kanun* par la coercition.

À partir de 1991 et l'effondrement du pouvoir communiste, on assiste à une résurgence soudaine et brutale de ces anciennes traditions, dont celle de la vendetta. Le phénomène a pris ensuite de l'ampleur après la crise politique et économique de 1997¹⁰. Les autorités albanaises sont demeurées passives face au problème pensant qu'il ne s'agissait que du règlement temporaire de questions « privées ». Cependant, dans un contexte de faillite des structures étatiques, ce phénomène s'est vite révélé incontrôlable. Entre 1998 et 2003, 330 homicides liés à l'application des principes du *Kanun* ont été officiellement recensés¹¹.

Cette résurgence de la *gjakmarrja* au cours des années 1990 s'est accompagnée d'une diffusion géographique du phénomène parallèlement aux migrations internes des populations rurales du Nord à travers le pays. Ainsi, même si les districts de Shkodër, Lezhë, Mirditë et Tropojë restent les principaux touchés, les régions de Tirana, Krujë, Fier, Durrës ou Vlorë ne sont pas épargnées par le phénomène. En outre, comme l'a évoqué Agim Loci, de l'Institut « Maison de la justice et de la réconciliation nationale », de nombreuses familles en vendetta se sont réfugiées dans le Centre et le Sud du pays.

2.2. Causes

Divers facteurs expliquent la résurgence de la vendetta à la chute du régime communiste et sa persistance jusqu'à nos jours. Le manque de réactivité des autorités et la faiblesse du système judiciaire (manque de professionnalisme, d'indépendance et d'intégrité des juges notamment) ont affaibli la confiance de la population dans la capacité de l'appareil judiciaire à rendre justice, favorisant ainsi le recours à l'auto-justice¹². Gjin Marku impute clairement cette résurgence de la vendetta au mauvais fonctionnement de la justice. De plus, comme a pu le rappeler Inesa Hila de *Transparency International*, le niveau endémique de la corruption au sein de l'appareil judiciaire albanais n'apparaît pas propice à rétablir un lien de confiance entre autorités judiciaires et justiciables. Agim Loci concède, quant à lui, que les peines prononcées dans des affaires de vendetta ne sont pas assez sévères.

En outre, le pouvoir communiste a laissé en héritage au nouvel Etat albanais l'épineux problème du régime de propriété. La loi 7501 sur la propriété des terres, adoptée en juillet 1991, a contribué à l'évolution des conflits générateurs de vendettas car, dans le Nord du pays, l'application de cette loi a donné lieu à une distribution effrénée des terres, et ce beaucoup plus rapidement que la délivrance des titres de propriété foncière¹³. Ainsi, d'après Gjin Marku, les conflits fonciers demeurent la principale cause du déclenchement de vendettas.

Hormis un conflit d'ordre foncier, les motifs à l'origine d'une vendetta peuvent être divers et variés. Il en est ainsi de tout homicide, même involontaire ou commis en état de légitime défense, d'un comportement ou d'une action susceptible de porter atteinte à l'honneur d'une personne (insultes, accusations mensongères, accident de circulation, bagarre, simple regard mal interprété) ou d'une famille (rupture de fiançailles, viol, adultère). La traite des jeunes femmes à des fins de prostitution est à l'origine d'un nombre important de vendettas. Selon Gjin Marku, 5 000 familles seraient aujourd'hui « en conflit caché » pour des faits de prostitution ou de traite des femmes¹⁴. Au regard de la prégnance des traditions patriarcales au sein de la société albanaise, les femmes apparaissent comme les dépositaires de l'honneur de la famille. Toute atteinte à la dignité d'une femme est porteur de honte pour la famille ce qui pousse les protagonistes à la plus grande discrétion.

10 En 1997, l'Albanie a été ébranlée par un scandale d'envergure : de nombreuses personnes avaient monté des sociétés pyramidales financières pour mieux profiter de la libéralisation. Ces escroqueries se sont toutes effondrées presque simultanément en 1997, ruinant de nombreux Albanais et déclenchant un soulèvement populaire qui a fait 2.000 morts et a plongé le pays dans une grande instabilité.

11 Colloque au Sénat, *Le Kanun et la vendetta en Albanie: du mythe à la réalité*, intervention de M. Neritan CEKA, 13/02/2003.

12 Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies, *Rapport du rapporteur spécial des Nations Unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires*, Christof Heyns, suites données aux recommandations: Albanie, 23/08/2013.

13 Commission de l'Immigration et du Statut de réfugié du Canada, *Albania – Blood feuds*, 05/2008.

14 Le CNR étant critiqué par certains concernant les chiffres qu'il avance relatifs au nombre de meurtres ou de familles en vendetta, ces données doivent être appréhendées avec prudence.

Les bouleversements économiques et sociaux des années 1990, marquées par une transition brutale vers une économie de marché et d'importantes migrations internes, vont toucher tout particulièrement les populations rurales du Nord du pays. Au déracinement géographique s'est ajouté un déracinement social facteur de perte de repères sociétaux. Pour Luigi Mila ou les Sœurs Christina et Michaela, cette disparition du réseau social sous-tendant l'application des règles du *Kanun* explique aujourd'hui cette méconnaissance des dispositions du code coutumier, notamment pour ce qui relève de la *gjakmarrja*.

Luigi Mila déplore que malgré cette ignorance du *Kanun*, de nombreuses personnes continuent de s'en servir comme d'une excuse pour tuer. À l'appui de ses propos, Luigi Mila évoque une enquête réalisée en 2010 par son ONG. D'après les résultats de cette enquête, toujours d'actualité selon lui, plus des trois quarts des jeunes gens (17-18 ans) interrogés reconnaissent ne savoir que peu de choses sur le *Kanun*, voire même tout ignorer de lui, la même tendance apparaissant parmi les adultes interrogés. Par contre, une personne sur deux, jeune ou adulte, indiquait qu'elle vengerait la mort d'un proche plutôt que de s'en remettre à la justice, arguant, pour moitié d'entre elles, la nécessité de se conformer aux prescriptions du *Kanun*.

2.3. Un *Kanun* au profit d'intérêts privés

Gjin Marku et Luigi Mila ont évoqué ce qu'ils considèrent comme un dévoiement du *Kanun* auquel on ne se référerait que pour justifier des actes violents ou de simples règlements de compte entre individus, familles ou groupes mafieux. Même si ces comportements font toujours suite à une violation du sacrosaint principe de l'honneur, les mécanismes et motifs de la vendetta « moderne » se sont éloignés de manière significative des règles édictées en la matière dans le *Kanun*. Aujourd'hui, les femmes, les vieillards et même les enfants peuvent être victimes d'une vendetta. Récemment, le meurtre, survenu le 14 juin 2012, de Maria Qukaj (17 ans) et de son grand-père (70 ans) a ainsi défrayé la chronique, illustrant d'autant les dérives de la vendetta¹⁵. Toutefois, dans ce cas précis, d'après les Sœurs Christina et Michaela, cette jeune fille, qui travaillait dans les champs avec son grand-père, a été tuée car le meurtrier l'aurait prise pour un garçon.

Parmi les autres dévoiements du *Kanun* constatés, Luigi Mila a évoqué le fait que plusieurs vies aient pu être ôtées en échange d'une seule. Or, le *Kanun* ne prévoit ce type de vengeance que si le corps du défunt a été mutilé par l'assassin¹⁶. Pour Agim Loci, dans un conflit entre deux familles, le rapport « un sang pour un sang » est toutefois généralement respecté. La vendetta telle qu'elle est réapparue au cours de la décennie 1990 s'est accompagnée de certaines « innovations », telles que l'assassinat préventif pratiqué dans des situations où une personne pense que sa famille est visée par les desseins meurtriers d'une famille rivale ou encore le recours à un tueur à gage. Cependant, selon les Sœurs Christina et Michaela, cette pratique tendrait à disparaître.

Enfin, le caractère public de la vendetta doit être à l'heure actuelle nuancé. En effet, si dans des cercles restreints chacun sait que tel crime a été commis du fait d'une vendetta et qui en est l'auteur, ce dernier n'expose plus publiquement ses responsabilités, notamment pour échapper à des poursuites judiciaires. Besnik Cani, Procureur auprès du Parquet de Shkodër, reconnaît qu'en règle générale, la police en a connaissance, mais ne peut agir faute de preuves. Pour les Sœurs de Dobraq, l'existence d'une vendetta crée un lien étroit entre deux familles excluant l'idée même d'une dénonciation à la police.

3. L'ampleur actuelle du phénomène

3.1. Une réalité objet d'interprétations chiffrées variées

Tout d'abord, il est important de préciser qu'en l'absence de données statistiques complètes et pleinement fiables, il apparaît difficile d'avancer des chiffres précis relatifs à l'ampleur actuelle du phénomène et qui permettraient également d'en analyser l'évolution. En effet, **les chiffres varient notablement selon les sources**.

Le sensationnalisme dont peuvent faire preuve les médias, la propension de certaines associations à gonfler les chiffres pour continuer à percevoir des fonds étrangers et celle du gouvernement à les minimiser afin de ne pas donner une mauvaise image du pays à l'heure où celui-ci se porte candidat à l'intégration au sein de l'Union européenne peuvent expliquer, en partie, ces divergences sur les chiffres. Une différence de définition ou de compréhension des concepts peut également être avancée. Certains comptabiliseraient ainsi tout crime commis par vengeance (*hakmarrja*) comme un crime lié à une

¹⁵ Top Channel , « 17-year-old girl killed over irrigation blood feud », 15/06/2012.

¹⁶ Le *Kanun* de Lekë Dukagjini, op.cit.

vendetta (*gjakmarrja*) ou considèreraient comme recluses des personnes sortant occasionnellement de chez elles, contrairement à d'autres qui s'en tiennent à une définition stricte du principe de la claustration¹⁷.

L'Avocat du Peuple a résumé la situation en expliquant que les autorités tendaient à minimiser le phénomène, tandis que les associations auraient elles généralement tendance à l'exagérer, ce constat étant également partagé par Liljana Luani ou Rasim Gjoka. Selon Igli Totozani, **la vendetta demeure un phénomène localisé, principalement dans la région de Shkodër, et dont l'ampleur ne doit pas être exagérée, tant en termes de meurtres que de familles recluses**. Il n'en demeure pas moins l'un de ses sujets de préoccupation majeur compte tenu de ses conséquences néfastes pour les familles des meurtriers. A l'instar des conclusions du rapporteur spécial des Nations Unies Philip Alston¹⁸, Igli Totozani a convenu que si les chiffres fournis par les autorités sont à revoir à la hausse, dans les faits, ils sont néanmoins plus proches de la réalité que ceux livrés par certaines associations.

Adnan Xholi, procureur auprès du parquet de Tirana, et Besnik Cani, procureur auprès du parquet de Shkodër, ont constaté une baisse du nombre de meurtres en lien avec des affaires de vendetta ces dernières années. Roven Gashi, procureur auprès du parquet de Tirana, a indiqué que quatre crimes de vendetta avaient été répertoriés pour l'année 2012. En 2010 et 2011, la Direction générale de la police en avait comptabilisé cinq par an. Pour ce qui est du nombre de familles cloîtrées, la Direction générale de la police en a recensé 67 en 2013 sur l'ensemble du territoire albanais (39 à Shkodër, 9 à Malësi e Madhe, 13 à Kukës, 4 à Lezhë, 1 à Krujë et 1 à Tirana)¹⁹. Pour Fiorentina Azizi, sur les 130 assassinats enregistrés par les autorités albanaïses sur l'année 2012, 3,8% seraient liés à une vendetta.

Rasim Gjoka a également reconnu une diminution sensible, au cours des dernières années, du nombre de meurtres liés à des vendettas ainsi que de familles cloîtrées. Le responsable de la Fondation pour la réconciliation des différends a indiqué qu'en trois ans, le nombre de familles cloîtrées était passé de 300 à 120. De leur côté, les Sœurs de Dobraq et Luigi Mila ont respectivement avancé les chiffres de 50 et 80 familles cloîtrées dans la région de Shkodër. Nora Malaj, députée du Mouvement socialiste pour l'intégration (LSI), élue à l'occasion des élections législatives de juin 2013, a parlé d'environ 300 familles concernées par des vendettas toujours dans la région de Shkodër. Liljana Luani a, quant à elle, évoqué le nombre de 120 familles recluses toujours dans la région de Shkodër. *A contrario*, Gjin Marku du Comité National de Réconciliation (CNR) n'a pas constaté de tendance à la baisse et a estimé, quant à lui, le nombre de famille cloîtrées à 3 800. Dans un rapport paru en juillet 2012, le CNR avançait toutefois qu'il n'y avait plus de femmes et d'enfants reclus dans les districts de Mirditë, Dibër, Has, Kukës et Pukë²⁰.

3.2. La claustration des familles

Le caractère anarchique de la vendetta explique que des familles entières vivent aujourd'hui cloîtrées. Selon Briseida Mema et Elsa Ballauri, le domicile ne demeure, en outre, protecteur que parce qu'il est défendu les armes à la main.

Il convient, par ailleurs, de préciser que la décision des familles de **se cloîtrer ne répond pas obligatoirement à l'existence de menaces réelles** et peut être prise par respect envers la famille de la victime ou par simple précaution. Rasim Gjoka a rappelé que le degré d'enferment des familles pouvait grandement varier selon les cas. Certaines familles ont ainsi la possibilité de sortir, notamment par l'entremise de l'Eglise ou d'associations de réconciliation. D'après Briseida Mema, toute demande de sortie, pour se rendre à l'hôpital par exemple, doit faire l'objet d'une négociation avec la famille adverse.

L'enfermement prive ces familles de toutes sources de revenus. Elles se retrouvent, par conséquent, plongées dans une **grande précarité, voire une paupérisation extrême**. Alors que les familles à charge de « reprendre le sang » donnent l'apparence de mener une vie normale, celles contraintes de se cloîtrer sont, en outre, victimes d'une sorte d'ostracisme. En effet, les Sœurs de Dobraq ont ainsi expliqué que toute aide apportée à une famille cloîtrée pouvait être considérée comme une insulte faite à l'autre famille, avec le risque de déclenchement d'une vendetta que cela peut induire. Liljana Luani a avoué faire preuve d'une très grande prudence et a reconnu avoir déjà été menacée. Concernant ces familles cloîtrées, elle a souligné qu'elles ne bénéficiaient d'aucune aide financière spécifique de la part

¹⁷ Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies, *op.cit.*

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ Informations recueillies sur le site internet officiel de l'Avocat du Peuple, consultable à l'adresse suivante : www.avokatipopullit.gov.al/?=3619 ; dernière consultation en date 13/11/2013.

²⁰ Committee of Nationwide Reconciliation, *Report of the National Assembly of Reconciliation missionaries for the unconditional freedom of isolated women and children*, 07/07/2012.

des pouvoirs publics, hormis les prestations sociales, d'un montant de 3 000 leks par mois (approximativement 21 euros), auxquelles peuvent prétendre les familles les plus pauvres en Albanie, ce qui est largement insuffisant au regard de leur extrême précarité.



Photographies prises du domicile et du jardin de la famille Bregu près de Shkodër



Cette claustration de familles entières s'accompagne de la déscolarisation des enfants, entraînant un problème d'illettrisme chez ces derniers. Les autorités montent des projets visant à lutter contre ce phénomène mais, comme l'a déploré Liljana Luani, ces initiatives sont rarement financées au niveau local. Le ministère de l'Education a ainsi mis en place un projet dit de « Deuxième chance » prévoyant un enseignement à domicile pour les enfants cloîtrés. Toutefois, comme l'a concédé Igli Totozani, faute d'enseignants, ce projet n'a pas abouti et ces enfants se retrouvent aujourd'hui totalement abandonnés par les structures de l'Etat.

Dans la région de Shkodër, l'enseignante Liljana Luani est la seule à se rendre auprès des familles cloîtrées pour apporter un semblant d'éducation aux plus jeunes. En 2006, elle a réussi à faire ouvrir une structure accueillant des enfants cloîtrés dans le village de Poliçan (district de Berat), choisi en raison de son éloignement des foyers traditionnels de la vendetta. Toutefois, les fonds prévus au fonctionnement de ce centre ont été détournés par les pouvoirs locaux. Liljana Luani dénonça alors cette corruption aux plus hautes instances de l'Etat. En 2008, par décret du Conseil des ministres, ce centre d'accueil s'est vu doté d'un statut officiel. Des fonds privés, provenant notamment d'associations religieuses, lui ont permis de fonctionner pendant près de dix-huit mois. Cependant, faute de financement, ce centre a finalement fermé définitivement ses portes le 21 janvier 2009 et a été transformé en hospice pour personnes âgées.

3.3. La protection des autorités

Officiellement, les autorités albanaises ont placé la lutte contre la vendetta au rang de priorité nationale depuis plusieurs années. Depuis 2001, le caractère aggravant d'un meurtre commis en lien avec une vendetta est ainsi reconnu par le Code pénal albanais, cet acte criminel étant assorti d'une peine minimale de vingt-cinq ans de réclusion²¹.

Afin d'illustrer les efforts entrepris pour lutter contre les vendettas, Adnan Xholi a évoqué certaines mesures prises par les autorités albanaises. Ainsi, en 2004, un Tribunal pour les crimes graves chargé, notamment, d'instruire les affaires criminelles s'inscrivant dans le cadre d'une vendetta a été créé. En 2005, le parlement a adopté un texte instituant un « Conseil de coordination de la lutte contre la vendetta », chargé de définir une stratégie nationale et d'assurer le suivi des mesures décidées. Enfin, dernièrement, en avril 2013, le Code pénal a, une nouvelle fois, été amendé afin de durcir les peines prononcées, un meurtre s'inscrivant dans le cadre d'une vendetta étant désormais passible de trente ans de réclusion à la prison à perpétuité. Pour Rasim Gjoka, ce durcissement des peines devrait avoir une incidence positive sur le phénomène. Gjin Marku ne partage pas le même avis sur cette question. Selon lui, cette mesure risque au contraire d'inciter davantage les familles à dissimuler le véritable mobile du crime.

En outre, selon Christof Heyns, rapporteur spécial des Nations Unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, les autorités albanaises disposent, depuis juin 2012, d'une base de données référençant les affaires de vendettas et les personnes directement impliquées²².

L'Avocat du Peuple a relativisé cependant la portée de ces différentes mesures dénonçant une absence réelle de volonté politique pour lutter contre la vendetta. Selon lui, les autorités albanaises ont jusqu'à présent ignoré sciemment ce phénomène, même si, pour la première fois, en 2012, le ministère de l'Intérieur a communiqué sur cette question en publiant des statistiques, estimant que le fait de reconnaître son existence nuirait à l'image du pays à l'heure où il s'est engagé sur la voie de l'adhésion à l'Union européenne. Igli Totozani évoque, à titre d'exemple, le fait que la loi adoptée en 2005 créant un « Conseil de coordination de la lutte contre la vendetta » n'a été suivie d'aucun effet, cet organe n'ayant jamais été réuni.

L'Avocat du Peuple, Liljana Luani ou encore les Sœurs de Dobraq ont souligné l'**absence de l'Etat auprès des familles victimes de la vendetta**. Les familles cloîtrées ne bénéficient d'aucune protection spécifique, hormis celle prévue dans le cadre du programme de la protection des témoins comme l'a rappelé Adnan Xholi. En outre, selon Rasim Gjoka, la famille qui doit « reprendre le sang » peut difficilement être inquiétée par la justice si aucun crime n'a encore été commis pour « venger le sang ». Toutefois, ce dernier a remarqué récemment une plus grande sensibilisation de la police dans ces affaires.

Pour Besnik Cani, **le travail de la justice est rendu difficile par l'absence de collaboration des familles**, qui ne reconnaissent, généralement, aucune légitimité à l'Etat à intervenir dans ces affaires privées. La police et la justice albanaises sont confrontées à une véritable *omerta* des familles. Faute de preuves, il est donc souvent ardu de déterminer si un meurtre est lié à une vendetta ou s'il découle d'un autre mobile. À titre d'exemple, Gjin Marku a évoqué le cas d'un individu présenté par sa famille comme s'étant suicidé de trois balles dans la tête. Les Sœurs de Dobraq ont, quant à elles, cité le cas d'un policier dont le frère avait été victime d'une vendetta. Alors qu'il savait parfaitement qui était l'auteur du crime, le policier ne l'a pas dénoncé. Pour les Sœurs, « le Kanun est quelque chose de suffoquant, les gens sont emprisonnés. Si l'on n'obtient pas vengeance, c'est comme si l'on vivait en enfer ».

De plus, comme l'a déploré Igli Totozani, **une condamnation en justice ne lave pas l'honneur de la famille dont un membre a été assassiné**. En effet, les familles ne considèrent pas le recours à la justice comme une solution à la vendetta. L'incarcération du meurtrier ne fait que reporter dans le temps la vengeance. Les cas d'individus tués à peine sortis de prison sont ainsi nombreux. Selon les Sœurs de Dobraq, le fait que des individus aient été tués après avoir purgé une peine de prison illustre le fait que la loi et la justice ne sont pas considérées. Rasim Gjoka a raconté comment son association avait été contactée par l'institution pénitentiaire afin de lui signaler le cas d'un mineur, originaire de Tropojë. Le jeune en question avait été accusé du meurtre d'un autre mineur, meurtre commis en réalité par son grand frère majeur. Alors qu'il avait purgé sa peine, il refusait de quitter la prison sachant qu'aucune réconciliation n'avait été acceptée par la famille de la victime. Le responsable de la Fondation pour la réconciliation des différends a ajouté avoir été de nouveau sollicité très récemment pour un mineur

21 Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies, *op.cit.*

22 *Ibid.*

incarcéré pour le meurtre d'un jeune de 15 ans. Les démarches de la Fondation auprès de la famille de la victime ont été vaines. Le père du défunt refusait toute réconciliation car, selon lui, le coupable avait été condamné à une peine trop légère.

3.4. Vers une prise de conscience de la société albanaise

Si la vendetta a toujours été traditionnellement confinée à la sphère familiale et privée, suscitant peu de débats publics, comme cela a pu être constaté au cours de la mission, on assiste toutefois à une certaine prise de conscience de la société civile albanaise sur la subsistance de ce phénomène perçu par une grande partie de la population albanaise comme archaïque et lointain, en particulier à Tirana.

Ainsi, en juin 2012, en réaction à un crime commis dans le cadre d'une vendetta, plusieurs centaines de personnes ont rendu hommage, à Tirana, à la jeune Maria Qukaj, assassinée quelques jours auparavant à Shkodër en compagnie de son grand-père²³.

Dans le but de sensibiliser la société et la classe politique sur le sort des enfants cloîtrés, le 10 décembre 2012, pour les célébrations de la journée des droits de l'Homme, l'Avocat du Peuple, en collaboration avec des organisations de la société civile, a organisé le déplacement de Shkodër à Tirana d'un groupe d'enfants cloîtrés. Ces enfants ont été conduits jusqu'à la capitale dans des véhicules blindés sous protection policière²⁴.

Le 23 décembre 2013, une émission de télévision consacrée aux enfants cloîtrés, et à leurs conditions de vie, a été diffusée sur la chaîne TV *Top Channel*²⁵. Liljana Luani figurait parmi les participants à cette émission.

4. Réconciliation : acteurs et processus

4.1. Résolution des conflits

La réconciliation intervient lorsque la famille du défunt accorde son pardon à celle de l'assassin. Bien que ce pardon puisse être accordé « sans compensation », il repose fréquemment sur un accord négocié et acceptable pour les deux parties qui peut être conditionné à une compensation matérielle ou financière, même si cette pratique est généralement jugée moins honorable, voire plus rarement à un mariage entre membres des deux familles. Les Sœurs Christina et Michaela de Dobraq ont évoqué le versement d'une somme allant de 3 à 4 000 € à la famille de la victime par la famille de l'assassin en guise de « marque de respect ».

De l'avis des interlocuteurs rencontrés au cours de la mission, **la médiation est un processus long et complexe, qui doit être mené dans la plus stricte discrétion** jusqu'à la réconciliation finale de façon à ne pas heurter la famille dont on attend le pardon. Si la réconciliation n'intervient généralement qu'après plusieurs années de médiation, dans de rares cas des médiations ont pu aboutir très rapidement. Agim Loci a indiqué être parvenu à des réconciliations en parfois moins de deux semaines. Gjin Marku a évoqué, le cas exceptionnel d'une réconciliation obtenue le jour même de l'enterrement de la victime. Pour le président du CNR, ce type de réconciliation rapide est envisageable lorsque le conflit est récent et que le sang n'a pas coulé à de nombreuses reprises.

La difficulté de parvenir à un accord est ainsi proportionnelle à l'ancienneté du conflit, ainsi qu'au nombre de morts. La date à laquelle le dernier crime a été commis est également à prendre en considération. Rasim Gjoka a souligné la faible probabilité de parvenir à une réconciliation en cas de vendetta active courant sur plusieurs générations.

À l'heure actuelle, Agim Loci considère que **les réconciliations sont de plus en plus difficiles à obtenir, dans la mesure où le nombre de personnes à convaincre est plus important.** Auparavant, seul le chef de famille avait autorité pour décider de la réconciliation, alors qu'aujourd'hui, la jeune génération peut intervenir, sans oublier la nécessité de convaincre les femmes des bienfaits du pardon. Or, pour Sœur Christina, la « vraie responsable est la mère ». En effet, selon elle, il arrive que

²³ *Top Channel*, « Maria's blood feud murder », 21/06/2012.

²⁴ Igli Totozani, 08/07/2013.

²⁵ Consultable de le site de partage de vidéos en ligne *Youtube*, à l'adresse suivante: <http://www.youtube.com/watch?v=iXYOe7DfKsg>; Dernière consultation en date du 12/01/2014.

parfois les mères se montrent les moins disposées à accorder le pardon après la mort d'un fils.

A moins que la famille offensée ne prenne elle-même l'initiative du pardon, l'appel aux services d'une tierce partie est souvent la seule façon de parvenir à cet accord et de mettre un terme à une vendetta. Ce médiateur est habituellement une personne âgée, considérée comme « sage » et respecté de sa communauté. Une telle implication dans une vendetta peut toutefois s'avérer dangereuse pour le médiateur. Comme ont pu le rappeler Gjin Marku et Liljana Luani, tout contact avec des familles en vendetta doit être entouré des plus grandes précautions afin de ne surtout pas risquer d'offenser la famille de la victime.

4.2. Acteurs impliqués dans la résolution des conflits

4.2.1. Les associations de réconciliation

Il existe en Albanie de nombreuses associations de réconciliation œuvrant à la résolution des vendettas. Dans les faits, les médiateurs intervenant auprès des familles sont fréquemment rattachés à l'une d'elles.

L'article 966 du Xème livre du *Kanun* précise que les médiateurs réussissant dans leur entreprise ont droit à une récompense. Toutefois, à l'exception du CNR, l'ensemble des associations rencontrées lors de la mission ont insisté sur le caractère bénévole de leur engagement. Généralement, les médiateurs sont seulement indemnisés de leurs frais de déplacement. Des médiateurs de l'Institut « Maison de la justice et de la réconciliation nationale », dirigé par Agim Loci, rencontrés lors de la mission ont insisté sur l'importance de la gratuité du service de médiation afin d'éviter toute dérive ou conflit d'intérêt. Pour Rasim Gjoka ou les Sœurs de Dobraq, la question de la vendetta, et en particulier les réconciliations, est devenue une véritable entreprise de profit commercial. Igli Totozani s'est montré, quant à lui, très critique concernant ces associations de réconciliation, parlant de « marchands de la mort ». Il a déploré que cette question soit devenue un véritable business.

4.2.2. Les principales associations de réconciliation

- **Le Comité de réconciliation nationale** (*Komiteti i Pajtimit Kombëtar/ Committee of Nationwide Reconciliation – CNR*)²⁶

Président: Gjin Marku

Adresse: Rr. "M. Muça" Pall. 46 Ap. 23 Tirana

Web: www.pajtimi.com ; www.reconciliation-al.com

Membres du Conseil d'administration central (Tirana): Gjin Marku (président) ; Alfred Gushe (vice-président) ; Preng Cara (vice-président) ; Englantini Bojaxhi (secrétaire) ; Sotirulla Hoxha (membre).

Membres de la résidence Nord: Fran Lleshi (président) ; Ded Peraj (résident) ; Jorgjie Dodani (vice-président) ; Ndue Dodani (coordinateur) ; et neuf membres.

Membres de la résidence Sud: Vangjel Bello (président) ; Albert Sanxhaku (résident) ; Dhurata Zego (secrétaire) ; Pasho Uruçi (coordinateur) ; et onze membres.

Le CNR, fondé en 1990, se consacre à la réconciliation des familles et à la prévention de l'émergence de nouvelles vendettas. Cette association, présente sur l'ensemble du territoire albanais, est organisée en résidences, administrations et ramifications locales. Deux résidences travaillent à l'élaboration et à la mise en application de la stratégie de l'ONG. La résidence du Nord est implantée à Pukë, tandis que la résidence du Sud se trouve à Lushnja. Le CNR compte, en outre, trente-deux sections implantées au niveau des districts. Ces sections se composent de cinq à sept membres.

Le CNR dispose de groupes de travail (comités locaux) dans 2 800 villages. Ces comités locaux se composent d'un missionnaire, un représentant du gouvernement local et un du ministère de l'Education (directeur de l'école en général). Selon Gjin Marku, le CNR est généralement saisi par les familles. Les médiateurs du CNR ont également « le devoir de se rendre auprès des familles » pour tenter de les réconcilier, même sans avoir été au préalable sollicités.

Perpétuant en cela d'anciennes traditions, le CNR organise des « expéditions de réconciliation », généralement à la veille des fêtes religieuses. Lors d'une de ces expéditions organisée en 2009, 42 familles en conflit pour blessures et homicides involontaires et 22 pour meurtres prémédités auraient

²⁶ Informations recueillies sur le site du CNR, consultable à l'adresse suivante : <http://www.pajtimi.com/> ; Dernière consultation en date 09/04/2014.

entamé un dialogue en vue de se réconcilier. Ce type d'action aurait permis la résolution de 267 conflits de nature foncière dans les villages et 116 dans les villes. Une campagne de sensibilisation relative à la « libération inconditionnelle » des femmes et des enfants a également été engagée.

Lors de la campagne de 2011 200 familles auraient entamé une procédure de réconciliation, 1476 conflits fonciers dans les villages et 311 dans les villes auraient ainsi été résolus. Cinq familles du district de Lezhë impliquées dans une vendetta ancienne se seraient par ailleurs réconciliées, de même que 4 dans le district de Fier et 26 à Durrës.

La campagne de 2012 aurait, quant à elle, permis de faire baisser le nombre d'enfants non scolarisés du fait d'une vendetta de 890 à 703 (49 auraient quitté l'Albanie avec leurs proches) et le nombre de familles « isolées et se cachant » de 1640 à 1309 (230 auraient quitté l'Albanie et 111 se seraient réconciliées).

Toutefois, ces chiffres élevés revendiqués par le CNR en matière de réconciliation demeurent difficilement vérifiables. En dépit des accusations émises à l'encontre de son président concernant la délivrance contre rémunération d'attestations de complaisance à des personnes non impliquées dans des vendettas, le CNR demeure l'une des organisations les plus influentes en matière de réconciliation (cf. *infra*).



Extérieur des locaux du Comité de réconciliation nationale, Tirana



Gjin Marku, directeur exécutif du Comité de réconciliation nationale

- La Fondation albanaise pour la résolution des conflits et la réconciliation des différends (Fondacioni shqiptar Zgjidhja e Konfliktëve dhe Pajtimi i Mosmarrëveshjeve / Albanian Foundation for Conflict Resolution & Reconciliation of Disputes - AFCR)²⁷

Directeur exécutif : Rasim Gjoka

Adresse: Rruga "Him Kolli", Pallati P.F.Trade, Nr.5, Tirana.

Web: <http://mediationalb.org>

Membres du conseil d'administration: Mariana Semini (juriste – président) ; Ismet Elezi (juriste) ; Yllka Selimi (ethnologue) ; Arta Mandro (juriste) ; Viktor Gumi (juriste).

L'AFCR a été fondée en 1995. Son siège se trouve à Tirana. Elle a ouvert des bureaux dans les villes de Dibër, Gjirokastër, Berat, Shkodër, Pukë, Korçë, Mat, Vlorë et dispose d'un réseau de médiateurs dans les villes de Lezhë, Pukë, Durrës, Kavajë, Mirditë, Gramsh, Pogradec et Elbasan. Ces bureaux regroupent un coordinateur local et un médiateur qui travaillent en étroite collaboration avec d'autres médiateurs bénévoles locaux.

²⁷ Informations recueillies sur le site de l'*Albanian Foundation for Conflict Resolution and Reconciliation of Disputes*, consultable à l'adresse suivante : <http://www.mediationalb.org/index.php?l=e>; Dernière consultation en date 09/04/2014.

L'AFCR traite une dizaine d'affaires de vendettas par an. Entre 2003 et 2008, elle aurait obtenu une dizaine de réconciliations. A l'heure actuelle, d'après Rasim Gjoka, la Fondation suivrait cinq conflits dans la région de Shkodër et deux à Tirana. Le faible nombre d'affaires suivies par la Fondation peut être regardé comme un gage de son sérieux et de son professionnalisme. L'AFCR apparaît comme l'une des organisations de réconciliation les plus objectives, et donc crédibles. Pour preuve de cette crédibilité, l'association a étroitement collaboré, en 2010, avec Philip Alston, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, et continue de travailler aujourd'hui avec l'Avocat du Peuple.

- La Commission Justice et Paix - Albanie²⁸

Président : Monseigneur Angelo Massafa, archevêque de Shkodër

Secrétaire général : Luigi Mila

Adresse : Sheshi Papa Gjon Pali II, Shkodër

Web : www.juspaxalbania.org

Fondée en 1996 par des frères Franciscains, l'association fut gérée un temps par des laïcs avant de revenir dans le giron de l'église catholique. Elle est membre depuis 2001 du réseau Commission Justice et Paix en Europe, qui regroupe une trentaine de commissions nationales.

Luigi Mila a rappelé qu'en 2009-2010, en collaboration avec le Secours Catholique, la Commission a mené une étude de terrain afin de déterminer le nombre exact de familles et de personnes touchées par la vendetta, leur statut social et économique, ainsi que la position des plus jeunes vis-à-vis de ce phénomène. Les résultats ont ensuite été présentés lors d'un séminaire en présence de représentants du gouvernement, des institutions religieuses et de la société civile. Le but de cette étude était d'aider à l'élaboration future de stratégies concrètes pour lutter contre ce phénomène. La Commission a alors bénéficié de l'appui d'ONG et d'organisations gouvernementales. Des questionnaires ont été adressés aux élèves du secondaire dans les principales villes albanaises afin de recueillir leurs opinions. Le département de la police de Shkodër a mis à sa disposition la liste des meurtres commis ces dernières années dans la ville en lien avec une vendetta. Enfin, les diverses congrégations religieuses, qui apportent conseils et assistance médicale et économique aux familles touchées, ont partagé leur expérience²⁹.

La Commission Justice et Paix-Albanie appartient au groupement Alliance pour la vie qui regroupe sept associations mobilisées contre « l'indifférence sociale et institutionnelle » qui prévaut en ce qui concerne la vendetta en Albanie. Les six autres associations membres de l' Alliance pour la vie sont : l'Association Patriotique "Dukagjini"; le Centre pour Femmes "Pas lumineux"; La Commission Justice et Paix; La Fondation "Dites non à la vendetta – Oui à la vie"; les Associations "Pape Jean XXIII – *Operazione Colomba*"; Vision du Monde Albanie; l'Association Internationale pour la Solidarité; l' Association "Ambassadeurs pour la Paix".

- L'Institut « Maison de la justice et de la réconciliation nationale » (Instituti « Shtepia Drejtësisë dhe Pajtimit Kombëtar/ISHDPK)³⁰

Directeur exécutif : Agim Loci

Adresse : BLV "Zogu I", Tirana

Web : <http://ishdpk.org>

L'Institut dispose de cinq coordinateurs chargés d'organiser les activités des missionnaires. Ces coordinateurs sont Hector Kosova (Tirana), Artur Karaj (Durrës), Zef Nikolli (Lezhë), Zef Dani (Shkodër) et Nazir Shehu (Kukës).

Membres du conseil d'administration: Agim Loci (président) ; Shkëlqim Tarrelli ; Besim Qenami ; Haziz Haruçi ; Elida Loci (représentant pour les enfants).



Equipe de l'Institut « Maison de la justice et de la réconciliation nationale », avec Agim Loci au centre (en veste foncée)

28 Informations recueillies sur le site de la Commission Justice et Paix-Albanie, consultable à l'adresse suivante : <http://www.juspax-eu.org/en/who-we-are/members/detail.php?albania> ; Dernière consultation en date 09/04/2014.

29 Justice and Peace Commission Albania, *Blood Feud in Albania (Research conducted in 2009)*, sd. <http://www.juspaxalbania.org/project.php>.

30 Informations recueillies sur le site de L'Institut « Maison de la justice et de la réconciliation nationale », consultable à l'adresse suivante : http://ishdpk.org/?page_id=724 ; Dernière consultation en date 09/04/2014.

Comme l'a rappelé Agim Loci, l'Institut a été institué en 2009 et compte aujourd'hui 37 employés. Il travaille avec un réseau de 367 médiateurs, dont des femmes, couvrant la quasi-totalité du territoire albanais. Certains de ces médiateurs sont engagés dans les réconciliations depuis 1991. L'association a également ouvert des antennes à Montréal, New-York et à Prizren au Kosovo.

Autres associations de réconciliation

Cette liste ne prétend pas à l'exhaustivité. Il n'est pas non plus garanti que les associations citées soient toujours en activité.

- L'Organisation Mère Teresa pour la réconciliation nationale (*Shoqata e Pajtimt Mbarekombetar Nene Tereza*) ; basée à Shkodër.

- L'Organisation de réconciliation des vendettas (*Shoqata e Pajtimt te gjakmarrjes*) ; basée à Shkodër.

- L'Organisation des missionnaires de la paix (*Shoqata Misionaret e paqes*) ; basée à Shkodër.

- la Fondation ligue des missionnaires de la paix à Shkodër (*Fondacioni Lidhja e Misionarëve të Paqës në Shkodër*) ; basée à Shkodër.

Cette association était dirigée par Emin Spahija et n'existerait plus depuis son assassinat en août 2004. Elle est parfois également appelée Union des missionnaires pour la paix, Ligue des missionnaires de la paix ou Ligue de la fondation des missionnaires de la paix³¹.

- la Mission de réconciliation Mère Teresa (*Misioni i pajtimt Nënë Tereza*) de Shkodër dont le président est Gjini Meksi ; basée à Shkodër.

- L'Association (ou Ligue) des missionnaires de la paix (*Shoqata e misionarëve të paqës*) de Shkodër dont le président est Mustafa Daija ; basée à Shkodër.

Cette association serait le prolongement de celle anciennement dirigée par Emin Spahija³². A noter qu'elle est parfois appelée Missionnaires de la réconciliation et de la paix d'Albanie³³ et qu'il ressort du site de l'association dirigée par M. Daija que son association s'intitule également Les Missionnaires de la Paix et les Conciliateurs de l'Albanie (*Misionarët e Paqes dhe Pajtimtarët e Shqipërisë*)³⁴.

- L'Association des mères avec des orphelins de Pukë, dont le président est Jorgjie Dodani

- L'Association *Besa* (*Shoqata Besa*) de Pukë, dont le président est Nikoll Lleshi.

A noter que La Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada indiquait en 2005 que M. Lleshi était à la tête de l'association de réconciliation de Shkodër dénommée Mission de réconciliation nationale³⁵.

- Missionnaires pour la Paix de Mère Térésa (*Misionaret e Bamiresise te Nene Terezes*) ; basée à Shkodër.

31 Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, 05/2008, *op.cit.* ; Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, Albanie : information indiquant si l'Union des missionnaires de la paix de l'Albanie a recommencé ses activités depuis l'assassinat de son fondateur, ou si un nouveau groupe porte le même nom (mars 2005 - juin 2005), 07/06/2005.

32 Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, 07/06/2005, *op. cit.*

33 Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, Albanie : mise à jour de ALB43163.EF du 19 novembre 2004 concernant « *Misionaret E Paqes Dhe Pajtimeve Te Shqiperse* » (Missionnaires de la réconciliation et de la paix d'Albanie); information indiquant s'il s'agit d'une organisation financée par le gouvernement et à qui elle rend compte, qui sont ses fondateurs, leur mission; information indiquant si les « missionnaires de la réconciliation » sont des bénévoles ou des employés rémunérés par l'organisation, si les victimes de vendettas versent des droits aux missionnaires, si un « missionnaire » reçoit entre 1 000 et 1 500 leks pour une journée de travail, si cette organisation a repris les dossiers de l'ancienne organisation appelée Union des missionnaires de la paix d'Albanie (Peace Missionaries' Union of Albania) dont le président/chef était Emin Spahija; information indiquant si le Comité de réconciliation nationale (Committee of Nationwide Reconciliation) est une organisation financée par le gouvernement; information sur la date de fondation, son président et la personne à qui il rend compte (novembre 2004 - février 2005), 10/03/2005.

34 Page d'accueil du site web de l'Association des missionnaires de la paix (*Misionarët e Paqes dhe Pajtimtarët e Shqipërisë*), s.d. <http://misionaretapaqes.org/index.html>

35 Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, Albanie : liste des comités pour la réconciliation en matière de vendettas; leur structure et leur date de création; signataires autorisés des lettres d'attestation; information indiquant si les comités conservent des dossiers sur les vendettas qu'ils tentent de résoudre et la durée de conservation de ces dossiers (2002-2005), 26/04/2005.

4.2.3. L'Avocat du Peuple³⁶

Titulaire actuel : M. Igli Totozani

Mandat (début/fin) : 22/12/2011 - 22/12/2017

Adresse: Blv. "Zhan D'Ark", Nr. 2, Tirana

www.avokatipopullit.gov.al

Cette institution indépendante prend sa source dans la Constitution albanaise, adoptée en novembre 1998, ainsi que dans la loi relative à l'Avocat du Peuple, adoptée par le parlement en février 1999 et amendée en 2005. La Constitution exige que le médiateur soit élu à la majorité des 3/5èmes des membres du Parlement. Le premier processus de sélection du médiateur a débouché en février 2000, sur l'élection d'Ermir Dobjani.

L'Avocat du Peuple protège les citoyens albanais, mais aussi les étrangers se trouvant en Albanie, « des actes illégitimes et abusifs des organes de l'administration publique albanaise à travers des recommandations, des demandes ou des propositions concernant des violations des droits de l'Homme ». Cette institution a également pour mission la prévention des conflits potentiels entre l'administration publique et l'individu. De sa propre initiative et pour des occasions spéciales, elle peut également rendre des réclamations publiques, en veillant néanmoins à obtenir le consentement des personnes concernées.



Locaux de l'Avocat du Peuple à Tirana

Tout citoyen peut solliciter gratuitement les services de l'Avocat du Peuple. Pour ce faire, une plainte écrite doit être soumise, décrivant le problème principal et s'accompagnant des documents sur lesquels le requérant fonde sa revendication. L'Avocat du Peuple peut également être saisi, en cas d'urgence, par un appel téléphonique, à condition de formuler ultérieurement la réclamation par écrit. A défaut, la plainte ne sera pas examinée. Si les réclamations demeurent confidentielles, l'Avocat du Peuple ne tient pas compte des requêtes anonymes.

Tout citoyen peut solliciter gratuitement les services de l'Avocat du Peuple. Pour ce faire, une plainte écrite doit être soumise, décrivant le problème principal et s'accompagnant des documents sur lesquels le requérant fonde sa revendication. L'Avocat du Peuple peut également être saisi, en cas d'urgence, par un appel téléphonique, à condition de formuler ultérieurement la réclamation par écrit. A défaut, la plainte ne sera pas examinée. Si les réclamations demeurent confidentielles, l'Avocat du Peuple ne tient pas compte des requêtes anonymes.

4.2.4. Les églises

En plus d'être sollicitées par les familles recluses afin d'obtenir une aide matérielle ou financière, les congrégations religieuses peuvent intervenir dans le processus de médiation. Les Sœurs de Dobraq œuvrent ainsi à la réconciliation des familles en conflit, même s'il revient toujours au prêtre d'officialiser la réconciliation. Illustrant l'inquiétude des autorités religieuses face au phénomène, Luigi Mila est revenu sur la décision, prise en septembre 2012 par l'Archevêque de Shkodër, d'excommunier toute personne commettant un crime dans le cadre d'une vendetta.

4.3. Le processus de médiation et la réconciliation

Ce processus peut être entamé de plusieurs façons. Le CNR et l'Institut « Maison de la justice et de la réconciliation nationale » sont généralement directement sollicités par les familles. Mais la prise de contact avec les familles peut également être à l'initiative des associations. Les familles sollicitant l'Institut doivent remplir un questionnaire renseignant l'association sur la vendetta existante. Le médiateur entre alors en contact avec la famille adverse afin d'évaluer ses dispositions au regard d'une réconciliation éventuelle. Si la famille se montre disposée à la médiation, une rencontre, dite « table de médiation », est organisée dans un lieu neutre. Dans le cas contraire, la vendetta se poursuivra.

Un médiateur de l'Institut a fait part de son expérience. Il a ainsi expliqué se rendre immédiatement sur les lieux d'un crime après en avoir été informé, si possible dans les vingt-quatre heures suivant le meurtre. Sa première tâche est alors d'obtenir un accord entre les deux familles pour que les membres de la famille du meurtrier puissent assister aux funérailles. Les médiateurs poursuivent leurs efforts, même lorsque l'éventualité d'une réconciliation est rejetée par la famille en charge de « reprendre le sang ».

³⁶ Informations recueillies sur le site internet officiel de l'Avocat du Peuple, consultable à l'adresse suivante : <http://www.avokatipopullit.gov.al/> ; Dernière consultation en date 09/04/2014.

Pour Gjin Marku, il est inconcevable de se rendre immédiatement après le meurtre auprès de la famille de la victime afin de lui parler d'une éventuelle réconciliation. Le travail de médiation n'est censé commencer qu'au terme de l'année traditionnelle de deuil. Toutefois, au cours de cette année, des « messages » sont envoyés à certains membres de la famille offensée afin de les inciter à ne « pas aggraver la situation en reprenant le sang ». Le processus de réconciliation s'engage par le biais de rencontres présentées comme fortuites dans la rue ou au café avec un membre de la famille jugé plus enclin à accepter l'idée de la réconciliation. Le but est de le convaincre qu'il n'est pas dans l'intérêt de sa famille de se venger et que, pour le bien de celle-ci, il doit « porter la réconciliation ». Lorsque la famille est disposée à pardonner, elle doit en informer tous ses membres et convaincre les éventuels réticents. Si l'un des membres de la famille s'obstine, celle-ci se réunit et lui annonce que s'il se venge, il sera exclu de la famille.



Les sœurs Daniela et Michaela de Dobrac (Shkodër)



Médiateurs de l'Institut « Maison de la justice et de la réconciliation nationale » rencontrés à Shkodër

Aux termes de la médiation, la réconciliation est officialisée à l'issue d'une cérémonie réunissant les deux familles, généralement dans la cour de la maison de la famille de la victime. Le président du CNR a insisté sur le fait que personne ne devait alors montrer le moindre signe d'enthousiasme. Les deux familles entrent ensuite à l'intérieur de la maison. Le chef de la famille de l'assassin, accompagné d'un autre parent, demande à la famille de la victime si elle est « fatiguée du voyage », il présente de nouveau ses condoléances et demande si elle les accepte ou si « elle est encore triste ». La famille de la victime offre des cigarettes, son chef prend alors la parole et déclare que sa famille est armée mais que ses membres ont décidé de garder les armes sur eux pour l'honneur, non pour les utiliser, et qu'ils pardonnent le sang versé. Ensuite il fait le vœu que les membres de la famille de l'assassin soient « honnêtes » (l'expression albanaise est « avoir la face blanche ») et « chanceux ». La famille de la victime doit ensuite se rendre chez la famille de l'assassin pour faire une croix, symbole du pardon, sur sa porte.

Concernant cette cérémonie, un médiateur de l'Institut a expliqué qu'il s'agissait de moments très émouvants, et ce même pour les médiateurs. Ces réconciliations peuvent parfois tisser des liens très étroits entre deux familles auparavant ennemies. Selon Agim Loci, l'Institut délivre aux termes de la médiation un acte final de réconciliation.

La Fondation albanaise pour la Réconciliation des conflits et des Différends commence à travailler sur des dossiers en recueillant des informations sur le conflit par l'intermédiaire des médias, des parties intéressées et des médiateurs locaux. Les dossiers sont ensuite assignés au coordonnateur du centre de médiation qui, à son tour, communique avec les médiateurs bénévoles. Selon Rasim Gjoka, son organisation se conforme strictement, dans ses activités de réconciliation, aux textes en vigueur (Loi sur la médiation n° 8465 du 11 mars 1999 modifiée le 26/06/2003 par la loi n° 9090 et le 24/02/2011 par la loi n°10385).

Pour Luigi Mila, les deux parties ne sont souvent pas égales dans la réconciliation. Une famille pauvre en conflit avec une famille plus aisée pourra ainsi faire l'objet de pressions afin d'accepter la réconciliation contre versement d'un dédommagement.

5. Les attestations

Les interlocuteurs rencontrés au cours de la mission reconnaissent que certaines associations de réconciliation délivrent ou ont délivré de **fausses attestations** relatives à l'existence d'une vendetta contre de l'argent. Tous ont tenu à alerter sur les pratiques visant à déposer des demandes d'asile frauduleuses.

Le cas le plus emblématique est celui de Gjin Marku filmé recevant de l'argent en échange d'un document attestant d'une vendetta pourtant fictive. Ces images ont été diffusées lors de l'émission de télévision *Fiks Fare* diffusé sur la chaîne *Top Channel* en octobre 2011³⁷. Gjin Marku dénonce, quant à lui, une machination orchestrée dans le but de nuire à son organisation.

Néanmoins, le Comité de réconciliation nationale n'est pas la seule organisation soupçonnée d'avoir rédigé de telles attestations moyennant finance. La même émission a montré le président de l'Union des missionnaires de la paix de l'Albanie, Pashko Toma, se livrant à des pratiques similaires. Pashko Popaj, membre de l'Association des missionnaires de la paix et de la réconciliation en matière de vendettas a fait l'objet d'une enquête pour des faits identiques³⁸. Les maires des localités de Postribë et de Koplik ont également été accusés d'avoir délivré de faux certificats concernant des vendettas³⁹.

L'Avocat du Peuple, les représentants du ministère de l'Intérieur et de la Justice, ainsi que Rasim Gjoka ont confirmé qu'**aucune entité n'était aujourd'hui légalement habilitée à délivrer ce type de documents**. Pourtant, autant Gjin Marku qu'Agim Loci ont confirmé en établir régulièrement. Gjin Marku soutient y avoir été légalement autorisé par un courrier du 29 septembre 2009 émanant du ministère du Travail, des Affaires sociales et de l'Égalité des chances, courrier le présentant comme la principale association protégeant les droits des familles en vendetta, l'autorisant à délivrer des attestations et recommandant aux institutions locales et internationales de le solliciter pour vérifier l'existence de vendettas. Gjin Marku a assuré que les attestations émises par le CNR, dont il est le seul signataire, étaient rédigées après vérification auprès de sources locales de l'existence de la vendetta et confirmation que la réconciliation était difficilement envisageable.

Luigi Mila a reconnu la délivrance, ces dernières années, par la Commission justice et paix-Albanie de trois attestations signées de la main de l'Archevêque de Shkodër.

S'agissant des attestations émises par les autorités policières, Aleks Hajdari, directeur de la police générale de Shkodër, a précisé que celles-ci n'étaient plus habilitées à le faire depuis trois ans et qu'aucune n'avait été établie depuis plus de huit ans par la police de Shkodër. Les seuls documents officiels évoquant l'implication d'une famille dans une vendetta sont les décisions de justice rendues à l'issue d'une procédure pour un crime commis dans ce cadre. Légalement, seules les parties impliquées et leurs avocats ont accès à ces décisions mais, de l'aveu même de Besnik Cani, procureur auprès du parquet de Shkodër, des tiers peuvent parfois se les procurer.

37 Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, *Information sur les lettres d'attestation de vendettas; les organisations qui délivrent des lettres; la façon dont les lettres sont délivrées, traitées et conservées; information indiquant si les organisations qui délivrent les lettres sont reconnues par le gouvernement; si le Comité de réconciliation nationale (Committee of Nationwide Reconciliation - CNR) détient les pleins pouvoirs, approuvés par le gouvernement et reconnus par les organisations et institutions internationales, pour confirmer l'authenticité des vendettas; information sur le coût des services de médiation; la délivrance de fausses lettres d'attestation*, 01/02/2012.

38 *Balkan Insight*, Likmeta Besar, « Albanian charged over fake claims », 05/12/2011.

39 Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, *Albanie : information sur les lettres d'attestation de vendettas; les organisations qui délivrent des lettres; la façon dont les lettres sont délivrées, traitées et conservées; information indiquant si les organisations qui délivrent les lettres sont reconnues par le gouvernement; si le Comité de réconciliation nationale (Committee of Nationwide Reconciliation - CNR) détient les pleins pouvoirs, approuvés par le gouvernement et reconnus par les organisations et institutions internationales, pour confirmer l'authenticité des vendettas; information sur le coût des services de médiation; la délivrance de fausses lettres d'attestation*, 01/02/2012.

II - Les violences faites aux femmes

Cette partie a été rédigée à partir des entretiens réalisés avec :

- Inesa Hila, *Transparency International*, 04/07/2013.
- Monika Kocaqi, directrice de l'association de défense des droits des femmes *Refleksione*, 05/07/2013.
- Aurela Anastasi, directrice du *Center for Legal Civic Initiatives (CLCI)*, 05/07/2013.
- Mersilla Ballo, *Children's Rights Centre Albania - DCI Albania*, 06/07/2013.
- Fiorentina Azizi, chef du département des affaires juridiques de la représentation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) en Albanie, 08/07/2013.
- Vjollca Meçaj, *Comité Helsinki*, 08/07/2013.
- Igli Totozani, Avocat du Peuple, 08/07/2013.
- Entretien réalisé au département de la protection de la famille et des mineurs de la Direction générale de la police nationale, 09/07/2013.
- Besnik Cani, procureur de Shköder, 10/07/2013.
- Voltana Ademi, ancienne préfète de Shkodër, élue députée sous les couleurs du Parti démocrate albanais lors des élections législatives du 23 juin 2013, 11/07/2013.
- Skender Veliu, association *Amarodrom*, 12/07/2013.
- Alida Tota, responsable du département pour l'Egalité des chances et de la famille - Ministère du Travail, des Affaires sociales et de l'Egalité des chances, 12/07/2013.

En complément des informations recueillies au cours de ces entretiens, les développements ci-dessous incluent des données émanant de sources publiques.

1. Les femmes en Albanie

1.1. Entre tradition et modernité

La famille albanaise est l'héritière d'une forte tradition patriarcale fondée sur une stricte répartition des rôles qui cantonne la femme dans une position de subordination. Historiquement, le droit coutumier albanais⁴⁰, notamment dans sa version la plus connue du *Kanun* de Lekë Dukagjini, placent les jeunes filles et les femmes sous l'entière dépendance de leurs parents ou époux⁴¹. Au cours des dernières décennies, l'Albanie a connu de profonds changements politiques, démographiques, économiques et sociaux. Le phénomène d'exode rural et l'ouverture sur l'extérieur ont influé sur la décomposition de ce modèle familial et permis d'impulser de nouveaux repères sociétaux, notamment à l'égard de la femme.

L'Albanie a ratifié l'ensemble des conventions internationales relatives aux droits des femmes et intégré dans sa Constitution six articles dédiés aux principes d'égalité et de non-discrimination entre hommes

40 Le droit coutumier se fonde sur un certain nombre de codes médiévaux, dont le Kanun de Skanderberg, le Kanun des Montagnes, le Kanun de Laberia et le Kanun de Lekë Dukagjini.

41 *Le Kanun de Lekë Dukagjini* traduit de l'albanais par Christian Gut, Tirana, 2001.

et femmes⁴². Toutefois, **même si la perception du statut de la femme dans la société albanaise a évolué, en particulier chez les jeunes urbains, les mentalités restent largement influencées par ce modèle patriarcal, en particulier dans le Nord du pays, mais aussi au sein des populations néo-urbaines issues de l'exode rural.** Les femmes demeurent soumises à un pesant contrôle moral et social articulé autour des concepts de *nderi* (honneur) et de *turpi* (honte)⁴³. Elles sont les dépositaires de l'honneur familial et leur conduite doit être conforme à la tradition et à la morale afin de ne pas jeter le déshonneur ou la honte sur la famille.



Jeune albanaise photographiée à l'occasion de la remise des diplômes à Tirana



Personnes âgées dans une auberge à Shkodër

Les médias continuent de conforter cette vision de la famille. Les stéréotypes féminins d'usage présentent la femme albanaise comme économiquement dépendante, émotive, professionnellement incapable tout en étant une maîtresse de maison dévouée, une bonne mère et épouse. Pour Fiorentina Azizi, Chef du département des affaires juridiques de la représentation de l'OSCE en Albanie, la couverture médiatique des faits de violence conjugale se fait l'écho de ces mentalités archaïques, la responsabilité des violences incombant généralement à l'épouse.

Aurela Anastasi, directrice de l'association *Center for Legal Civic Initiatives* (CLCI)⁴⁴, s'est félicitée des nombreuses lois adoptées par les autorités albanaises depuis 2004, la société civile veillant tout particulièrement à leur application. Selon elle, ces lois ont été accueillies avec un certain scepticisme par les juges et la classe politique. Elle a ajouté que les juges et les policiers apparaissaient davantage sensibilisés à la question des violences domestiques. Toutefois, l'exécution, ou plutôt la non-exécution, des décisions de justice demeure un problème.

Lors de la mission, plusieurs interlocuteurs ont déploré un certain repli constaté au sein de la société albanaise sur ces valeurs traditionnelles dans un contexte économique difficile. Moniqa Kocaqi, directrice de l'association de défense des droits des femmes *Refleksione*⁴⁵, a souligné ce décalage générationnel existant entre le schéma traditionnel familial des parents et les aspirations des jeunes urbains, notamment les jeunes femmes aspirant à l'indépendance économique et sociale par les études ou le travail.

1.2. Situation matrimoniale

1.2.1. Le mariage

Pour nombre de jeunes femmes albanaises, le mariage représente un idéal, une norme mais également une issue leur permettant d'échapper à un environnement familial pauvre et souvent violent.

42 Constitution de la République d'Albanie, adoptée le 22/11/1998 et modifiée en dernier lieu par la loi n° 9904 du 21/04/2008 http://www.wipo.int/wipolex/fr/text.jsp?file_id=224105, consulté le 26/09/2013.

43 Amnesty International, *Albania: Violence Against Women in the Family: «It's Not Her Shame»*, 30/03/2006.

44 Le CLCI est une association basée à Tirana qui offre gratuitement un accompagnement juridique et psycho-social aux victimes de violences familiales et participe à l'élaboration des lois et des politiques en matière de genre.

45 *Refleksione* existe depuis 1992. L'association a ouvert, en 1996, le premier centre de conseil aux femmes victimes de viol et de maltraitance, et, en 1998, la première structure d'accueil pour ces femmes.

Auparavant, les jeunes filles se mariaient relativement jeunes, vers quatorze ans, et devenaient rapidement mère. Selon les règles du mariage traditionnel, la femme est *jep* (donnée en mariage) par son père, et *merr* (prise) par la famille de son mari, auprès de laquelle elle vivra dorénavant⁴⁶. Une femme est considérée comme mariée après la célébration des fiançailles ; elle rejoint alors le foyer de son fiancé. Monika Kocaqi a confirmé la persistance de la pratique de la dot, qui consiste généralement en une somme d'argent ou des cadeaux offerts à la famille du marié. De nos jours, noces traditionnelles et mariage officiel sont souvent célébrés le même jour. Or, ces noces traditionnelles ont longtemps prévalu, les couples n'estimaient alors pas nécessaire le passage en mairie. De ce fait, en cas de séparation du couple, la femme n'était considérée que comme une concubine et ne disposait d'aucun droit sur les biens du couple.

Depuis 2003 et un amendement du texte adopté à l'initiative des associations défendant les droits des femmes, le Code de la famille albanais conditionne la validité du mariage au libre consentement des deux époux ayant atteint l'âge légal de dix-huit ans⁴⁷. Toutefois, des dispenses d'âge peuvent être accordées par le juge, notamment si la jeune fille est enceinte⁴⁸.

Pour Monika Kocaqi, les mariages forcés se font de plus en plus rares dans les régions rurales du Nord et du Sud du pays. Si par le passé les unions étaient généralement arrangées entre familles en fonction de stratégies d'alliance matrimoniale, aujourd'hui, les jeunes générations urbaines apparaissent plus libres de leur choix, même si l'approbation des parents demeure primordiale. Toutefois, en zone rurale, le contrôle social demeure un obstacle au libre choix du partenaire ou à la vie maritale en dehors du consentement des familles. Les jeunes filles attendent souvent que leur famille leur choisisse un époux et s'opposent rarement à ce choix. De même, toujours selon la directrice de *Refleksione*, de nombreuses jeunes filles réintègrent le foyer familial après leurs études lorsqu'elles ne trouvent pas d'emploi. Souvent, elles subissent une certaine stigmatisation du fait de ce célibat prolongé et peuvent même voir leur honneur être remis en cause. Sous la pression familiale, elles se résignent le plus souvent à accepter un mari proposé par le père ou par les frères.

1.2.2. Le divorce

Le Code de la famille prévoit la dissolution du mariage à la demande des époux d'un commun accord ou sinon en cas « de disputes continues, de mauvais traitements, d'insultes graves, d'adultère, de maladie mentale incurable, d'une longue condamnation pénale du conjoint, ou à cause de violations répétées des obligations maritales, la vie commune n'est plus possible ».

Le divorce demeure l'exception en Albanie, et ce, pour diverses raisons d'ordre culturel, psychologique ou économique. Les femmes divorcées font l'objet d'une stigmatisation dans la société albanaise, surtout en zone rurale. Le retour dans leur famille d'origine, par manque de moyens financiers, est généralement mal perçu et représente une honte et un fardeau pour la famille. Sans ressources personnelles, elles rencontrent des difficultés pour conserver la garde des enfants ou bien pour payer un loyer. La procédure de divorce est relativement coûteuse (10 000 leks, soit 71 euros), d'autant qu'il est parfois nécessaire d'apporter au juge une expertise psychologique, représentant un coût supplémentaire de près de 50 euros⁴⁹.

Selon Aurela Anastasi, la garde des enfants revient dans la majorité des cas à la mère, que la loi autorise à occuper le domicile conjugal jusqu'à la majorité des enfants. Dans certains cas, la belle-famille peut exercer des pressions sur la mère afin de récupérer la garde des enfants. Pour la directrice du CLCI, l'aide financière allouée mensuellement par les services sociaux (3 000 leks soit 21 euros) n'est pas suffisante pour couvrir les besoins élémentaires d'une famille (loyer et alimentation). En outre, les pères n'ont souvent pas les moyens de régler les pensions alimentaires pour les enfants et autres prestations compensatoires pour la mère auxquelles ils ont pu être astreints sur décision de justice.

Le Code de la famille reconnaît le droit de garde partagé et permet au parent ne l'ayant pas obtenu de jouir du droit de visite, de participer à l'éducation de l'enfant et d'être informé des décisions importantes le concernant.

1.2.3. Le veuvage

D'après Monika Kocaqi, même si elles apparaissent toujours mieux considérées qu'une femme divorcée, les veuves se retrouvent généralement dans une situation financière précaire, plus ou moins importante

46 Amnesty International, 30/03/2006, *op.cit.*

47 Loi n° 9062 du 08/05/2003 ; www.jafbase.fr/docEstEurope/AlbanieCodeFam-Eng.doc, consulté le 20/08/2013.

48 UN Committee on the Elimination of Discrimination Against Women (CEDAW), *Consideration of reports submitted by States parties under article 18 of the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women : 3rd periodic report of States parties : Albania*, 19/12/2008.

49 Amnesty International, 30/03/2006, *op.cit.*

en fonction du soutien des proches. Selon la tradition, n'appartenant pas à sa belle-famille, la veuve dispose du libre choix de résidence et de remariage. Elle peut néanmoins être autorisée à demeurer auprès de sa belle-famille.

L'article 225 du Code de la famille stipule que le droit de garde est exercé par l'autre parent. Toutefois, une veuve qui tenterait d'imposer ses droits légaux en choisissant librement son lieu de résidence avec ses enfants pourrait se voir reprocher ce type de comportement par la famille de son défunt mari, voire par sa propre famille. Les deux familles pourraient alors décider de couper tout contact avec elle⁵⁰.

2. Les violences faites aux femmes

2.1. Femmes particulièrement vulnérables

En dépit de certaines évolutions des mentalités, les jeunes femmes célibataires restent stigmatisées et soumises à une forte pression sociale, surtout en milieu rural. Pour Monika Kocaqi, la question de la virginité des jeunes filles demeure un sujet particulièrement sensible car elle touche directement à l'honneur de la famille. Les jeunes femmes ont ainsi de plus en plus recours à la chirurgie réparatrice avant leur mariage. La découverte de la non-virginité constitue un motif d'annulation de fiançailles pour le futur époux et la jeune fille peut alors être rejetée par sa propre famille.

Monika Kocaqi a insisté tout particulièrement sur la « situation dramatique des mères célibataires ». Contraintes de cacher leur grossesse, nombre de ces jeunes femmes avortent, dans la plus grande discrétion, à l'hôpital ou de façon clandestine. La famille, dont la réputation est entachée, peut tenter d'arranger un mariage avec le père de l'enfant voire même avec un autre homme. Les jeunes femmes qui décident de garder leur enfant sans se marier voient souvent leur vie devenir « un enfer ». Un seul centre, le *Christian Center Bethany*, accueille, à Sauk dans la banlieue de Tirana, les nouveau-nés pour une durée maximale d'un an, afin de permettre aux jeunes mères célibataires de stabiliser leur situation et de trouver un emploi⁵¹.

De nombreuses femmes avortent, de leur propre chef ou sous la contrainte, lorsque l'enfant attendu n'est pas un garçon⁵². Une recrudescence de ces avortements sélectifs a été constatée après les échographies du premier trimestre⁵³. Les familles albanaises préfèrent traditionnellement les garçons aux filles pour deux raisons principales. D'une part, un héritier mâle assure la perpétuation du nom de famille et, d'autre part, reste vivace l'idée selon laquelle les garçons, devenus adultes, seront des soutiens de famille⁵⁴.

Pour Monika Kocaqi, les femmes victimes de viol constituent un groupe particulièrement vulnérable. Craignant d'attirer la honte et le déshonneur sur leur famille, elles gardent souvent le silence, d'autant qu'elles se voient généralement imputer la responsabilité du viol. Dans les régions rurales, le chef de famille peut décider de ne rien dire et marier de force la jeune femme à son violeur, ou à un autre homme qui l'acceptera, pour rétablir l'honneur. Monika Kocaqi a déploré que les victimes ne déposent que très rarement plainte, ce qui explique en partie le très faible nombre de condamnations. Une femme ne peut accuser son époux de l'avoir violé, sachant que les relations sexuelles entre le mari et sa femme relèvent d'une obligation maritale. Les rapports intimes suivant une dispute, voire même des violences, sont perçues comme un acte de pardon de l'époux envers sa femme.

2.2. La persistance de violences domestiques

Lors de la mission, les interlocuteurs institutionnels comme associatifs ont expliqué que la problématique des violences domestiques était beaucoup plus préoccupante dans le Nord de l'Albanie à cause des traditions patriarcales et de la sacro-sainte notion d'honneur mais également en raison des difficultés sociales et économiques que connaît la région. Le niveau de ces violences demeure particulièrement élevé et ce malgré les récents outils légaux adoptés visant à renforcer la protection des victimes et

50 Organisation Suisse d'Aide aux Réfugiés (OSAR), *Albanie: libre choix du lieu de résidence d'une femme après le décès de son mari*, 10/02/2010.

51 Le site internet de ce centre est consultable à l'adresse suivante : <http://www.bethany.org/main/albania>; consulté le 01/10/2013.

52 *Courrier International*, « Pourvu que ce ne soit pas une fille », 04/04/2013. *L'Express*, « En Albanie, les avortements contre les fœtus féminins persistent », 11/11/2011.

53 World Vision-United Nations Fund Population (UNFPA), *Sex imbalances at birth in Albania*, 2012.

54 United Nations Development Programme (UNPD), *Pro-Poor and Pro-Women Policies: Operationalizing Millennium Development Goals in Albania*, 03/2005.

les différentes campagnes de sensibilisation du public. Voltana Ademi⁵⁵ a tenu à souligner la grande vulnérabilité des femmes victimes de violences domestiques, sachant qu'elles ne bénéficient d'aucune protection de la part des autorités.

En 2013, il ressort d'une enquête sur les violences domestiques réalisée par l'Institut de statistiques albanais (INSTAT), en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) que 59,4% des femmes interrogées, sur un panel de 3 589 personnes, avaient été victimes de violences pendant leur vie maritale ou leur concubinage⁵⁶. En mars 2010, *Amnesty international* estimait qu'une femme albanaise sur trois était victime de violences de la part de son mari, de son compagnon ou d'autres membres de sa famille⁵⁷. En octobre 2012, une étude du *Data Centrum Research Institute* confirmait la persistance du phénomène avec près d'une personne interrogée sur deux déclarant avoir subi des violences familiales, sous diverses formes (psychologiques, physiques, sexuelles)⁵⁸.

Exemples récents de campagnes publicitaires dénonçant les violentes faites aux femmes



Campagne présentant des accessoires utilisés par les femmes pour cacher les stigmates des violences dont elles sont victimes



Campagne publicitaire présentant Big Basta, un célèbre chanteur albanais, dénonçant les violences faites aux femmes avec comme slogan : « Mec, montre aussi que tu es contre les violences faites aux femmes »



Campagne appelant à dénoncer les violences dont les femmes sont victimes

L'Avocat du Peuple s'est inquiété, quant à lui, d'une recrudescence du nombre de femmes tuées par leur époux. De sources officielles, en 2012, vingt-deux femmes ont perdu la vie sous les coups de leur conjoint. Toutefois, pour Igli Totozani, les statistiques officielles ne donnent pas une image réelle de l'étendue du problème. Selon lui, le faible nombre de dénonciations et de plaintes montre que les violences domestiques continuent d'être considérées comme une affaire dans laquelle l'Etat n'a pas à s'immiscer.

55 Ancienne préfet de Shkodër, élue députée sous les couleurs du Parti démocratique albanais à l'occasion des élections législatives de juin 2013.

56 National Institute of Statistics (INSTAT)/United Nations Development Programme (UNDP), *Domestic Violence in Albania: A National Population-based Survey*, 11/2013.

57 Amnesty International, *Ending Domestic Violence in Albania: The Next Steps*, 25/03/2010.

58 Data Centrum Research Institute, *Baseline study on Domestic Violence and Albanian State Police*, 10/2012.

D'après Monika Kocaqi, **ce sujet reste tabou, confiné à la sphère privée et étroitement lié à la question de l'honneur familial**. Une femme dénonçant ces violences sera stigmatisée et considérée comme « une mauvaise épouse, une mauvaise mère et une femme irresponsable ». Révéler de tels faits peut jeter la honte et le déshonneur sur la famille, d'autant plus s'il s'agit de violences sexuelles, lesquelles font encore moins l'objet d'un signalement.

Ces violences touchent toutes les couches de la société. De nombreux facteurs socio-économiques expliquent l'ampleur du phénomène. Les mentalités restent largement influencées par le modèle patriarcal, qui place l'homme en situation de domination sur la femme soumise. A cela s'ajoutent d'autres facteurs tels les difficultés économiques, le fort taux de chômage, la dépendance à l'alcool, à la drogue ou aux jeux. Monika Kocaqi a déploré qu'à la mentalité machiste des hommes albanais s'ajoute également un certain sentiment d'impunité face à la loi.

Pour l'Avocat du Peuple, les enfants sont les « victimes oubliées » de ces violences familiales⁵⁹. Dans le rapport publié en 2007 par l'INSTAT, 57,7% des enfants interrogés (sur 991) déclaraient avoir été physiquement battus par un membre de leur famille⁶⁰. Qu'ils s'agissent d'actes d'intimidations, de menaces, de gifles ou de coups, ces violences sont généralement considérées comme une méthode d'éducation « acceptable » et positive pour le développement des enfants⁶¹.

2.3. Effectivité de la protection et accès à la justice

2.3.1 Protection accordée par les autorités

A la suite d'une forte mobilisation de la société civile en 2006, mais également par souci de se conformer aux standards européens dans le cadre du processus d'adhésion à l'Union européenne, **l'Etat albanais a adopté plusieurs lois garantissant un cadre institutionnel et juridique protecteur aux victimes de violences domestiques**⁶².

Au travers des deux Stratégies nationales sur le genre, l'égalité et l'éradication des violences familiales pour les périodes 2007-2010 et 2011-2015 mises en place par les autorités albanaises et grâce aux campagnes de sensibilisation menées par la société civile (spots et affiches publicitaires), la question des violences domestiques s'est retrouvée au centre du débat public. Malgré cela, un décalage subsiste entre ce cadre légal protecteur et les mentalités au sein de la société albanaise. En outre, ces dispositifs tardent à se concrétiser au niveau local faute de moyens et de volonté des acteurs concernés. Dans un rapport publié en 2013, l'association *Gender Alliance for Development Center* faisait état de nombreux cas, dans la région de Shkodër, où la police n'avait pu assurer une assistance immédiate et continue aux victimes faute d'une coordination rapide et efficace entre les différents acteurs concernés⁶³.

Vjollca Meçaj, directrice exécutive du Comité Helsinki albanais⁶⁴, et Aurela Anastasi ont reconnu de sensibles améliorations en matière de traitement des cas de violences domestiques ainsi que de prise en charge des victimes par la police. Voltana Ademi a rappelé que des formations ont été organisées afin de sensibiliser et de mieux préparer les fonctionnaires de police sur ces questions. Des commissariats dans certaines grandes villes se sont vus affectés des unités spécialisées. De même, des efforts ont été réalisés afin de renforcer la présence d'agents féminins dans les commissariats. Ces mesures ont contribué à faire évoluer les mentalités au sein de la police.

Ces avancées en matière de formation des policiers expliquent, en partie, l'augmentation croissante des signalements à la police des cas de violence domestique, particulièrement dans les centres urbains⁶⁵. Cependant, selon Aurela Anastasi, des cas de refus d'enregistrement de plaintes continuent d'être rapportés par les victimes auprès des associations. Ce phénomène perdure davantage en zone rurale, où il arrive fréquemment que les policiers connaissent les auteurs des faits. En outre, dans certaines zones reculées, les femmes se trouvent parfois dans l'impossibilité concrète de se rendre au commissariat le plus proche pour y déposer plainte. Des cas de refus de dépôt de plainte ont également été signalés en raison de l'origine rom des victimes comme a pu l'affirmer Skender Veliu.

59 *La violence contre les femmes*, Rapport spécial de l'Avocat du peuple, 07/2012.

60 National Institute of Statistics (INSTAT), *op.cit.*

61 Data Centrum Research Institute, *op.cit.*

62 Loi n° 9669 du 18/12/2006 relative aux mesures de lutte contre la violence familiale ; Loi n°9970 du 24/07/2008 relative à l'égalité des genres ; Loi n°10221 du 04/02/2010 de protection contre les discriminations ; Décision du Conseil des Ministres n°334 du 07/02/2011 ; Loi n° 10.399 du 17/03/2011 ; Loi n° 23/2012 du 01/03/2012.

63 Gender Alliance for Development Center, *Baseline report women empowerment indicators in Shkoder*, Tirana, 2013.

64 Cette organisation, fondée en décembre 1990, a joué un rôle important dans l'ouverture du pays à la fin de la période communiste.

65 Data Centrum Research Institute, *op.cit.*

Selon la Direction générale de la police nationale, 2 526 cas (dont 58 concernant des mineurs) de violences familiales ont été signalés en 2012. En 2010 et 2011, ces chiffres s'élevaient respectivement à 1998 (dont 120 cas de violences sur mineurs) et 2180 (98) cas signalés. Le responsable du Département de la protection de la famille et des mineurs a précisé que ces cas sont le plus souvent dénoncés par les victimes elles-mêmes, mais également par des proches ou des voisins. Certains cas de violences domestiques ont pu être identifiés par la police après investigation.

Pour Monika Kocaqi, certains facteurs culturels, sociaux, psychologiques et institutionnels expliquent cette réticence persistante des victimes à déposer plainte. Prises dans le cycle émotionnel complexe des violences conjugales, elles en arrivent à se convaincre de la normalité de cette violence, considérée comme ne relevant que de la sphère familiale. La crainte d'être stigmatisée, de jeter le déshonneur sur la famille, voire de subir de nouvelles violences en représailles est tout aussi prégnante. La situation de dépendance économique dans laquelle se trouvent généralement les épouses, les contraignent le plus souvent à ne pas quitter le domicile conjugal pour le bien-être des enfants.

En octobre 2012, l'étude du *Data Centrum Research Institute* soulignait, par ailleurs, que sur les 254 victimes de violences familiales interrogées, seules 23,4% avaient dénoncé les faits et seules 6% avaient saisi la police ou d'autres structures publiques (municipalité, hôpital) voire associatives (association, refuge, psychologue)⁶⁶.

Selon Besnik Cani, procureur auprès du parquet de Shkodër, la victime peut contacter la police par téléphone ou se déplacer au poste de police le plus proche pour signaler à l'oral ou par écrit les violences dont elle a fait l'objet. Si cette procédure est la même sur l'ensemble du territoire, le formulaire de dépôt de plainte n'est pas encore uniformisé. Il existe aussi bien en version informatisée que manuscrite. Figurent sur ce document la mention République d'Albanie, le nom du service de police ou du bureau des poursuites, la date, le nom du policier qui enregistre la plainte, le nom du plaignant, de ses parents, sa date et son lieu de naissance, une courte explication de la loi et des droits, ainsi qu'un récit écrit de la victime. Chaque page doit être en théorie signée par le policier et la victime, à qui une copie du document est remise.

Comme cela a pu être précisé par Aurélia Anastasi dans une communication écrite, une fois ces violences signalées, la police doit en informer le procureur qui engagera des poursuites et, également, solliciter le juge civil afin qu'il délivre une ordonnance de protection. Depuis la pénalisation des violences conjugales, le procureur est dans l'obligation d'ouvrir une procédure judiciaire même lorsque la victime retire sa plainte⁶⁷.

2.3.2. Un accès limité à la justice

- Les ordonnances civiles de protection

La loi du 18 décembre 2006⁶⁸ permet au juge civil de prendre en urgence des ordonnances de protection pour faire cesser ou prévenir tout acte de violence. Ces ordonnances sont prises sous vingt-quatre heures, voire quarante-huit, si le tribunal juge du caractère urgent de la mesure à prendre et sous quinze jours en l'absence de menace imminente avérée. L'article 10 de la loi prévoit dix mesures de protection, dont le rappel à la loi fait par le juge à l'auteur des violences, l'éloignement de ce dernier du domicile conjugal et l'interdiction de s'approcher de la victime. Ces mesures peuvent faire l'objet d'une prolongation sur décision du juge. Selon l'article 3, ces ordonnances sont délivrées dans le cadre de situations familiales prévues par la loi (époux, couples divorcés, concubins, ex-concubins, membres de la famille et de la belle-famille proche, parents et enfants adoptifs).

Vjollca Meçaj et Aurela Anastasi s'accordent pour reconnaître une meilleure formation et sensibilisation des magistrats à la question des violences domestiques, ce qui explique le nombre croissant de mesures de protection prises. Toutefois, de nombreux obstacles et dysfonctionnements subsistent empêchant les victimes de bénéficier d'une protection effective et pérenne.

La responsable du *Center for Legal Civic Initiative* (CLCI) a souligné le **très fort taux de renonciation** constaté par son association. Dans son analyse de la pratique judiciaire du tribunal de Tirana sur la période 2009-2010, le centre a constaté que 70% des procédures avaient été annulées suite à un

⁶⁶ *Ibid.*

⁶⁷ Loi n° 23/2012 du 01/03/2012, article 130/a du Code pénal. http://www.justice.gov.al/UserFiles/File/Legjislacioni_Brendshem_Web/KODI_PENAL.pdf?bcsi_scan_76859af71b923077=0&bcsi_scan_filename=KODI_PENAL.pdf, consulté le 12/08/2013

⁶⁸ Loi n° 9669 du 18/12/2006 « sur les mesures pour lutter contre les violences familiales », <http://www.osce.org/albania/30436>, consulté le 18/08/2013.

retrait de plainte des victimes⁶⁹. Pour le Département de la protection de la famille et des mineurs de la Direction Générale de la Police Nationale, plusieurs raisons peuvent être avancées. La victime peut être soumise à des pressions physiques, psychologiques ou économiques de la part de membres de la famille ou de son époux. Il arrive également que cette démarche judiciaire intimide le mari violent ou incite le couple à se réconcilier de façon plus ou moins volontaire, avec notamment l'intervention des familles.

Aurela Anastasi a évoqué les difficultés rencontrées par les victimes à obtenir aussi bien l'aide juridictionnelle qu'une assistance juridique, pourtant prévues par la loi. Le Conseil de l'Europe a souligné le très faible nombre de demandes soumises à la Commission d'État chargée de l'aide juridictionnelle et les difficultés administratives demeurant pour en bénéficier⁷⁰. De plus, il n'existe pas de listes spécifiques d'avocats acceptant l'aide juridictionnelle et leur nombre est limité. Sans aide juridique, de nombreuses victimes abandonnent la procédure. En outre, il leur est souvent très difficile de se faire délivrer des certificats médicaux attestant des violences subies, par manque d'argent ou de sensibilisation des personnels médicaux.

S'agissant des mesures de protection prévues par la loi, la plus utilisée par les tribunaux reste le rappel à la loi, soit l'obligation faite à l'auteur présumé des faits de ne pas exercer de nouvelles violences sur la victime. Selon Aurela Anastasi, certains juges privilégient les réconciliations entre époux, réconciliations pouvant s'accompagner du partage du domicile conjugal. Des magistrats sont également réticents à prononcer l'éloignement de l'époux violent du domicile conjugal, pour des questions d'ordre économique ou en raison de l'inexistence de structures d'hébergement et de prise en charge spécifiques. Enfin, comme souligné par *Transparency International*, le niveau de corruption de la justice demeurant élevé en Albanie, des cas de collusion ou de corruption de juges ont été signalés.

Si aujourd'hui, la justice albanaise prononce plus fréquemment des mesures de protection d'urgence, l'exécution et le suivi de ces ordonnances reste parfois problématique. Faute de moyens humains et financiers, la police n'est pas en mesure de mettre en place des dispositifs pérennes de surveillance et de protection des victimes. L'absence de coordination entre les différents acteurs concernés constitue également un problème. Aurela Anastasi a ainsi déploré que les délais entre la demande de protection et la décision de justice pouvaient dépasser plusieurs semaines voire plusieurs mois. L'Avocat du Peuple, dans son rapport sur les violences faites aux femmes paru en juillet 2012, constatait une mise en œuvre partielle et inégale de ces ordonnances par les huissiers, la police et les services sociaux⁷¹.

- Les poursuites pénales

Les dernières modifications apportées au Code pénal, en mars 2012, ont consacré le délit de violences domestiques⁷². L'article 130a précise qu'il s'agit de tout acte de violence commis à l'encontre d'un conjoint ou ex-conjoint, d'un concubin ou ex-concubin ou toute autre personne ayant un lien de parenté avec l'auteur. Les peines prévues peuvent aller jusqu'à cinq ans d'emprisonnement, notamment pour des blessures intentionnelles ayant entraîné une incapacité temporaire de travail supérieure à neuf jours. Les menaces graves de mort et de violences sont passibles de trois ans d'emprisonnement. Par ailleurs, l'article 102 du Code pénal récemment modifié contient dorénavant l'infraction de « relations sexuelles forcées entre conjoint »⁷³.

Toutefois, selon Aurela Anastasi, les cas de viol conjugal sont rarement dénoncés par les victimes. Le CLCI n'a ainsi eu connaissance que d'un seul cas de poursuite judiciaire entamée au titre de l'article 130a depuis mars 2012.

Avant l'adoption de ces modifications du Code pénal, le responsable du département de la protection de la famille et des mineurs a rappelé que les auteurs de violences domestiques étaient poursuivis sous les infractions de blessures intentionnelles légères ou graves, de menaces de mort ou d'homicide involontaire. Christof Heyns, Rapporteur spécial des Nations Unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, avançait, dans un rapport paru en août 2013, que les magistrats tendaient toujours à considérer la violence familiale comme une affaire privée et prononçaient généralement des peines plus légères⁷⁴. En outre, selon Aurela Anastasi, les victimes privilégient, souvent par crainte de

69 Center for Legal Civic Initiatives (CLCI)/Civil Rights Defenders, *Report implementation of the law "on measures against violence in family relations"*, Tirana, 11/2010

70 Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies, *Rapport du rapporteur spécial des Nations Unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, Christof Heyns, suites données aux recommandations: Albanie*, 23/08/2013.

71 Résumé du Rapport spécial de l'Avocat du peuple sur « La violence contre les femmes », 07/2012.

72 Loi n° 23/2012 du 01/03/2012, article 130/a du Code pénal. http://www.justice.gov.al/UserFiles/File/Legjislacioni/Brendshem_Web/KODI_PENAL.pdf?bcsi_scan_76859af71b923077=0&bcsi_scan_filename=KODI_PENAL.pdf, consulté le 12/08/2013.

73 Communication écrite envoyée par Aurela Anastasi, 05/09/2013.

74 Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies, *op.cit.*

représailles, davantage les procédures au civil (ordonnance de protection ou divorce), plutôt que les poursuites pénales. En effet, le fait que certaines femmes assassinées ces dernières années avaient engagé une procédure judiciaire contre leur époux violent sans obtenir de protection efficace n'incite pas les victimes à s'engager pénalement.

Toutefois, pour Alida Tota, le nombre de dénonciations de violences domestiques est en constante augmentation. Les femmes paraissent mieux informées sur leurs droits et ont de plus en plus confiance dans les autorités.

Vjollca Meçaj a fait part de sa grande inquiétude concernant **le nombre important de femmes condamnées et incarcérées pour le meurtre d'un époux violent**. Près de 40% des femmes emprisonnées pour meurtre à la prison pour femmes numéro 325 de Tirana le sont pour l'assassinat de leur époux violent. Vjollca Meçaj a évoqué le cas d'une femme victime de violences pendant vingt ans ayant été condamnée à vingt-cinq ans de prison pour le meurtre de son époux, le tribunal ayant refusé de retenir la légitime défense comme circonstance atténuante.

2.3.3. Des dispositifs sociaux de prise en charge et d'hébergement en nombre limité

Parallèlement à un réseau d'institutions gouvernementales sous l'autorité du ministère du Travail, des Affaires sociales et de l'Egalité des chances, chaque municipalité doit mettre en place, depuis mars 2011, des unités locales de référencement des victimes de violences conjugales⁷⁵. Destinées à assurer une meilleure prise en charge des victimes, ces unités rassemblent divers partenaires: la municipalité, la police, les magistrats, les services sociaux, les centres pour victimes de violences conjugales ainsi que les institutions religieuses.

Si vingt-quatre municipalités⁷⁶ (sur les soixante-cinq que compte le pays), avaient mis en place, dès 2011, de telles unités de protection, le renforcement de ce réseau territorial a peu progressé depuis par manque de volonté et de moyens humains et financiers⁷⁷. Au moment de la mission, selon Alida Tota, aucune autre municipalité ne s'était dotée de ce type de structure.

L'ensemble des représentants d'associations rencontrés au cours de la mission confirment le **rôle majeur joué par la société civile en matière de prise en charge des victimes**. Grâce aux financements des bailleurs de fonds internationaux, ces associations ont pu ouvrir des centres d'accueil ou de conseils. Pour pallier l'absence de ligne téléphonique nationale gratuite pour les victimes, des lignes téléphoniques régionales, très utilisées, ont été mises en place par ces associations. Selon Mersilla Ballo, il existe, en revanche, un numéro national unique (ALO 116) pour les enfants victimes de violences domestiques.

A l'heure actuelle, on compte plus d'une dizaine de centres accueillant des femmes victimes de violences conjugales à travers le pays. Ces structures sont gérées par des ONG indépendantes et apportent un accompagnement juridique, médical, psychologique et social aux victimes. Les fonds internationaux finançant ces centres ne sont généralement mobilisés que sur des projets ponctuels, cette précarité des financements menaçant d'autant la pérennité de ces structures. Ainsi, à titre d'exemple, entre juillet 2009 et janvier 2010, un refuge de Tirana a vu ses capacités d'accueil sérieusement restreintes en raison de difficultés financières. Des employés d'ONG, voire des avocats ou des policiers ont pu accueillir temporairement des victimes à leur propre domicile à défaut d'autres solutions⁷⁸.

Monika Kocaqi a rappelé, qu'en matière d'hébergement des victimes, le pays ne comptait actuellement que sept refuges, dont un seul géré par l'Etat.

- Tirana :

- Centre national d'hébergement géré par l'Etat, ouvert en avril 2011 à Kamëz en banlieue de Tirana, mais financé dans une large mesure par des fonds étrangers (capacité d'accueil de 40 places). A la suite de plaintes déposées par des résidentes du centre en avril 2012, l'Avocat du Peuple a expliqué avoir constaté de sérieux dysfonctionnements (sanctions et restrictions arbitraires, insultes de la part de la responsable du centre et du personnel, absence de tout dispositif de protection des femmes lors de leur déplacement aux audiences du tribunal). La directrice du centre a été mutée en mai 2012.

⁷⁵ Loi n° 10.399 du 17/03/2011.

⁷⁶ Shkodër, Vlorë, Durrës, Korçë, Rrëshen, Berat, Pogradec, Kamza, Pukë, Lezhë, Elbasan, Manza, Gramsh, Lushnjë, Bac, Shijak, Gjirokastrë, Përmet, Tirana, arrondissements de Tirana.

⁷⁷ Commission européenne, *Albanie 2012, Rapport de suivi*, 10/10/2012.

⁷⁸ Amnesty International, 25/03/2010, *op.cit.*

- Refuge pour femmes et jeunes filles (14 places)
- Refuge de l'association « *Different and Equal* » (15 places)

- Elbasan :
 - Association « *Tjeter vizion* » (20 places)

- Vlorë :
 - Association psycho-sociale « *Vatra* » (20 places)

- Berat :
 - Refuge ouvert récemment (capacité d'hébergement réduite)

- Shkodër :
 - Association « *Hapat e Lehtë* » (capacité d'hébergement réduite)

Ces centres, dont la localisation est tenue secrète, ont mis en place des programmes de réinsertion des victimes. Seul le centre national se cantonne à une mission d'hébergement. Plusieurs de ces centres accueillent indifféremment des femmes victimes de traite et de violences domestiques. Pour intégrer certains de ces refuges, il est nécessaire d'avoir obtenu au préalable un ordre de protection. La durée de prise en charge n'est pas fixée mais dans certains centres, la période d'hébergement est comprise entre quatre et six mois⁷⁹.

Alida Tota a admis que les capacités nationales d'accueil des victimes étaient clairement insuffisantes. Depuis son ouverture, le centre national a accueilli quatre-vingt dix femmes. Elle a ajouté qu'il était particulièrement problématique de trouver un abri d'urgence pour une mère et ses enfants. Les unités locales de protection des enfants sont en charge de trouver un hébergement aux enfants âgés de plus de seize ans. Selon Alida Tota, ces cas de figure sont encore plus difficiles à solutionner.

Après avoir quitté ces refuges, ces femmes rencontrent de grandes difficultés pour subvenir à leurs besoins immédiats, obtenir un logement ou un emploi, surtout en zone rurale. Alors que ces femmes se retrouvent dans une situation de grande vulnérabilité et précarité, elles ne sont pourtant pas prioritaires en matière d'accès aux logements sociaux. Dans la grande majorité des cas, elles restent dépendantes économiquement de leur époux⁸⁰. Pour Aurela Anastasi, les 3 000 leks (21 euros) mensuels d'aide sociale versés par les municipalités sont largement insuffisants pour couvrir les besoins élémentaires de ces femmes, qui plus est accompagnées d'enfants.

⁷⁹ WAVE Office (Women Against Violence in Europe)

⁸⁰ Nations Unies, *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, Observations finales du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, Albanie, 16/09/2010.*

III - La situation des mineurs

Cette partie a été rédigée à partir des entretiens réalisés avec :

- Inesa Hila, *Transparency International*, 04/07/2013.
- Monika Kocaqi, directrice de l'association de défense des droits des femmes *Refleksione*, 05/07/2013.
- Mersilla Ballo, *Children's Rights Centre Albania - DCI Albania*, 06/07/2013.
- Fiorentina Azizi, responsable du département des affaires juridiques, Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE)/Albanie, 08/07/2013.
- Vjollca Meçaj, *Comité Helsinki albanais*, 08/07/2013.
- Adrian Çipa, responsable de la Section de la lutte contre le trafic illicite (SLTI) de la Direction générale de la police nationale, 09/07/2013.
- Direction de la protection de la famille et des mineurs, Direction générale de la police nationale, 09/07/2013.
- Alida Tota, responsable du département pour l'Egalité des chances et de la famille - Ministère du Travail, des Affaires sociales et de l'Egalité des chances, 12/07/2013.
- Hortens Balla, responsable de la représentation locale du Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies (UNHCR) en Albanie, 12/07/2013.
- Teuta Grazhdani et Alketa Gaxha, Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), 12/07/2013.

En complément des informations recueillies au cours de ces entretiens, les développements ci-dessous incluent des données émanant de sources publiques.

L'Albanie est le pays le plus jeune d'Europe puisque près de 40% de sa population a moins de 18 ans⁸¹. Le pays est signataire de nombreuses conventions internationales ayant trait aux droits des enfants⁸². L'Albanie dispose d'un système légal complet, proche des standards internationaux en matière de protection des mineurs. Néanmoins, selon Mersilla Ballo, responsable de l'association *Children's Human Rights Centre of Albania - Defence for Children International* (CRCA-DCI), la mise en œuvre pratique de cette législation demeure problématique. Le nombre d'enfants maltraités, exploités ou vivant dans les rues demeure élevé. Toutefois, de sensibles améliorations ont pu être constatées ces dernières années, les autorités albanaises ayant pris conscience de l'ampleur du problème.

1. Les violences faites aux enfants

1.1. Les violences domestiques

Mersilla Ballo a déploré que, dans la société albanaise, les punitions corporelles restent perçues comme normales et conservent leurs vertus éducatives aux yeux des parents. Pour elle, un changement des mentalités en matière d'éducation des enfants apparaît encore nécessaire. Selon l'UNICEF, 75 % des enfants ont ainsi été exposés à des mesures de discipline imposées par la violence en 2012⁸³.

D'après la Direction de la protection de la famille et des mineurs de la Direction générale de la police nationale, en 2012, 58 cas de violences sur mineurs (sur 2526 cas de violences domestiques enregistrés) ont été dénoncés à la police. Pour les années 2010 et 2011, 120 (sur 1998) et 98 (sur 2180) cas

81 UNICEF, <http://www.unicef.org/albania/children.html> (dernière consultation en date du 07/04/2014).

82 Ratification de la Convention des Nations Unie sur le droit des enfants, le 27 février 1992, de la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle et les abus sexuels en avril 2009, de la convention du Conseil de l'Europe sur l'action contre la traite des être humains, le 20 novembre 2006.

83 UNICEF, Statistiques, http://www.unicef.org/french/infobycountry/albania_statistics.html (dernière consultation en date du 07/04/2014).

de violences sur mineurs ont respectivement été enregistrés.

En 2012, le CRCA-DCI avait, quant à lui, recensé 22 cas de violences physiques sur mineurs, 47 d'abus sexuels, 32 de violences psychologiques, 14 de négligences familiales, 11 de violences familiales, 10 d'exploitation par le travail, 4 d'exploitation à des fins de mendicité et un cas d'exploitation sexuelle. Selon Mersilla Ballo, les violences contre les jeunes filles sont les plus fréquentes. Concernant les violences sexuelles, seuls 3 cas sur les 47 signalés ont abouti à une condamnation en justice. Pour le premier semestre de l'année 2013, 10 cas d'enfants victimes d'actes de pédophilie par des membres de leur famille ou par une personne connue de l'enfant ont été enregistrés par l'association. Fiorentina Azizi a souligné le caractère encore tabou au sein de la société albanaise de la question des violences sexuelles intrafamiliales.

1.2. Le travail forcé

La loi albanaise prévoit l'accès à une éducation gratuite pendant neuf années, la scolarisation étant obligatoire jusqu'à la neuvième classe ou l'âge de seize ans. L'article 98 du Code du travail albanais fixe l'âge minimum légal pour travailler à seize ans⁸⁴. Pour autant, en pratique, beaucoup d'enfants quittent l'école plus tôt pour travailler avec leur famille notamment en zone rurale⁸⁵. En 2012, selon l'UNICEF, près de 12% des enfants travaillaient (14,4% des garçons et 9,4% des filles)⁸⁶. En 2010, selon le Département américain du Travail, si 91 % des enfants âgés entre 5 et 14 ans étaient scolarisés, 19% des 6-14 ans travaillaient et 20,5% des 7-14 ans associaient travail et école⁸⁷.

Pour certaines familles, leurs faibles revenus empêchent l'achat des fournitures scolaires ou de vêtements, c'est particulièrement le cas chez les familles roms selon Blerina Tepelena, responsable du service Stratégie Rom au Ministère du Travail, des Affaires sociales et de l'Egalité des chances. Dans le but de favoriser la scolarisation des enfants issus des familles les plus pauvres, les autorités albanaises ont ainsi mis en place un programme visant à leur fournir des manuels et du matériel scolaire gratuitement. Toutefois, Blerina Tepelena a reconnu que de nombreuses familles n'en bénéficiaient toujours pas.

Dans un rapport paru en avril 2010, la Confédération syndicale internationale soulignait qu'en Albanie, l'exploitation des enfants pour le travail restait un problème majeur⁸⁸. En 2011, pour l'Organisation Internationale du Travail (OIT), plus de 50 000 jeunes de moins de dix-huit ans travaillaient à temps partiel ou complet, principalement dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie textile ou de la construction en Albanie. Dans ce secteur notamment, 20% des travailleurs avaient alors moins de seize ans⁸⁹.

Selon le responsable de la Section de la protection des mineurs de la Direction de la protection de la famille et des mineurs (Direction générale de la police nationale) rencontré lors de la mission, l'infraction de travail forcé reste difficile à matérialiser, tant il apparaît compliqué de prouver l'action de contrainte.

Les grandes villes sont confrontées à l'augmentation de la mendicité des jeunes enfants, ce phénomène touchant avant tout la communauté rom, comme l'a rappelé Blerina Tepelena. Pourtant, en janvier 2008, le Code pénal a été amendé dans le but de pénaliser l'exploitation des enfants à des fins de mendicité.

1.3. La traite des enfants

Selon Adrian Çipa, responsable de la Section de lutte contre les trafics illégaux, les drogues et la prostitution (Direction générale de la police), les enfants victimes de la traite des êtres humains sont principalement exploités pour le travail forcé, la mendicité ou la vente de fruits. La majorité d'entre eux appartiennent à la communauté rom, les trafiquants profitant généralement de leur non-enregistrement sur les registres d'état civil selon Monika Kocaqi, de l'association *Refleksione*. Ces enfants peuvent également être exploités sexuellement ou contraints à commettre des délits (vols, trafic de drogue)⁹⁰.

84 Le paragraphe 1 du dit article précise qu'un enfant âgé entre 14 et 16 ans peut exceptionnellement être employé pendant les vacances scolaires pour des travaux légers n'affectant pas sa santé ou sa croissance.

85 United States Department of State, *2011 Country Reports on Human Rights Practices - Albania*, 24/05/2012.

86 UNICEF, Statistiques, *op.cit.*

87 United States Department of Labor, *2010 Findings on the Worst Forms of Child Labor - Albania*, 03/10/2011

88 International Trade Union Confederation (ITUC), *Report on the Internationally recognised core labour standards in Albania*, 27/04/2010.

89 International Labour Organization, Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations (CEACR), *Albania 2011 Report*, 2011.

90 United States Department of State, *2013 Country Reports on Human Rights Practices - Albania*, 27/02/2014.

Les sanctions prévues par le Code pénal (art 128/b) en cas d'exploitation sexuelle d'un mineur vont de la simple amende à quinze ans d'emprisonnement. Si les dispositions pénales relatives au viol⁹¹ et à l'exploitation sexuelle des mineurs sont généralement mises en œuvre, celles concernant la pornographie infantile étaient encore rarement appliquées en 2012⁹².

Au niveau institutionnel, des efforts ont été entrepris afin de mettre en œuvre la « Stratégie nationale pour la lutte contre la traite des êtres humains 2011-2013 » et les stratégies associées pour la protection des enfants. De plus, le bureau du Coordinateur national de lutte contre la traite des êtres humains, créé en 2005, a intensifié son travail sur la prévention et la sensibilisation du public vis-à-vis de ce phénomène⁹³. Il demeurerait encore nécessaire en 2012 de développer sur le long terme des programmes de communication dans le cadre scolaire à destination des enfants⁹⁴.



Campagne publicitaire dénonçant les violences domestiques

2. La protection des mineurs

2.1. Les mesures applicables

2.1.1. La législation en vigueur

Des progrès sont à noter en matière de protection des droits des enfants. Ainsi, une loi sur la protection des droits des enfants, adoptée en novembre 2010⁹⁵, a permis la mise en place de plusieurs mécanismes institutionnels. Une Agence étatique pour la protection des droits des enfants a également été instaurée⁹⁶ et des membres ont été nommés au sein d'un Conseil national pour la protection des droits des enfants⁹⁷, dont les modalités de fonctionnement ont été adoptées en 2011⁹⁸.

Fiorentina Azizi a néanmoins indiqué que cette loi de novembre 2010 reste très générale en ce qui concerne la répartition des tâches entre l'Etat, les municipalités et les services sociaux. Dans les faits, la protection sociale censée relever des compétences de l'Etat est déléguée au niveau local et dépend de la volonté politique et des moyens dont disposent les municipalités. L'OSCE collabore avec le ministère du Travail à l'élaboration des décrets d'application de ce texte.

Le ministère du Travail œuvre, par ailleurs, à la mise en place de formations continues à destination des fonctionnaires de ces unités de protection des mineurs. L'OSCE organise également des séminaires à l'égard des différents acteurs en contact avec les enfants (professeurs, médecins, associations, policiers, procureurs) pour sensibiliser au repérage des cas de maltraitements et assurer une meilleure coopération.

2.1.2. La justice des mineurs

L'Albanie ne dispose pas d'un système judiciaire dédié aux mineurs. La loi pénale albanaise autorise l'incarcération des mineurs de plus de quatorze ans, tout en prévoyant des diminutions de peines. Quatre prisons disposent de quartiers spécialisés pour mineurs à Lezhë, Korçë, Krujë et Vlorë. La prison 313 située dans le quartier de Kavaja à Tirana est exclusivement réservée aux mineurs. Mersilla Ballo a souligné le rôle des associations locales dans le développement de projets de réinsertion pour mineurs incarcérés, souvent avec le soutien de partenaires étrangers (*Save the Children*, UNICEF).

91 Les sanctions en cas de viol d'un enfant de 14 ans vont de l'amende d'un million (7 144 euros) à 5 millions (35 724 euros) de leks à une peine de prison de 1 à 5 ans.

92 United States Department of State, *2012 Country Reports on Human Rights Practices - Albania*, 19/04/2013.

93 Conseil de l'Europe, *op.cit.*

94 United Nations, Convention on the Rights of the Child, Committee on the Rights of the Child, Sixty - first session, 17 September – 5 October 2012, *Concluding observations: Albania*, 05/10/2012.

95 Loi n° 10374 du 4 novembre 2010 sur « La protection des droits des enfants ».

96 Arrêté n° 346 du 29 avril 2011 sur l'adoption du règlement pour l'organisation et le fonctionnement de l'Agence étatique de la protection des droits de l'enfant.

97 Arrêté n° 201 du 16 mars 2011 relatif à l'adoption du règlement de fonctionnement du Conseil national pour la protection des droits des enfants.

98 Commission européenne, *Rapport d'avancement, Albanie 2011*, 12/10/2011.

2.1.3. Les mineurs isolés

Le problème de l'émigration des mineurs isolés vers l'Europe occidentale préoccupe tout particulièrement les autorités albanaises, de l'aveu de Pëllum Nako, directeur de la Police des frontières et de la migration, lequel a rappelé les efforts entrepris pour endiguer ce phénomène. Ce type d'émigration est motivé par des considérations d'ordre économique, les jeunes migrants étant souvent soutenus voire même incités par leur famille.

D'après Teuta Grazhdani et Alketa Gaxha de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), une augmentation de ce phénomène a été observée depuis l'accord de libéralisation du régime des visas conclu entre l'Union européenne et l'Albanie en 2010. Dans la plupart des cas, ces mineurs entrent sur le sol européen accompagnés de leurs parents, puis y restent après le départ de ces derniers. Les parents leur remettent une déclaration notariée indiquant qu'ils ont laissé leur enfant à un membre de la famille vivant à l'étranger, ce qui les protège de toute poursuite ultérieure par la justice albanaise pour abandon d'enfant. L'OIM travaille en partenariat avec les pays de destination de ces mineurs pour organiser leur retour volontaire. S'agissant des demandeurs d'asile déboutés, l'organisation coopère avec le Haut-commissariat aux réfugiés des Nations Unies (UNHCR).

2.2. Les organismes de protection

2.2.1. Les unités de protection des mineurs

L'Etat albanais a récemment créé une Section chargée de la protection des mineurs et de la lutte contre les violences familiales au sein de la Direction générale de la police nationale. Comme l'a expliqué le représentant de ce service rencontré lors de la mission, cette unité travaille en étroite collaboration avec les autres ministères, la société civile ainsi que des organisations internationales dans le but de prévenir les infractions pénales à l'encontre des mineurs. Le même type de structure a été mis en place au sein des douze Directions régionales de la police, ainsi qu'auprès de vingt-huit communes à travers le pays.

Par ailleurs, dans chaque mairie, des unités de protection des mineurs ont été instaurées dans le cadre du Mécanisme de référence national. Elles travaillent en collaboration avec diverses associations, qui dépendent souvent de financements étrangers⁹⁹.

Selon Alida Tota, l'enfant victime de violences peut lui-même déposer plainte au commissariat le plus proche du lieu où l'infraction a été commise. A la suite d'un signalement, la police est tenue d'informer le coordinateur de l'unité de protection des mineurs de sa localité qui doit prendre une décision concernant le suivi de la victime. Mersilla Ballo a précisé que la police pouvait également solliciter auprès du tribunal la délivrance d'une mesure de protection, le juge se devant de prendre une décision dans les vingt-quatre heures pour les cas de maltraitance à enfant.

2.2.2. Les structures d'accueil

Comme l'a rappelé le responsable de la Section Protection de la famille et des mineurs (Direction générale de la police), les municipalités ont l'obligation de mettre en place des structures d'accueil. Si, au niveau local, les possibilités de prise en charge des victimes mineures sont restreintes, voire inexistantes, l'unité de protection des mineurs de la mairie doit contacter l'unité de protection de mineurs existant au niveau de la préfecture, qui dispose d'une capacité de prise en charge plus importante.

Selon Mersilla Ballo, les structures d'accueil et de protection des mineurs au sein des localités ne fonctionnent souvent pas efficacement, par manque de moyens financiers. Elle a souligné le risque encouru par ces jeunes victimes de devenir des enfants des rues. Alida Tota a, quant à elle, confirmé les difficultés que rencontrent les mairies et les préfectures à trouver des hébergements d'urgence, notamment pour les mineurs de plus de seize ans. De plus, les structures d'accueil existantes ne sont pas spécifiquement adaptées à l'accueil des enfants victimes de maltraitance et ne proposent aucun accompagnement médical ou psychologique adapté à ce type de victimes.

99 Save the Children, ARSIS le service pour les mineurs en situation d'urgence, le CRCA, Terre des Hommes, UNICEF.

2.2.3. Les initiatives de la société civile

Mersilla Ballo a rappelé que le projet « ALO 116 » avait été mis en place en 2009 à l'initiative du CRCA-DCI. Il s'agit d'un numéro vert joignable vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept permettant aux enfants et adolescents victimes de violences d'entrer en contact avec des psychologues et des travailleurs sociaux qui les informent et les conseillent.

Selon la responsable du CRCA-DCI, entre 2009 et 2012, ce numéro vert a reçu près de 500 000 appels plus ou moins sérieux et 12 000 questions ont été traitées par les services du CRCA-DCI. En 2012, 100 000 appels et 2 000 questions ont été enregistrés. Il s'agit principalement de jeunes garçons âgés entre treize et quinze ans, souvent originaires de Tirana, Durrës, Fier ou Shkodër. Les appels concernent essentiellement des conflits entre jeunes du même âge, puis des problèmes au sein de la famille. Si l'enfant accepte de donner ses coordonnées, l'association peut ensuite signaler l'affaire à la police.

En 2013, le CRCA-DCRI a déposé quinze recommandations au parlement, visant à réduire les violences et instaurer des services sociaux réservés aux enfants. Mersilla Ballo a expliqué espérer voir certaines de ces recommandations prises en compte avec le changement de majorité survenu à la suite des élections législatives du 23 juin 2013.



Affiche publicitaire présentant le numéro d'appel gratuit ALO116, d'aide aux enfants victimes de violences domestiques

IV - Les femmes victimes de la traite des êtres humains

Cette partie a été rédigée à partir des entretiens réalisés avec :

- Gjin Marku, président du Comité de réconciliation nationale (*Committee of Nationwide Reconciliation CNR*), 03/07/2013.
- Kozara Kati, directrice exécutive du Centre Albanais pour les Droits de l'Homme, 04/07/2013.
- Inesa Hila, *Transparency International*, 04/07/2013.
- Adriatik Llalla, Procureur général auprès du parquet de Tirana, 04/07/2013.
- Odetta Fengjilli, Direction générale des affaires juridiques, Ministère de la Justice, 04/07/2013.
- Aurela Anastasi, directrice du *Center for Legal Civic Initiatives (CLCI)*, 05/07/2013.
- Monika Kocaqi, directrice de l'association de défense des droits des femmes Refleksione, 05/07/2013.
- Mersilla Ballo, *Children's Rights Centre Albania - DCI Albania*, 06/07/2013.
- Fiorentina Azizi, chef du département juridique de la représentation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) en Albanie, 08/07/2013.
- Vjollca Meçaj, Comité Helsinki albanais, 08/07/2013.
- Pëllum Nako, directeur de la police aux frontières, Direction générale de la police nationale, 08/07/2013.
- Adrian Cipa, Section de lutte contre le trafic illicite (SLTI) de la Police nationale, 09/07/2013.
- Département de la protection de la famille et des mineurs, Direction générale de la police nationale, 09/07/2013.
- Marjan Meshi et Stela Tanellari, *Different & Equal (D&E)*, 12/07/2013.
- Alida Tota, responsable du département pour l'Egalité des chances et de la famille - Ministère du Travail, des Affaires sociales et de l'Egalité des chances, 12/07/2013.
- Teuta Grazhdani et Alketa Gaxha, Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), 12/07/2013.

En complément des informations recueillies au cours de ces entretiens, les développements ci-dessous incluent des données émanant de sources publiques.

Dans son rapport annuel 2013 sur la traite des êtres humains (TEH), le Département d'Etat américain présente l'Albanie comme un pays source de la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle ou au travail. Les victimes de la TEH sont aussi bien des hommes, que des femmes ou des enfants¹⁰⁰.

Au cours de ces dernières années, les autorités albanaises ont pris plusieurs mesures importantes pour lutter contre ce phénomène. La création du Coordinateur national de la lutte contre la traite des êtres humains (2005), du Groupe national *Task Force* de lutte contre la traite, du Mécanisme d'orientation national (2005) et des comités régionaux de lutte contre la traite (2006) ont amélioré la coordination et la coopération entre les différents acteurs concernés¹⁰¹.

En décembre 2010, le ministre de l'Intérieur et le Coordinateur national de la lutte contre la traite des êtres humains ont par ailleurs établi une Stratégie nationale et un plan d'action pour 2011-2013. Pour la première fois, la lutte contre le trafic interne a été érigée au rang des priorités du gouvernement

¹⁰⁰ United State Department of State, *2013 Trafficking in Persons Report – Albania*, 19/06/2013.

¹⁰¹ Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA), Conseil de l'Europe, *Rapport concernant la mise en œuvre de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains par l'Albanie*, 02/12/2011

albanais¹⁰². Cependant, la corruption, en particulier au sein de l'appareil judiciaire, demeure parfois un obstacle à la protection des victimes et à l'application générale des lois contre la traite¹⁰³.

Si de nombreuses avancées sont à noter, la mise en œuvre de ces mesures et la perception de la traite au sein de la société albanaise demeurent problématiques.

1. Ampleur du phénomène

1. 1. Données récentes

Les jeunes femmes albanaises sont principalement victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle¹⁰⁴.

Selon le Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA) du Conseil de l'Europe, 97 victimes (83 femmes et 14 enfants) ont été identifiées par les autorités albanaises en 2010. Pour la grande majorité, il s'agissait de victimes de traite transnationale, essentiellement à des fins d'exploitation sexuelle¹⁰⁵. Selon Teuta Grazdhani et Alketa Gaxha de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), 81 personnes identifiées comme victimes de la traite ont été prises en charge par l'organisation en 2011 et 91 en 2012. Pour le début de l'année 2013, Adrian Çipa, responsable de la Section de lutte contre le trafic illicite (SLTI) de la Direction générale de la police nationale, a expliqué qu'une cinquantaine de victimes avaient déjà été recensées.

1.2. Profil des victimes

D'après Marjan Meshi et Stela Tanellari, de *Different & Equal (D&E)*¹⁰⁶, les victimes de la TEH sont principalement de jeunes femmes, voire très jeunes, issues de familles pauvres vivant en milieu rural, souvent en proie à des problèmes sociaux importants (familles éclatées ou recomposées, violence, inceste, illettrisme). Monika Kocaqi de *Refleksione* a expliqué qu'un lien étroit avait été constaté entre les violences exercées au sein de la famille et la prostitution des jeunes filles. Ces jeunes filles font parfois l'objet de pressions très jeunes de la part de leurs parents afin qu'elles acceptent un mariage précoce.

Cette situation les rend particulièrement vulnérables à toute promesse de vie meilleure, et donc facilement manipulables comme l'ont souligné les représentantes de *Different & Equal (D&E)*. Kozara Kati, directrice exécutive du Centre albanais pour les droits de l'Homme, a confirmé qu'une situation économique précaire était indéniablement un facteur à risque pour les jeunes femmes. Selon Monika Kocaqi, la non-inscription sur les registres d'état civil des jeunes femmes roms les rend particulièrement vulnérables au risque d'être victimes d'un réseau de traite, leur disparition passant plus facilement inaperçue.

2. Les formes de la traite

2.1. L'exploitation transnationale et nationale

2.1.1. L'exploitation des femmes albanaises à l'étranger

Pendant longtemps, l'Albanie n'est resté qu'un pays de transit pour l'exploitation de femmes étrangères, provenant notamment de Moldavie, Roumanie ou Bulgarie. Depuis quelques années, l'Albanie est devenu un pays d'origine des victimes de la traite des êtres humains¹⁰⁷.

Selon Adrian Çipa, les principaux pays de destination pour la traite des femmes aux fins de prostitution sont actuellement la Belgique, l'Allemagne et la France. Avec la crise économique touchant la Grèce et l'Italie, de nombreuses jeunes femmes ont été transférées par leurs trafiquants vers les pays de

¹⁰² National Coordinator on Anti Human Trafficking Issues, *Report on the implementation of the National strategy for the fight against trafficking in human beings, January-December 2010*, 02/2011.

¹⁰³ United State Department of State, 19/06/2013, *op.cit.*

¹⁰⁴ *Ibid.*

¹⁰⁵ GRETA, *op. cit.*

¹⁰⁶ Association fondée en mai 2004, apportant une assistance juridique, médicale et psychologique aux jeunes femmes victimes de la traite et les aidant à se réinsérer socialement.

¹⁰⁷ United State Department of State, 19/06/2013, *op.cit.*

prostitution actuels¹⁰⁸. En 2004, le prix d'une jeune Albanaise emmenée vers l'Italie se situait entre 2 500 et 4 000 dollars US et pouvait même atteindre 10 000 dollars US si elle était vierge¹⁰⁹.

Au sein des réseaux, les jeunes femmes subissent régulièrement des violences. Elles peuvent être violées et droguées afin de les rendre plus dociles. Pour les empêcher de fuir, les trafiquants menacent leur famille restée en Albanie de représailles, ou bien ils ont recours au chantage en les menaçant de révéler leurs véritables activités à l'étranger¹¹⁰.

2.1.2. L'exploitation sur le territoire albanais

Teuta Grazdhani et Alketa Gaxha ont confirmé que le nombre de jeunes Albanaises se prostituant au sein de réseaux sur le territoire national s'était sensiblement accru ces dernières années. En 2010, 70 % des jeunes femmes exploitées sexuellement se prostituaient sur le territoire albanais contre 30% à l'étranger¹¹¹.

Le Code pénal albanais sanctionne la prostitution et le proxénétisme de peines allant de cinq à quinze ans d'emprisonnement¹¹². D'après Adrian Çipa, les prostituées rencontrent leurs clients surtout dans des lieux tels que des discothèques. Selon lui, il n'existe pas de lieu spécifique et reconnu de prostitution à Tirana, la prostitution demeurant un phénomène caché. En outre, depuis mars 2012, une loi pénalise les clients, lesquels encourent une peine de trois ans d'emprisonnement.

Monika Kocaqi a déploré que les femmes se prostituant en Albanie restaient aux yeux de la justice coupables d'une infraction alors qu'elles sont généralement et avant tout, des victimes de la traite. Lorsqu'elles vont porter plainte contre leur proxénète en expliquant qu'elles se prostituent, elles sont souvent poursuivies en justice. La responsable de *Refleksione* a cependant constaté de réelles améliorations ces dernières années, notamment dans la perception des prostituées par les juges et procureurs, désormais davantage sensibilisés et mieux formés sur ces questions.

D'après Vjollca Mecaj, du Comité Helsinki albanais, les femmes condamnées pour prostitution accomplissent généralement leur peine à la prison 125 de Tirana. Des cas de violences policières ont été signalés, principalement à l'encontre de prostitués travestis, victimes d'une forte stigmatisation au sein de la société albanaise¹¹³.

2.2. Les modalités de recrutement

Adrian Çipa a expliqué que le mode de recrutement des jeunes femmes avait évolué ces dernières années. Dans les premiers temps, les trafiquants n'usent pas de violence physique ou psychologique. Dans la majorité des cas, ces trafiquants n'appartiennent pas véritablement à des réseaux de prostitution et recrutent les victimes en leur promettant le mariage. Une fois parvenues en Europe occidentale, les jeunes femmes sont contraintes par la violence à se prostituer pour le compte de leur « compagnon ». Certaines femmes parviennent à rompre tout lien avec leur proxénète et continuent à se prostituer mais pour leur propre compte. Les autorités albanaïses ont constaté que ces prostituées tendaient parfois à devenir elles-mêmes des proxénètes en recrutant de nouvelles jeunes femmes dans leur famille ou parmi leurs connaissances.

Dans la plupart des cas, selon Monika Kocaqi, une fois séduites, les jeunes femmes sont contraintes plus ou moins brutalement à se prostituer. Certaines sont parfois victimes de chantage par le jeune homme qu'elles fréquentaient, celui-ci menaçant de donner à leur famille des photographies ou de faire des révélations compromettantes. Pour préserver leur famille du déshonneur, elles acceptent alors de se prostituer. Il arrive également que ces jeunes filles entraînent leurs amies ou d'anciennes camarades de classe dans le réseau.

Aussi bien Monika Kocaqi qu'Adrian Çipa ont convenu que le phénomène d'enlèvement des jeunes filles dans la rue par les trafiquants, important au cours des années 1990, était devenu marginal à l'heure actuelle, sans avoir toutefois totalement disparu.

Monika Kocaqi a reconnu également que dans certains cas, des familles extrêmement pauvres incitaient leur fille à se prostituer. Des cas de ventes de jeunes filles par leurs parents ou par des membres de la

108 United State Department of State, *2012 Trafficking in Persons Report – Albania*, 19/06/2012.

109 OTAN, *La lutte contre la traite des enfants en Europe, Rapport de la Sous-commission sur la gouvernance démocratique*, novembre 2004.

110 UK Border Agency, *Albania - Country of origin Information (COI) Report*, 30/03/2012.

111 Psycho-social center « Vatra », *Annual report 2010*, 2011.

112 United State Department of State, 19/06/2013, *op.cit.*

113 *Ibid.*

famille ont été signalés mais ils restent rares et touchent quasi-exclusivement la communauté rom. En revanche, dans les familles les plus démunies, les jeunes filles peuvent être données en mariage à des individus quasi inconnus, même s'il y a un risque de voir la jeune fille rejoindre un réseau de prostitution. Dans ce cas de figure, pour Monika Kocaqi, la famille se débarrasse littéralement d'une « bouche à nourrir ».

3. Le cadre national de lutte contre la traite des êtres humains

3.1. Les acteurs de la lutte contre la traite des êtres humains

Plusieurs stratégies nationales anti-traite ont été mises en place par les autorités albanaises depuis 2001. Elles définissent la répartition des tâches et des responsabilités entre les différentes structures en charge de la lutte contre la traite au niveau national et local. Ces stratégies portent sur la protection et l'assistance aux victimes de la traite, la prévention, les poursuites et la coordination interinstitutionnelle¹¹⁴.

En 2011, le Coordinateur national de lutte contre la traite des êtres humains a rendu un rapport d'évaluation concernant la mise en œuvre de la stratégie sur la période 2008-2010. Ce rapport recommandait notamment aux autorités albanaises de renforcer la coopération internationale avec les pays voisins et de destination, et d'intensifier la formation des policiers et du personnel des postes frontaliers¹¹⁵.

Le nouveau plan d'action pour la période 2011-2013, approuvé en Conseil des ministres le 23 février 2011, a pris en considération ces recommandations. Pour l'élaboration et la mise en œuvre de l'action gouvernementale contre la traite, l'Albanie a, par ailleurs, mis en place en 2002 une Commission nationale de lutte contre la traite des personnes. Cette instance interministérielle est présidée par le ministre de l'Intérieur et travaille en collaboration avec le Coordinateur national de la lutte contre la traite des êtres humains et la *Task Force* nationale de lutte contre la traite, qui réunit des spécialistes issus des autorités locales et centrales ainsi que des ONG¹¹⁶.

Par ailleurs, la police a créé plusieurs entités spécialisées, le principal service concerné étant la Section de lutte contre le trafic illicite (SLTI) au sein de la Direction générale de la police nationale. Selon Adrian Çipa, son responsable, chacune des douze directions régionales de la police compte une officine de la SLTI en son sein. La présence de femmes dans ces unités est privilégiée. Les officiers de police sont notamment formés à mener des investigations poussées pour différencier les victimes de la TEH des femmes exerçant de leur plein gré la prostitution, ce qui est illégal. Pourtant, en dépit de certaines améliorations, dues à une meilleure formation des agents de police et à une présence accrue de femmes dans ces unités spéciales, Marjan Meshi et Stela Tanellari ont cependant regretté l'important *turn-over* des agents au sein des commissariats, ce qui ne permet pas de disposer d'unités anti-traite pérennes.

Adrian Çipa a également souligné le rôle important joué par la Police des frontières et des migrations ainsi que la Direction de la protection des témoins en matière de lutte contre la traite.

Au niveau judiciaire, comme l'a rappelé Adriatik Llalla, Procureur général auprès du parquet de Tirana, un Tribunal de première instance chargé des crimes graves, y compris la traite des êtres humains, a été créé à Tirana en 2004. La compétence de cette juridiction s'étend sur l'ensemble du territoire albanais. Parmi les quatre procureurs spécialement chargés des poursuites, deux font partie de l'unité spécialisée dans les infractions relatives à la traite des êtres humains.

Ensuite, un Mécanisme d'orientation national a été introduit pour améliorer la coordination entre acteurs étatiques, ou non-étatiques, dans le but d'assurer une protection et une assistance aux victimes réelles et potentielles de la traite en Albanie ou originaires d'Albanie. Ce mécanisme a été créé à la suite de la signature d'un accord de coopération, le 18 juillet 2005, entre la Direction générale de la police, le ministère du Travail, des Affaires sociales et de l'Égalité des chances, le ministère des Affaires étrangères, le Centre national d'accueil des victimes de la traite à Tirana, les ONG *Vatra* (Vlora), *Une autre vision* (Elbasan), *Different & Equal* (D&E) et *ARSIS* (Tirana), ainsi que l'OIM. Ce mécanisme concerne tant l'identification des victimes, leur hébergement, que l'assistance au rapatriement ou la réinsertion des victimes. L'autorité responsable est un groupe de six experts, issus des ministères de l'Intérieur, des Affaires étrangères et du Travail, des Affaires sociales et de l'Égalité des chances, chargé de superviser et coordonner les activités menées dans ce domaine¹¹⁷.

114 GRETA, *op. cit.*

115 National Coordinator on Anti Human Trafficking Issues, *op. cit.*

116 GRETA, *op. cit.*

117 GRETA, *op. cit.*

Au niveau local, des comités régionaux de lutte contre la traite ont été créés en 2006¹¹⁸ dans les douze régions que compte le pays. Présidés par le préfet, ils rassemblent des représentants d'agences locales œuvrant en matière de prévention, de lutte contre la traite et de protection des victimes en vue d'élaborer des programmes au niveau régional pour soutenir l'action au niveau local. Au niveau municipal, ce sont les bureaux de protection et d'assistance sociale de chaque commune qui sont en charge de l'identification et de l'orientation des victimes de la traite et des personnes vulnérables. Ces bureaux sont composés d'au moins un travailleur social et de professionnels dans les domaines de la protection de l'enfance, de l'égalité des sexes, la violence domestique et la traite des êtres humains¹¹⁹.

Enfin, l'action de la société civile contre la traite des êtres humains apparaît déterminante. De nombreuses ONG sont actives en matière de prévention et d'assistance aux victimes. Elles travaillent souvent en coopération avec l'Etat, notamment au sein de la *Task Force* nationale de lutte contre la traite¹²⁰. Certaines organisations se sont réunies au sein du réseau *Network Against Gender-Based Violence and Trafficking*, dont sont membres les associations *Refleksione et Different & Equal* (D&E) rencontrées au cours de la mission.

3.2 Le cadre juridico-légal

3.2.1. Les sanctions pénales prévues à l'encontre des auteurs de la traite

Le Code pénal albanais distingue traite des personnes (articles 110a), traite des femmes (article 114b) et traite des mineurs (article 128b). Les traites des femmes et des mineurs sont considérées comme étant des formes distinctes et aggravées de la traite des personnes, et sont donc passibles de peines plus sévères¹²¹.

Ces articles reprennent la définition de la traite des êtres humains de la Convention du Conseil de l'Europe sur l'Action contre la traite des êtres humains. En vertu de l'article 122(1) de la Constitution albanaise, la définition d'une victime de la traite telle que prévue à l'article 4 de la Convention est d'applicabilité directe en droit interne¹²². L'Albanie est en effet tenue de mettre en œuvre les recommandations de cette convention dont elle est signataire depuis 2006 et qui est entrée en vigueur le 1er février 2008¹²³.

En l'absence de circonstances aggravantes, les peines prévues sont de l'ordre de cinq à quinze ans d'incarcération et une amende de deux à cinq millions de leks (de 14 000 à 35 000 euros) pour la traite des personnes, de sept à quinze ans et une amende de trois à six millions de leks (de 21 000 à 42 000 euros) pour la traite des femmes, et de sept à quinze ans et une amende de quatre à six millions de leks (28 000 à 42 000 euros) pour la traite des mineurs¹²⁴.

Le Tribunal de première instance chargé des crimes graves est compétent pour l'application des dispositions relatives à la traite depuis sa création en 2004. Les juges et procureurs qui y sont rattachés reçoivent une formation spécialisée¹²⁵.

3.2.2. Une application limitée de ces dispositions

D'une manière générale, il est souvent très difficile pour les victimes de sortir du réseau et de porter plainte par peur des représailles contre elles ou leur famille vivant en Albanie. En outre, pour Monika Kocaqi, les prostituées souhaitant quitter le réseau en collaborant avec la justice sont parfois victimes de préjugés, certains agents de police ou magistrats considérant qu'il existe une sorte d'entente, voire de collaboration, entre le proxénète et la prostituée. Cette dernière n'est alors pas toujours perçue comme une victime. A l'heure actuelle, les victimes sont souvent assistées d'un avocat fourni par une ONG spécialisée (*Center for Legal Civic Initiatives*, Centre psycho-social *Vatra*, etc.). Cet avocat ne joue

118 Arrêté du Premier Ministre n°139, daté du 19 juin 2006.

119 GRETA, *op. cit.*

120 *Ibid.*

121 *Ibid.*

122 Article 4 : « La traite des êtres humains se compose de trois éléments: une action (« le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes ») ; l'utilisation d'un certain moyen (« la menace de recours ou le recours à la force ou d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre ») ; et le but de l'exploitation (« au minimum, l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude ou le prélèvement d'organes »).

123 Instrument juridiquement contraignant adopté par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, le 3 mai 2005 (Convention entrée en vigueur le 1er février 2008).

124 Articles 110 (a), 114 (b) et 128 (b) du Code pénal albanais.

125 GRETA, *op. cit.*

cependant qu'un rôle de conseil et non de représentant légal de la victime devant la justice.

Des cycles de formation organisés à l'Ecole de la magistrature ou auprès des fonctionnaires de police ont permis de sensibiliser cette catégorie d'acteurs sur la législation en vigueur et les stratégies mises en place par les autorités albanaises¹²⁶. Les associations rencontrées sur place se sont accordées généralement pour reconnaître ces évolutions positives. Toutefois, les comportements de certains professionnels et la corruption génèrent encore un manque de confiance dans les institutions judiciaires de la part des victimes, comme a pu l'expliquer Inesa Hila, coordinatrice-projet de *Transparency International* en Albanie.

En outre, selon les représentantes de l'OIM rencontrées lors de la mission, le nombre de retrait des plaintes reste très important. De même, les victimes refusent, le plus souvent, de collaborer avec la justice et ne dénoncent pas leur proxénète de peur des représailles.

Selon les autorités albanaises, trois procédures judiciaires ont été engagées auprès du Tribunal de première instance pour les crimes graves en 2010. Des opérations de police ont été menées contre trois groupes criminels, débouchant sur vingt-et-une interpellations. En 2010, on dénombrait six condamnations, pour des peines en moyenne de dix années d'emprisonnement, de trafiquants sur les dix-neuf affaires instruites devant ce tribunal, neuf affaires étant toujours pendantes. Pour la même période, neuf affaires ont été portées devant la Cour d'appel chargée des crimes graves. Deux étaient toujours pendantes, tandis que les peines prononcées sont allées de sept à quinze ans d'emprisonnement¹²⁷.

En 2011, des poursuites judiciaires ont été engagées à l'encontre de vingt-sept personnes (contre vingt-neuf en 2010), cinq condamnations de trafiquants ayant été enregistrées¹²⁸. Pour l'année 2012, ce sont onze suspects qui ont fait l'objet d'enquêtes, pour deux trafiquants condamnés à des peines respectivement de dix et quinze ans de prison¹²⁹.

4. L'identification et la protection des victimes

4.1. Les mécanismes d'identification des victimes

Concernant le statut des victimes de la traite, la loi albanaise reprend la définition formulée dans la Convention contre la traite du Conseil de l'Europe¹³⁰. Comme l'a évoqué Adrian Çipa, cette reconnaissance des victimes de la traite est essentielle, car elle leur permet d'accéder à une large gamme de mesures de protection et d'assistance prévues par la Convention signée par les autorités albanaises. En 2011, l'OIM a collaboré avec les autorités albanaises à la mise en place de procédures d'identification des victimes réelles et potentielles aux points frontaliers et sur le territoire albanais. Selon l'OIM, 91 victimes ont été identifiées et prises en charge en 2012, contre 81 en 2011 et 90 en 2010.

En 2010, environ 80 fonctionnaires ont reçu une formation à Tirana, Durrës, Korçë, Gjirokastër et Kukës. Par ailleurs, la police a souhaité la présence d'au moins un officier de police féminin dans chaque point frontalier¹³¹.

Pëllum Nako, le directeur de la Police aux frontières, a précisé qu'il était particulièrement difficile pour ses services d'identifier une victime réelle ou potentielle à sa sortie du territoire. Néanmoins, lorsqu'une personne est reconduite en Albanie, elle est entendue par la police aux frontières qui, en cas de doute, mène une investigation plus poussée puis saisit le Service de lutte contre le trafic illicite du ministère de l'Intérieur. Un entretien est alors mené par un agent de police de l'unité anti-traffic assisté d'un travailleur social pour déterminer s'il s'agit d'une victime de la traite. Selon Adrian Çipa, une fois la procédure finalisée, les informations concernant la victime (âge, mode opératoire, profil du trafiquant...) sont entrées dans une base de données nommée « CIVET ». Ce fichier est alimenté par tous les postes frontaliers et géré, puis analysé, par le SLTI.

126 National Coordinator on Anti Human Trafficking Issues, *op.cit.*

127 *Ibid.*

128 United States Department of State, 19/06/2012, *op.cit.*

129 United State Department of State, 19/06/2013, *op.cit.*

130 Article 1 de la Loi n°10/252 du 11 mars 2010 modifiant la Loi de 2005 sur l'assistance et les services sociaux.

131 National Coordinator on Anti Human Trafficking Issues, *op.cit.*

4.2. Les mesures de protection et d'assistance

4.2.1 La protection des victimes

De manière générale, selon Kozara Kati, les jeunes femmes éprouvent de grandes difficultés à sortir des réseaux. Comme l'ont expliqué Marjan Meshi et Stela Tanellari de l'association *Different & Equal* (D&E), les victimes continuent souvent d'être recherchées par leurs proxénètes. Les centres d'hébergement, dont la localisation est tenue secrète, font preuve d'une grande prudence, leur personnel accompagnant les femmes dans leurs déplacements à l'extérieur. Les victimes y sont souvent amenées directement par la police ou d'autres organisations de la société civile ou religieuses. Il arrive également que l'association se déplace dans les commissariats pour venir chercher les victimes avec un véhicule de service. Les femmes qui ont dénoncé leurs trafiquants font l'objet d'une attention particulière de la part des associations qui les accueillent. Il existe également une importante crainte de représailles à l'encontre des familles des filles sorties du réseau. Les représentantes de l'association ont insisté sur le fait qu'elles assistent les jeunes femmes, que celles-ci coopèrent ou non avec les autorités pour dénoncer leur trafiquant.

Depuis 2004, en cas de collaboration avec la justice, la victime peut bénéficier d'une protection spéciale¹³². En effet, il existe un programme de protection des témoins géré par le Parquet le temps de la procédure pénale. Adriatik Llalla a ainsi confirmé qu'en cas de menaces à l'encontre de la victime, le parquet avait l'obligation de mener une enquête pour identifier les auteurs de ces menaces et les appréhender si nécessaire. En revanche, il n'est pas dans ses attributions d'ordonner des mesures de protection à l'issue de la procédure pénale. La personne doit alors s'adresser à la police pour solliciter son intervention.

En vertu de la loi du 22 octobre 2009 sur « la protection des témoins et des collaborateurs avec la justice », les mesures de protection offertes aux témoins sont les suivantes : le changement de résidence, la délivrance d'une fausse identité, la protection physique au domicile et dans leurs déplacements. Dans certaines circonstances, la victime peut être réinstallée en dehors du territoire albanais, dans le cadre d'accords internationaux¹³³.

Selon les autorités albanaises, en 2010, aucune victime n'avait intégré le programme de protection des témoins, dans la mesure où les conditions légales pour sa mise en œuvre n'étaient pas réunies¹³⁴. En 2011, sur les 28 victimes de trafics ayant coopéré avec la justice, une seule a bénéficié de ce programme¹³⁵.

4.2.2. Les mesures d'assistance aux victimes de la traite

En mars 2010, le gouvernement albanais a adopté une loi sur « l'aide économique aux victimes de la traite et le financement des services pour ce groupe de personnes »¹³⁶. En vertu de cette loi, les victimes de la traite bénéficient de prestations sociales durant leur séjour en foyer et d'une aide financière une fois qu'elles les ont quittés, et ce jusqu'à ce qu'elles retrouvent un emploi. Toutefois, selon Monika Kacaqi, la complexité des démarches administratives à accomplir pour en bénéficier et leur caractère symbolique, rendent ces aides financières peu efficaces.

L'assistance aux victimes est fournie par le Centre national d'accueil des victimes de la traite, situé à Kamëz dans la banlieue Nord de Tirana. Outre ce centre administré et financé par l'Etat, il existe trois autres foyers d'hébergement gérés eux par des ONG et fonctionnant grâce à des donateurs étrangers. Ces structures se trouvent à Tirana (géré par *Different & Equal* (D&E), avec une capacité d'accueil de quinze places), Elbasan (géré par le Centre communautaire « Vie et Espoir » et l'association « Une autre vision ») et Vlorë (géré par le Centre psycho-social *Vatra*). En juillet 2007, ces centres d'accueil se sont rassemblés pour former un réseau, la Coalition nationale des refuges anti-traite (NCATS de son acronyme anglais¹³⁷)¹³⁸.

¹³² Protection renforcée par la loi n°10/173 du 22/10/2009 relative à la protection des témoins.

¹³³ National Coordinator on Anti Human Trafficking Issues, *op.cit.*

¹³⁴ *Ibid.*

¹³⁵ United States Department of State, 19/06/2012, *op.cit.*

¹³⁶ Loi n°10252 du 11 mars 2010.

¹³⁷ National Coalition of Anti-Trafficking Shelters (NCATS).

¹³⁸ National Coalition of Anti-Trafficking Shelters (NCATS), *Report on the contribution of NCATS to the identification and assistance for the victims of trafficking*, October 2009-September 2010, 2013.

Different & Equal (D&E) propose des formations professionnelles dans le cadre d'un programme de réinsertion des victimes. Ces dernières sont également accompagnées dans leurs démarches professionnelles et dès qu'elles sont intégrées professionnellement, l'association les aide à trouver un logement. Dans le cadre de son programme de réinsertion, l'association estime la durée du passage d'une « semi indépendance » au stade d' « indépendance totale » des victimes en moyenne entre deux et cinq ans. L'association soutient les jeunes femmes dans leurs démarches de réinsertion, en les aidant notamment à créer des micro-commerces (salon de coiffure, pâtisserie) avec le soutien financier de l'OIM ou d'autres bailleurs de fonds étrangers.

Les centres d'accueil pour les victimes sont les mêmes que ceux destinés à l'accueil des femmes victimes de violences domestiques. Monika Kocaqi et Alida Tota, responsable du département pour l'égalité des chances et de la famille au ministère du Travail, des Affaires sociales et de l'Égalité des chances, se sont accordées pour reconnaître, qu'au regard des standards du Conseil de l'Europe préconisant l'existence d'une structure pour 10 000 habitants, le pays souffrait d'un manque criant en termes de capacités d'accueil.

5. Les perspectives de retour en Albanie

5.1. Attitude de la société albanaise

Dans les cas de retour volontaire de victimes de la TEH, l'OIM prend en charge la procédure et assure un suivi de ces personnes. Selon Adrian Çipa, l'État albanais dispose des capacités légales et institutionnelles pour protéger, loger et réinsérer les victimes de la traite en cas de retour au pays. Toutefois, Monika Kocaqi de *Refleksione*, ainsi que Marjan Meshi et Stela Tanellari de *Different & Equal* (D&E) ont relativisé les affirmations du responsable de la SLTI. Selon elles, par manque de moyens financiers et humains, l'hébergement et la réinsertion des victimes demeurent toujours très problématique.

Les responsables de *Refleksione* et *Different & Equal* (D&E) ont insisté sur le fait que le parcours des jeunes femmes ne devait surtout pas être dévoilé afin d'éviter tout risque de stigmatisation ou de boycott des commerces tenus par d'anciennes victimes de la traite. En effet, la société albanaise reste généralement hostile envers les femmes ayant exercé la prostitution et ne considère pas ces jeunes femmes comme des victimes avant tout. Cette attitude de la société accroît leurs difficultés à se réintégrer.

5.2. Attitude de la famille

Pour Marjan Meshi et Stela Tanellari, le retour des jeunes femmes dans leur famille apparaît fortement compromis si leur ancienne activité est connue, ou si elle venait à être découverte. Il est rare que les familles pardonnent aux jeunes filles cette atteinte à l'honneur de la famille. Même si certains parents sont parfois plus tolérants, l'opposition provient alors de la famille élargie. Selon elles, c'est l'environnement qui pose souvent problème, la famille faisant l'objet de fortes pressions de la part de l'entourage ou du village. Or, les responsables de *Different & Equal* (D&E) ont insisté sur l'importance de la réconciliation familiale dans la reconstruction et la réinsertion des victimes de la traite.

Avant d'envisager un retour au sein de la famille, *Different & Equal* (D&E) procède toujours à une évaluation préalable du contexte familial, car dans certains cas, ce sont les familles elles-mêmes qui ont pu inciter les jeunes filles à se prostituer. L'association s'efforce ensuite de servir de médiateur entre la famille et la jeune femme.

Enfin, il est à noter que la traite des femmes peut être un facteur déclencheur de vendetta entre deux familles. Toutefois, selon Gjini Marku, qui dirige le Comité national de réconciliation¹³⁹, dans ces cas précis, l'origine du conflit restera cachée dans le but de préserver l'honneur de sa famille et l'avenir de la jeune fille. Dans l'hypothèse où la jeune femme a été contrainte à se prostituer par son fiancé ou son mari, une réconciliation entre les conjoints peut être recherchée afin que personne ne connaisse la vérité sur le passé de la jeune femme.

139 Association œuvrant à la réconciliation des familles en vendetta.

V - La communauté rom

Cette partie a été rédigée à partir des entretiens réalisés avec :

- Blerina Tepelena, responsable du service Stratégie Rom - Ministère du Travail, des Affaires sociales et de l'Egalité des chances, 04/07/2013.
- Inesa Hila, *Transparency International*, 04/07/2013.
- Meleqe Rrenjia, responsable de l'association *La Femme Rom de Demain*, 06/07/2013.
- Igli Totozani, Avocat du Peuple, 08/07/2013.
- Skender Veliu, directeur exécutif de l'association de défense des droits des Roms *Amarodrom*, 12/07/2013.

En complément des informations recueillies au cours de ces entretiens, les développements ci-dessous incluent des données émanant de sources publiques.

Les sources scientifiques semblent aujourd'hui s'accorder pour situer les origines géographiques des Roms dans le Nord de l'Inde actuelle. Le romani présente ainsi de nombreuses similitudes avec le sanskrit indien. Les Roms émigrent par vagues successives entre les IX^{ème} et XIV^{ème} siècles de notre ère. Passés par la Perse, le Caucase, puis l'empire byzantin, ils atteignent la péninsule balkanique aux alentours du XIV^{ème} siècle. Leur installation sur l'actuel territoire albanais remonte au XV^{ème} siècle¹⁴⁰.

Sous la domination ottomane, les Roms se convertissent à l'islam, souvent de force ou par nécessité économique et, en dépit d'un statut d'infériorité, coexistent de manière pacifique avec les autres groupes ethniques, tout en continuant à mener une existence nomade ou semi-nomade. Les Roms d'Albanie se sédentarisent à partir des années 1930, ce processus s'accéléralant dans les années 1960-1970 sous l'impulsion du pouvoir communiste¹⁴¹.

La communauté rom est organisée en tribus ou clans. Il s'agit des tribus Meçkari, Karbuxhi, Cergari, Bamilli et Kurtofi. En Albanie, les Roms sont souvent appelés *gabel* au Nord, *arixhi* au Sud, et *kurbat* dans la région de Korçë¹⁴². Les Meçkaris vivent principalement en zone rurale, tandis que les autres tribus résident aux abords des agglomérations albanaises¹⁴³.

Sous le régime communiste (1945-1991), les Roms voient leur situation générale s'améliorer. L'Etat albanais s'efforce de mieux intégrer cette population marginalisée et les incite à se sédentariser en les employant dans des entreprises publiques, ainsi qu'en facilitant leur accès au logement, à l'éducation ou aux soins¹⁴⁴.

Les années de transition post-communiste sont marquées par de profondes mutations économiques et sociales, entraînant une brutale dégradation du niveau de vie de cette communauté, conséquence notamment des nombreuses fermetures d'entreprises publiques¹⁴⁵. Les familles roms se retrouvent souvent contraintes à quitter les campagnes où elles résidaient, pour s'installer dans des habitats précaires en zone urbaine¹⁴⁶.

Aujourd'hui, en dépit d'une légère amélioration perceptible ces dernières années, près de 80% de la population rom continue de vivre dans une situation d'extrême pauvreté.

140 Centre for Economic and Social Studies, *Mapping Roma Children in Albania*, 11/2011.

141 *Ibid.*

142 *Ibid.*

143 UNDP, *At risk: The social vulnerability of Roma in Albania*, 08/2006.

144 UNDP, *A needs assessment study on Roma and Egyptian communities in Albania*, Tirana, 29/02/2012.

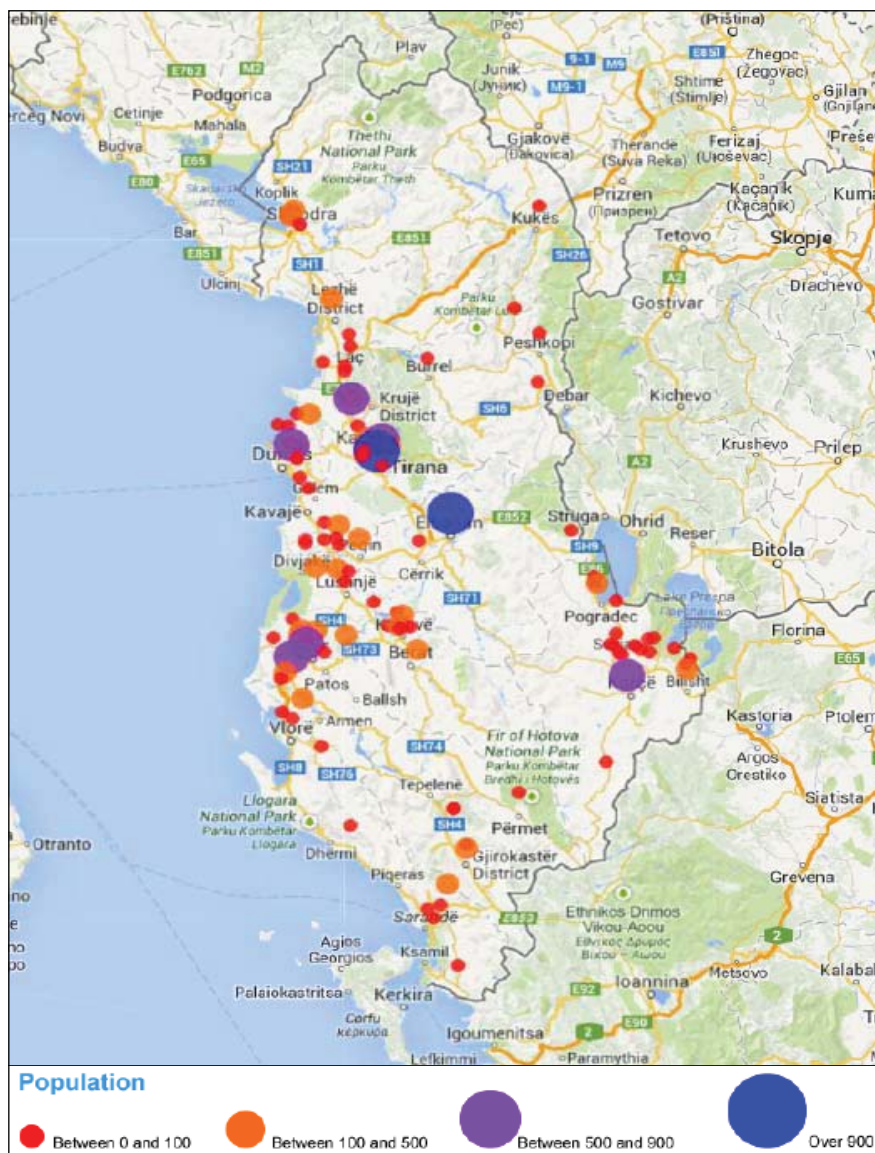
145 *Ibid.*

146 UNDP, 08/2006, *op. cit.*

1. Présentation

1.1. Une communauté présente sur l'ensemble du territoire

Entre avril et novembre 2011, les autorités albanaises en collaboration avec l'UNICEF, ont mené un important travail de *mapping*¹⁴⁷, devenu une source d'informations précieuse concernant le nombre de familles installées, d'enfants enregistrés ou non ou encore sur la proximité des écoles et des centres de soins. Selon Blerina Tepelena, responsable du dossier rom au ministère du Travail, des Affaires sociales et de l'Egalité des chances, **108 foyers d'installation roms**, de dimension variable, ont ainsi été recensés à travers le pays.



Carte de l'implantation des communautés roms sur le territoire albanais
(UNICEF, Social Inclusion Data for Children in Albania - 2012)

1.2. Une communauté restée longtemps difficilement quantifiable

Faute de recensement, cette communauté a longtemps fait l'objet d'estimations diverses oscillant entre 10 000 et 120 000 individus¹⁴⁸. Skender Veliu, responsable de l'association *Amarodrom*, soutient qu'entre 120 et 150 000 Roms vivent en Albanie. Ces estimations sont jugées abusives par les autorités albanaises. En 2011, ces dernières ont organisé pour la première fois un recensement national incluant des questions relatives à l'appartenance ethnique rom¹⁴⁹. Environ 8 000 Roms ont été

¹⁴⁷ Les résultats de ces travaux sont disponibles sur le site internet *Social Inclusion Data for Children in Albania* à l'adresse suivante : <http://www.sidalbania.org/romacom.html>.

¹⁴⁸ Centre for Economic and Social Studies, *op. cit.*

¹⁴⁹ Decade of Roma Inclusion Secretariat Foundation, *Civil Society Monitoring Report on the Implementation of the National*

recensés à l'occasion. Toutefois, de l'aveu même de Blerina Tepelena, **les estimations de l'UNICEF évaluant la population rom entre 15 et 20 000 individus** sont plus proches de la réalité. Pour elle, le fait qu'une part encore non-négligeable de cette communauté continue de mener une existence semi-nomade explique les difficultés rencontrées à la recenser précisément. Depuis 2011-2012, *Ama-rodrom* a constaté une augmentation de l'émigration des Roms vers les pays d'Europe occidentale.

Traditionnellement, cette communauté connaît un taux de natalité supérieur à celui des autres groupes ethniques. La pauvreté, le faible niveau d'éducation, ainsi que des facteurs d'ordre culturel, en constituent les principales explications. Les jeunes filles sont mariées très précocement¹⁵⁰, vers l'âge de quinze ans, voire même plus jeunes selon Meleqe Rrenjia, responsable de l'association *La Femme Rom de Demain*. En 2011, près d'une jeune femme rom sur trois âgée entre treize et dix-sept ans était mariée¹⁵¹. Elles donnent ensuite naissance à leur premier enfant le plus souvent entre seize et dix-sept ans¹⁵².

Conséquence de la précocité des mariages et d'un taux de fécondité élevé, **la population rom apparaît relativement jeune** (moyenne d'âge de 25,6 ans). Selon une étude du Programme des Nations-Unis pour le Développement (PNUD), parue en 2012, près d'un tiers des Roms d'Albanie ont moins de quatorze ans, les plus de soixante-cinq ans ne représentant que 4%, contre 7,5% pour le reste de la population albanaise. Les familles roms comptent en moyenne 4,6 membres, contre 6,4 en 2003. Malgré cette baisse récente, la taille des familles roms reste nettement supérieure à la moyenne nationale de 3,8 membres (INSTAT 2011). Le fait que l'usage des contraceptifs se soit répandu au cours des dix dernières années, souvent à l'insu des époux, explique en partie ce ralentissement de la fertilité des femmes roms. Le nombre d'avortements demeurerait toutefois très élevé¹⁵³.

1.3. Le problème de la non-inscription des enfants roms à l'état civil

Ces dernières années, le non-enregistrement¹⁵⁴ des enfants roms a fréquemment été souligné dans divers rapports d'organes internationaux et nationaux¹⁵⁵. Selon une étude réalisée en 2011 par le *Centre for Economic and Social Studies* (CESS), 5,7% des enfants roms, sur un total de 6 304 enfants recensés, âgés entre 0 et 18 ans n'avaient toujours pas d'existence légale en raison de leur non-inscription sur les registres d'état civil. Ce problème touche surtout les communautés roms de Tirana, Fushë Krujë, Fier, Shkodër, Berat, Elbasan et Korçë¹⁵⁶.

Ces dernières années, **les autorités albanaises ont pris de nombreuses mesures visant à résoudre cette question.** En 2006, le ministère de l'Éducation et de la Science a adopté une circulaire permettant l'inscription à l'école des enfants roms non-inscrits sur les registres d'état civil¹⁵⁷. Selon Blerina Tepelena, la mise en œuvre de cette disposition n'a pas entraîné d'afflux particulier d'enfants roms dans les écoles.

En 2008, les principaux obstacles légaux à l'inscription tardive des enfants ont été levés avec la modification des dispositions régissant l'inscription à l'état civil. Dorénavant, un enfant peut être enregistré après expiration du délai normalement imparti sans obligation d'entamer une procédure judiciaire. De même, ce nouveau système se voulant davantage incitatif que coercitif, cette inscription tardive n'est plus sanctionnée d'une amende. Le délai d'inscription est porté de quarante-cinq à soixante jours¹⁵⁸ et s'accompagne d'une prime de 5 000 leks (35 euros) versée à la famille si cette déclaration est réalisée dans les soixante jours. 6 926 enfants ont été inscrits entre les 15 juillet et 15 septembre 2008 à la suite de ces modifications. Cette non-inscription à l'état civil est une des raisons pour lesquelles les enfants roms sont particulièrement vulnérables aux phénomènes d'exploitation et de traite¹⁵⁹.

Skender Velju relativise cependant la portée de ces mesures sur l'enregistrement des enfants roms. Il reconnaît une certaine négligence des parents roms et précise que **les autorités albanaises ne posent aucun obstacle à l'enregistrement des enfants.** En 2012, l'association

Roma Integration Strategy and Decade Action Plan in 2012 in ALBANIA, 2013.

150 L'âge légal du mariage étant fixé à dix-huit ans en Albanie, ces mariages n'ont aucune existence légale.

151 Centre for Economic and Social Studies, *op. cit.*

152 UNDP, 29/02/2012, *op. cit.*

153 *Ibid.*

154 L'enregistrement auprès de l'état-civil est une démarche administrative gratuite.

155 Commission européenne contre le racisme et l'intolérance, *Rapport de l'ECRI sur l'Albanie (quatrième cycle de monitoring)*, 02/03/2010.

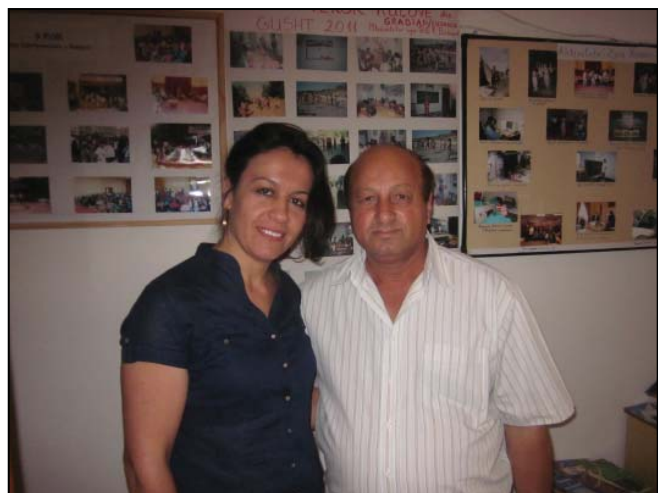
156 Centre for Economic and Social Studies, *op. cit.*

157 Commission européenne contre le racisme et l'intolérance, *op. cit.*

158 Skender Velju évoque un délai légal pour l'enregistrement d'un enfant passé de quinze à quarante jours.

159 Commission européenne contre le racisme et l'intolérance, *op. cit.*

Amarodrom a travaillé, en collaboration avec les autorités albanaises et le PNUD, sur un projet d'identification des enfants roms non inscrits à l'état civil. Un important travail d'identification des parents, d'enregistrement des mariages et ensuite d'inscription des enfants a ainsi pu être accompli.



Skender Veliu (à droite), directeur exécutif de l'association Amarodrom

Dans certains cas, les parents eux-mêmes n'étaient pas inscrits et il a fallu reconstituer leur état civil à partir des actes de naissance de leurs enfants. Ces démarches, lorsqu'elles dépassaient les simples attributions des autorités en charge de l'état civil, ont parfois nécessité la saisine des tribunaux, par exemple pour les cas de mères mineures dont l'enfant avait été déclaré sous le nom de la grand-mère ou quand le père était inconnu.

En dépit de ces améliorations notables et de la sensible baisse du nombre d'enfants non-inscrits, Skender Veliu convient que certains problèmes subsistent, notamment concernant les enfants nés de parents eux-mêmes non-inscrits à l'état civil ou d'enfants de retour en Albanie nés à l'étranger ou non-inscrits à leur naissance sur le territoire albanais avant leur

départ pour l'étranger. En outre, selon Blerina Tepelena, la mise en œuvre de ces nouvelles dispositions souffre d'un manque de communication entre les différents acteurs impliqués au niveau national, mais également et surtout à l'échelle locale. Or, ce sont les administrations locales qui sont chargées de la mise en œuvre concrète des mesures décidées en faveur des Roms au niveau national.

1.4. L'action des autorités albanaises en faveur des Roms

Les autorités albanaises distinguent minorités linguistiques et minorités ethniques. Les Roms appartiennent à la première catégorie, ils disposent de leur propre langue mais ne peuvent être rattachés à aucun pays. Depuis son adhésion au Conseil de l'Europe en 1995, l'Albanie a l'obligation de protéger et prendre en charge ces minorités. Après l'adoption, en 2003, d'une Stratégie nationale d'amélioration des conditions de vie des Roms, les autorités albanaises ont créé, en 2004, une unité de suivi de la mise en œuvre de la Stratégie rattachée au ministère du Travail, des Affaires sociales et de l'Egalité des chances. L'Albanie a adhéré en 2008 à la Décennie des Roms, lancée en 2005 à l'initiative de huit pays européens. Dans ce cadre, l'action gouvernementale s'articule principalement autour des quatre piliers que sont l'éducation, la santé, le logement et l'emploi. La lutte contre les discriminations et en faveur de l'égalité des chances figure également au rang des priorités gouvernementales¹⁶⁰.

Skender Veliu s'est félicité du niveau actuel de coopération existant entre les associations représentatives de la communauté rom et les autorités albanaises. Blerina Tepelena a expliqué que les représentants de la communauté étaient associés à tous les niveaux en matière de concertation et de prise de décision. Elle a ajouté que des efforts avaient été accomplis afin d'institutionnaliser et de mieux coordonner ces relations.

Selon Blerina Telepena, la communauté rom bénéficie de nombreux projets financés par les instances européennes ou des organisations internationales, mais ces projets et leurs financements sont conditionnés par leur caractère ponctuel et ne participent pas d'une action pérenne et coordonnée en faveur de la communauté. Parallèlement, les autorités albanaises, ont mis en place des mesures de type « discrimination positive » en faveur des Roms, leurs effets tardent cependant à se faire ressentir.

1.5. Participation des Roms à la vie publique

Au cours des années 1990, les Roms d'Albanie ont commencé à s'organiser au sein d'associations œuvrant à la défense des droits de la communauté, telles *Amaro Dives*, *Amaro Drom*, *Romët për Integrim*, *Rromani Baxt*, *Alb Rrom*, *Rromani Kham*, *Disutni Albania*, *Kabaja*, *Femmes Roms*, *Roms du Nord*, *Zemra e Nënës*, *Roma Active Albania*....¹⁶¹ Aujourd'hui, la communauté compte une vingtaine d'associations, mais pas de parti politique. En effet, la loi albanaise interdit la formation de partis politiques représentant les intérêts d'une minorité spécifique¹⁶². Selon Blerina Tepelena, récemment, quinze de ces associations se sont fédérées pour constituer une plate-forme plus à même de faire valoir

¹⁶⁰ Blerina Tepelena, 04/07/2013.

¹⁶¹ UNDP, 29/02/2012, *op. cit.*

¹⁶² Commission européenne contre le racisme et l'intolérance, *op. cit.*

les intérêts de la communauté auprès de l'administration.

Au cours des vingt dernières années, quelques Roms ont été élus dans des instances de gouvernement local à Elbasan, Korçë ou encore Delvinë, mais cette présence au sein des administrations locales s'est révélée trop insuffisante, et ce au sein même des municipalités où ils représentent une part importante de la population, pour doter la communauté d'une véritable influence sur la prise de décision. Leur relation avec les partis politiques est empreinte de méfiance, ce qui renforce la marginalisation de la communauté et l'indifférence des acteurs politiques¹⁶³.

Meleqe Rrenjia s'était ainsi portée candidate lors des élections législatives de juin 2009 sur les listes du Parti socialiste albanais. Pour les élections législatives de juin 2013, elle a refusé de se représenter car selon elle, elle avait eu le sentiment d'être instrumentalisée par les dirigeants socialistes soucieux de courtiser le vote rom, comme cela se produit lors de chaque élection.

2. Logement

2.1. Des conditions d'habitat très dégradées

Le début des années 1990 a été marqué par un important phénomène de déplacement des populations roms à travers le pays, migrations motivées par des considérations d'ordre économique. Ces mouvements migratoires se sont poursuivis au cours des années 2000. Un grand nombre de familles roms ont quitté les régions rurales où elles vivaient pour s'installer près des centres urbains dans des campements précaires, souvent situés au bord des rivières. **Ces déplacements récents constituent la principale explication de la dégradation des conditions de logement, et donc de vie, des Roms**¹⁶⁴.



Campement rom installé dans des entrepôts désaffectés à Tirana

En 2006, près de 70% des familles roms étaient installées dans des quartiers où elles constituaient la majorité de la population¹⁶⁵. Ces familles vivent généralement dans des bâtiments délabrés, de précaires cahutes, voire de simples tentes, dépourvues de sanitaires, d'eau courante ou d'électricité et non raccordées au réseau d'évacuation des eaux usées, avec les conséquences en matière d'hygiène que cela implique. Les campements roms sont la plupart du temps situés à la périphérie des villes ou dans des zones isolées dont les seuls accès sont des routes en très mauvais état. **La taille de ces campements s'avère variable.** Ils peuvent ainsi se composer de plusieurs dizaines de tentes ou de cabanes (Tirana, Shkodër), entre une dizaine et une vingtaine (Kukës, Peshkopi, Shupenzë, Beltojë, Vrion) ou seulement quelques tentes (Fushë Ali, Qafa e Vishës, Ersekë), habitées généralement par les membres d'une même famille. Les Roms de Sarandë et Milot occupent des entrepôts désaffectés loués à leur propriétaire¹⁶⁶.

¹⁶³ UNDP, 29/02/2012, *op. cit.*

¹⁶⁴ Centre for Economic and Social Studies, *op. cit.*

¹⁶⁵ UNDP, 08/2006, *op. cit.*

¹⁶⁶ UNDP, 29/02/2012, *op. cit.*

2.2. Le problème des expulsions

Les années de transition ont vu se développer un phénomène d'occupation illégale de terrains. Les familles roms se sont alors installées en toute illégalité sur des terrains inoccupés, dont elles se considèrent comme les propriétaires légitimes après plusieurs années de présence. Pourtant, de source officielle, à peine 4,3% des Roms sont réellement propriétaires des parcelles sur lesquelles ils sont installés. La plupart du temps, ces terrains appartiennent à des propriétaires privés, dans une moindre mesure, il s'agit de terrains publics. Cette situation expose ces familles au risque d'être expulsées. Souvent dépourvues de toute alternative de relogement, les autorités albanaises ne proposant généralement que des solutions temporaires aux familles expulsées, leurs conditions de vie s'en trouvent davantage précarisées¹⁶⁷.

Les autorités albanaises ont adopté les lois 9304 (octobre 2004) sur la légalisation et l'urbanisation de zones informelles et 9482 (avril 2006) sur la légalisation, l'urbanisation et l'intégration de constructions illégales. Cependant, de nombreuses zones habitées par les Roms ne sont pas situées dans les zones informelles couvertes par ces dispositions. En outre, les autorités locales, en tant qu'acteur principal en matière de mise en œuvre des projets d'urbanisme, se montrent généralement peu intéressées aux problèmes de logement des Roms¹⁶⁸.

En février 2011, un incendie volontaire a ravagé un campement rom situé près de la gare ferroviaire de Tirana¹⁶⁹. D'après Skender Veliu, une cinquantaine de familles roms y résidaient, soit 225 personnes, dont 123 enfants. Le groupe de jeunes criminels à l'origine de l'incendie voulait récupérer le terrain pour y construire un immeuble. La police ne s'était pas montrée en mesure de protéger les familles roms menacées. Les associations roms ont alors médiatisé l'affaire et sollicité les plus hautes autorités albanaises, ce qui a débouché finalement sur plusieurs interpellations, même si les individus appréhendés ont été rapidement relâchés. Ces familles ont tout d'abord été, en partie, réinstallées temporairement dans des tentes à Babrru, dans la banlieue de Tirana, puis déplacées dans le quartier du Kombinat, où elles sont entrées en conflit avec les habitants, occasionnant même une confrontation entre policiers et habitants.

Certaines familles qui vivaient près de la gare ont refusé de se rendre à Babrru et se sont installées près du lac artificiel à Tirana. Le 21 janvier 2012, les autorités municipales leur ont intimé l'ordre de quitter les lieux, sans leur proposer de solution de relogement. Les familles roms ont alors démonté leurs abris afin de protéger les matériaux de construction du passage des bulldozers, et sont parties le 24 janvier. Le 27 janvier, n'étant pas parvenues à trouver un autre site, seize de ces familles sont retournées près du lac artificiel et ont reconstruit leurs cabanes, en dépit des menaces d'expulsion forcée¹⁷⁰.

Dix des familles qui vivaient près de la gare de Tirana ont emménagé dans des tentes à Babrru, mais elles ont par la suite été contraintes de quitter les lieux, en raison d'un litige sur des impayés de loyer opposant les autorités albanaises au propriétaire du terrain. Le 1er février 2012, ces familles ont cherché abri et secours auprès du Médiateur de la République, Igli Totozani, qui avait trouvé très mauvaises les conditions de vie sur ce site, dépourvu d'eau courante, d'électricité et de chauffage. Elles ont installé des tentes dans la cour du bureau du Médiateur, et le lendemain, elles ont été temporairement relogées dans le gymnase d'une école¹⁷¹.

Récemment, le 7 août 2013, une quarantaine de familles roms, certaines installées sur les lieux depuis une dizaine d'années, ont été expulsées, en toute illégalité, du site de l'ancien centre de création artistique de Rruga Kavaja à Tirana, convoité par un promoteur immobilier pour y construire un centre commercial. Seule l'intervention d'Igli Totozani et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ont permis de stopper la démolition des habitations roms¹⁷².

Pour Meleqe Rrenjia, les expulsions ne sont pas forcément plus fréquentes mais souvent tout est fait en sorte pour que les familles quittent d'elles-mêmes les terrains convoités. Ainsi, environ trois cents familles roms risquent de se retrouver sans logement à Selite dans le quartier Kombinat du fait de la construction du nouveau périphérique à Tirana. La municipalité n'avait, au moment de la mission, entrepris aucune action en faveur de ces familles menacées.

¹⁶⁷ Commission européenne contre le racisme et l'intolérance, *op. cit.*

¹⁶⁸ *Ibid.*

¹⁶⁹ Conseil de l'Europe, Comité consultatif de la convention-cadre pour la protection des minorités nationales, *Troisième avis sur l'Albanie adopté le 23 novembre 2011*, 04/06/2012.

¹⁷⁰ Amnesty International, *Albanie. Les solutions temporaires ne règlent rien pour des familles roms expulsées à Tirana*, 03/02/2012.

¹⁷¹ *Ibid.*

¹⁷² Amnesty International, *Action urgente, Albanie. Des familles roms expulsées de force*, 09/08/2013 ; *Dépêches Tsiganes*, « Une quarantaine de familles Roms expulsées et laissées à la rue à Tirana », 23/08/2013.

3. Education

3.1. Une situation alarmante

Le mode de vie nomade des Roms a longtemps représenté un obstacle à l'alphabétisation de cette communauté. Les mesures prises sous le régime socialiste, en matière d'instruction des enfants roms, l'amélioration des conditions de vie et la sédentarisation croissante de cette population, ont sensiblement fait reculer l'analphabétisme chez les Roms. A *contrario*, les années 1990 sont marquées par un recul brutal du niveau d'éducation de cette communauté, conséquence des migrations internes (cf. *supra*), de la dégradation de son niveau de vie, de sa marginalisation sociale grandissante et des discriminations dont elle fait l'objet¹⁷³.

En 2012, plus d'un Rom sur deux était analphabète, l'écart avec le reste de la population albanaise s'étant même creusé ces dernières années. Un Rom sur quatre avait accompli les cinq années du premier niveau de l'éducation primaire, tandis qu'ils étaient à peine 15% à avoir suivi les neuf années du cursus scolaire obligatoire et seulement 2% à avoir atteint le niveau des études supérieures¹⁷⁴.

Une étude réalisée en 2007 auprès d'un panel de 5 000 enfants roms, âgés de 3 à 16 ans, et de leurs familles révélait que seulement 13,5% des enfants entre 3 et 5 ans fréquentaient l'école maternelle et 46,5% des 6-16 ans étaient scolarisés. Les différences régionales s'avéraient très importantes. A Kuçova, région la moins affectée par l'abandon scolaire, 26,5% des 6-16 ans n'étaient pas scolarisés, tandis qu'à Laç, Fushë Krujë ou Pegin, 93 % des enfants roms de cette tranche d'âge n'étaient pas scolarisés. L'abandon scolaire concernait plus de la moitié des enfants roms à partir de l'âge de 14 ans chez les garçons et dès 11 ans chez les jeunes filles. Passées les neuf années de scolarisation obligatoire, le nombre de jeunes Roms fréquentant le lycée ou accédant à l'enseignement supérieur demeurait particulièrement faible¹⁷⁵.

3.2. De nombreux obstacles subsistent à la scolarisation des enfants roms

3.2.1. L'extrême pauvreté des familles

L'extrême pauvreté des familles roms constitue le principal obstacle. Dans la très grande majorité des cas, les enfants déscolarisés, âgés de huit à dix-huit ans, proviennent de familles très pauvres. Pour ces familles, l'achat de livres et du matériel scolaire, voire de vêtements propres, représente une dépense trop importante. En outre, pour les familles les plus pauvres, les enfants, par leur travail ou la mendicité, constituent une source non-négligeable, voire déterminante, de revenus. Enfin, au sein des familles, les aînés se voient souvent confier la charge de s'occuper de leurs frères et sœurs¹⁷⁶.

La précarité et l'exiguïté des logements des familles roms ne permettent pas aux enfants de disposer d'un espace propice au suivi d'une scolarité normale. Les parents, souvent eux-mêmes illettrés, sont dans l'incapacité d'apporter une aide à leurs enfants. En outre, la malnutrition dont peuvent souffrir les enfants roms occasionne certains problèmes de concentration. Enfin, en l'absence de ramassage scolaire, la distance entre les campements roms et les écoles dresse un obstacle supplémentaire à la scolarisation des enfants¹⁷⁷.

3.2.2. Les facteurs d'ordre culturel

Les mariages précoces représentent un obstacle à la scolarisation des jeunes filles roms, qui abandonnent généralement l'école vers 13-14 ans, voire même plus tôt. De même, certaines familles continuent de mener une vie semi-nomade et se déplacent en cours d'année scolaire. Ces facteurs représentent autant d'obstacles à la scolarisation des enfants roms, sans parler du fait que les parents ne perçoivent pas l'intérêt d'envoyer leurs enfants à l'école, en particulier les jeunes filles¹⁷⁸.

La maîtrise de la langue albanaise constitue également un obstacle à la scolarisation des enfants roms¹⁷⁹. Les Roms parlent généralement romani et albanais, même à la maison. Cependant, certaines communautés (Levan, Rrapishtë, NishTullë, Fushë Krujë) parlent exclusivement le romani dans la sphère familiale, ce qui complique l'apprentissage de l'albanais pour les enfants et, par la suite, leur

173 Centre for Economic and Social Studies, *op. cit.*

174 UNDP, 29/02/2012, *op. cit.*

175 Human Development Center, *Educational situation of Roma children in Albania*, Tirana, 2007.

176 UNDP, 29/02/2012, *op. cit.*

177 *Ibid.*

178 *Ibid.*

179 Commission européenne contre le racisme et l'intolérance, *op. cit.*

scolarisation¹⁸⁰.

L'école maternelle joue, en cela, un rôle essentiel en tant que lieu de première scolarisation. Elle permet aux enfants d'acquérir plus tôt la langue albanaise, ce qui facilite leur adaptation à l'école primaire. À l'heure actuelle, plus d'un enfant rom sur trois fréquente l'école maternelle, mais de fortes disparités régionales subsistent. Cette fréquentation est plus élevée dans les districts de Delvinë, Pogradec, Lezhë et Korçë, tandis qu'à Kukës, Peshkopi, Shkodër, Kavajë et Krujë, l'éducation préscolaire des enfants roms est insuffisante, voire inexistante¹⁸¹.

3.3. Les mesures prises par les autorités pour favoriser la scolarisation des enfants roms

Les autorités albanaises ont adopté des mesures significatives dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie nationale pour l'amélioration des conditions de vie des Roms, adoptée en 2003. En 2004, un projet d'école dite de la « seconde chance » est lancé afin de favoriser le retour à l'école des enfants déscolarisés. Plus de la moitié des élèves concernés par ce programme appartiennent à la communauté rom. Des classes collectives, accueillant des élèves de tout âge, ont été ouvertes dans certaines écoles situées près de camps roms, afin d'inciter les enfants plus âgés à réintégrer le cursus scolaire¹⁸².

En mars 2006, le ministère de l'Education et des Sciences a publié une circulaire autorisant l'inscription des enfants roms non inscrits à l'état civil. Les conséquences positives de cette circulaire se sont tout particulièrement faites ressentir dans les villes de Tirana, Korçë, Durrës et Gjirokastrë, les plus touchées par l'exclusion scolaire des enfants roms. Entre 2003 et 2007, les familles roms les plus pauvres ont bénéficié de la gratuité des manuels scolaires pour les années obligatoires de l'enseignement scolaire. Depuis 2007, une faible participation (un dixième du prix d'achat du livre) est demandée aux familles. Dans le cadre d'un programme national de construction et de rénovation d'écoles, l'Etat albanais a également financé, pour la période 2004-2006, la rénovation et la construction d'écoles dans des quartiers habités majoritairement par des Roms¹⁸³.

En 2007, le ministère de l'Education et des Sciences a décidé d'accorder la priorité, en matière d'attribution des subventions pour le financement d'installations scolaires, aux projets venant en aide aux groupes vulnérables. Depuis 2008, les services de ce ministère travaillent également à l'élaboration d'une base de données sur l'accès à l'éducation des enfants roms et égyptiens afin d'évaluer l'impact des mesures prises et d'orienter les politiques futures. La réforme globale des programmes scolaires a, en outre, rendu possible l'enseignement de la langue romani dans les écoles accueillant une forte proportion d'élèves roms. Toutefois, faute d'enseignants, en 2010, aucune demande d'ouverture de classe en langue romani n'avait été formulée auprès du ministère. Les pouvoirs publics ont enfin instauré des systèmes de bourses et de quotas spécifiques afin de faciliter l'accès aux études supérieures (lycée et université) des élèves roms¹⁸⁴.

Outre ces mesures décidées au niveau national, certaines municipalités ont pris des initiatives visant à faciliter l'inscription à l'école des enfants roms. La mairie de Tirana a ainsi augmenté les capacités d'accueil des écoles tout en réduisant les frais de scolarisation pour les familles les plus pauvres¹⁸⁵. Les autorités nationales et locales mènent, en collaboration avec l'Unicef et les associations roms comme cela a pu être confirmé par Skender Veliu, des campagnes auprès des parents pour les sensibiliser sur l'importance de l'école maternelle et de la lutte contre l'abandon scolaire. Toutefois, comme l'a reconnu Blerina Tepelena, ces actions souffrent d'un manque de coordination entre les différents acteurs concernés, sans compter que les mesures gouvernementales restent parfois méconnues des collectivités locales.

4. Emploi

Le taux de chômage au sein de la communauté rom est nettement supérieur à la moyenne nationale officielle (13,1%). Leur faible niveau d'éducation, le fait qu'ils résident souvent dans des régions défavorisées ou encore les discriminations dont ils peuvent être victimes expliquent que les Roms soient tout particulièrement touchés par le chômage de longue durée. A cela s'ajoute l'inefficacité des programmes mis en place par les pouvoirs publics visant à favoriser leur accès à l'emploi¹⁸⁶.

180 UNDP, 29/02/2012, *op. cit.*

181 *Ibid.*

182 Commission européenne contre le racisme et l'intolérance, *op. cit.*

183 *Ibid.*

184 *Ibid.*

185 *Ibid.*

186 Decade of Roma Inclusion Secretariat Foundation, *op. cit.*

Les Roms se retrouvent généralement cantonnés dans des activités professionnelles peu qualifiées et faiblement rémunératrices. Ils ont notamment fait du commerce des vêtements de récupération, du ramassage de la ferraille ou des déchets recyclables leur spécialité. En juillet 2012, la municipalité de Tirana a décidé d'interdire le ramassage des déchets recyclables par les Roms. La police municipale a alors confisqué les déchets récoltés et les outils de travail des Roms permettant de transporter les déchets, alors que cette activité faisait vivre, selon *Amarodrom*, près de sept cents familles roms à Tirana. Selon Blerina Tepelena, cette mesure a été prise par souci de mieux encadrer cette activité et de protéger la santé des personnes s'y adonnant. Skender Veliu a rappelé que la mobilisation de nombreuses organisations de la société civile, ONG roms ou non agissant conjointement, a abouti à la levée de cette interdiction en décembre 2012. Il a également précisé que l'action de l'Avocat du Peuple, Igli Totozani, avait été déterminante.



Motocyclette utilisée par des Roms pour le ramassage des déchets à Tirana



Petites filles roms mendiant dans le parc Rinia à Tirana

La mendicité des femmes et des enfants représente également une source de revenus non négligeable pour cette communauté. Dans la très grande majorité des cas, les Roms sans emploi ne s'inscrivent pas à l'agence nationale pour l'emploi et lorsqu'ils ont une activité professionnelle, ils ne disposent pas d'un contrat de travail, et ne payent donc pas de cotisations sociales¹⁸⁷. Au regard de cette situation, ils ne peuvent prétendre à une indemnité de chômage, dont le versement est conditionné à une inscription à l'agence nationale pour l'emploi et au paiement des cotisations sociales sur les douze derniers mois précédant la perte d'emploi¹⁸⁸.

Les autorités albanaises n'ont, pour l'heure, pas mis en place de politique spécifique destinée à favoriser l'accès à l'emploi des Roms¹⁸⁹. Au regard des dispositions juridiques en vigueur, tout individu appartenant à des groupes considérés comme défavorisés dispose des mêmes droits que le reste de la population albanaise en matière de protection et d'aide sociale. À ce titre, les Roms ont vocation à bénéficier de divers programmes mis en place s'ils appartiennent à l'un des groupes prioritaires déjà identifiés et à condition d'être inscrits auprès d'une agence locale pour l'emploi. Les autorités locales sont, quant à elles, tenues en vertu de la Stratégie nationale d'amélioration des conditions de vie des Roms d'aider cette population à intégrer le marché de l'emploi. Toutefois, comme le soulignait en mars 2010 la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance, ces dernières ne s'intéressent que très rarement aux besoins en termes d'emploi des Roms installés sur leur territoire¹⁹⁰.

5. Santé

5.1. Une situation générale difficile

Parallèlement à la précarisation croissante dont a souffert cette population au cours des années 1990, l'état de santé général des Roms d'Albanie s'est sérieusement dégradé¹⁹¹.

L'extrême pauvreté des familles roms entraîne d'importants problèmes de malnutrition. De même, **l'insalubrité de leurs logements et leurs conditions de vie** générales les rendent plus fragiles face aux maladies infectieuses, contagieuses (tuberculose, syphilis, hépatite B, HIV) et chroniques (maladies cardio-vasculaires, problèmes respiratoires, diabète, rhumatismes...). La consommation d'alcool et de tabac constitue, à ce titre, un facteur aggravant. Il est également important de souligner que cette

187 UNDP, 29/02/2012, *op. cit.*

188 Decade of Roma Inclusion Secretariat Foundation, *op. cit.*

189 *Ibid.*

190 Commission européenne contre le racisme et l'intolérance, *op. cit.*

191 UNDP, 08/2006, *op. cit.*

communauté compte proportionnellement davantage de personnes souffrant de handicaps¹⁹².

L'état de délabrement dans lequel se trouve le système de santé albanais accentue la vulnérabilité de cette communauté. Comme l'a rappelé Inesa Hila de *Transparency International*, le système de santé albanais n'est pas épargné par la corruption qui touche de manière endémique l'ensemble des services publics en Albanie. Ces pratiques corruptrices entraînent une inflation des prix. Ces frais supplémentaires représentent des coûts insurmontables pour les Roms et les empêchent de se soigner. En conséquence, ils sollicitent des soins, pour eux ou leurs enfants, souvent trop tard, ce qui tend à expliquer le taux de mortalité infantile plus élevé rencontré au sein de cette communauté. Les Roms peuvent parfois se montrer réticents à se rendre dans des centres de soins de peur d'y être confrontés à certaines formes de discriminations de la part des médecins et des équipes médicales. En revanche, la distance ne constitue pas un obstacle en matière d'accès aux soins. En effet, en ville ou en zone rurale, **des centres médicaux se trouvent généralement à proximité des campements roms**¹⁹³.

Les autorités albanaïses ont pris certaines mesures pour faciliter l'accès aux soins des Roms. Une carte présentant la répartition géographique des communautés roms ainsi que celle des centres de soins a été réalisée, des centres de soins ambulants ont été créés, un programme de vaccination des enfants a été mis en place. Cette dernière mesure a, en outre, facilité l'accès des enfants roms à l'école, la vaccination étant exigée à l'inscription¹⁹⁴.

5.2. Les femmes et les enfants constituent la population la plus vulnérable

Les autorités albanaïses ne disposent d'aucune donnée statistique en la matière, mais **le taux de mortalité infantile apparaît plus élevé chez les Roms**. Généralement, les femmes roms accouchent dans des structures adaptées (maternités ou cliniques spécialisées), mais elles demeurent insuffisamment sensibilisées à l'importance de la surveillance médicale post-natale du nourrisson. En effet, les mères ne présentent que trop rarement leurs nouveau-nés aux visites de contrôle obligatoires dans les structures de protection maternelle et infantile. Le suivi des nourrissons en matière de vaccination est irrégulier. La malnutrition, les conditions de vie difficiles et les carences en matière de suivi médical post et prénatal expliquent que les enfants roms souffrent davantage de troubles comportementaux, de retards psychologiques ou de handicaps physiques¹⁹⁵.

En matière de santé, la situation des femmes enceintes et des jeunes mamans apparaît particulièrement critique. Faute d'un suivi médical adéquat, elles souffrent plus fréquemment d'infections génitales ou connaissent des complications durant leur grossesse. Ces problèmes s'expliquent, en partie, par la précocité de la première maternité des jeunes femmes roms. Dans la majorité des cas, elles ont leur premier enfant entre treize et seize ans, souvent dans l'année suivant leur mariage, et se retrouvent démunies face à la grossesse et la maternité. Elles apprennent des rudiments leur permettant de s'occuper de leurs enfants en suivant les conseils de femmes plus âgées. Leur jeune âge et leur faible niveau d'éducation les empêchent surtout de réaliser l'importance du suivi médical du nourrisson¹⁹⁶.

Cette situation illustre la vulnérabilité des femmes roms en général, entretenue par l'archaïsme des mentalités au sein de la communauté. Selon Meleqe Rrenjia, les femmes roms se retrouvent mariées très jeunes, sans leur consentement, par leur père. Elles supportent le poids des responsabilités familiales alors qu'elles ne sont encore que de jeunes filles. En outre, elles sont très souvent victimes de violences domestiques. Déjà mères de plusieurs enfants arrivées à l'âge de vingt ans, elles ont acquis une certaine maturité mais paraissent déjà « très fatiguées par la vie ».

5.3. Les Roms et le système de protection sociale

En Albanie, les enfants de moins de seize ans, les personnes souffrant de handicaps mentaux ou physiques, les chômeurs bénéficiaires de l'allocation chômage ou d'une aide économique, ainsi que les femmes en congé maternité sont exempts des cotisations sociales. Le système de protection social albanais comprend les prestations suivantes : aides financières, allocations pour personnes handicapées, allocations de chômage, pensions de retraite, pensions destinées aux orphelins. Ces prestations, parfois symboliques, représentent cependant une source de revenus non-négligeable pour les familles roms¹⁹⁷.

192 UNDP, 29/02/2012, *op. cit.*

193 *Ibid.*

194 Commission européenne contre le racisme et l'intolérance, *op. cit.*

195 UNDP, 29/02/2012, *op. cit.*

196 *Ibid.*

197 *Ibid.*

Les familles sans revenus sont éligibles à une assistance économique pleine (en moyenne 3 900 leks/mois soit 27 euros), le plus souvent, cette aide est attribuée aux familles résidant en milieu urbain, qui vivent dans un grand dénuement. Une aide économique partielle (en moyenne 3 100 leks/mois soit 22 euros) existe pour les familles à très faibles revenus, lesquelles habitent généralement en milieu rural. Ces familles comptent, en effet, de très faibles rentrées d'argent grâce aux lopins de terre qu'elles cultivent¹⁹⁸.

Blerina Tepelena a rappelé que les aides sociales restaient conditionnées, les critères d'attribution étant nombreux et stricts. À titre d'exemple, si un employé social constate qu'une famille rom possède une télévision, un réfrigérateur ou une vieille voiture, cette famille risque de se voir refuser toute aide sociale. Selon la responsable du dossier rom au ministère du Travail, des Affaires sociales et de l'Égalité des chances, une réforme du système est actuellement à l'étude.

Un Rom sur quatre perçoit une aide économique partielle ou totale, toutefois insuffisante pour couvrir les besoins élémentaires des familles. Le nombre de famille roms percevant cette assistance pourrait, en outre, être nettement supérieur, eu égard à la complexité, pour des personnes souvent analphabètes, des démarches administratives à accomplir. Dans certaines régions (Fushë Krujë ou Levan par exemple), les familles roms ne perçoivent aucune aide, car selon les autorités locales, elles posséderaient des terres¹⁹⁹. En effet, comme cela a pu être expliqué par Blerina Tepelena, depuis 1991, les propriétaires de terrain agricole sont écartés de l'aide sociale. A cette époque, les Roms ont été nombreux à acheter des terrains, qu'ils ont cependant rapidement revendus mais sans remplir les formalités administratives d'usage. En conséquence, aux yeux de la loi, ils en demeurent toujours les propriétaires.

L'Avocat du Peuple, Igli Totozani, a rappelé que de nombreuses familles d'installation récente sur leur lieu d'habitation actuel ne percevaient aucune aide du fait de leur non enregistrement auprès des autorités locales, or l'enregistrement dans la commune de résidence conditionne le versement des aides sociales. Cette disposition légale empêcherait, à l'heure actuelle, près de la moitié des Roms du pays de recevoir une quelconque aide. Des Roms sont parfois contraints de retourner dans leur commune d'origine pour y percevoir cette aide²⁰⁰.

Près d'un Rom sur deux n'a pas de carte d'assurance maladie et ne peut donc prétendre à la gratuité des services de santé. Dans la très grande majorité des cas, les Roms sans emploi ne sont pas enregistrés auprès de l'agence nationale pour l'emploi. Souvent mal informés, ils ignorent que cette inscription leur ouvre des droits à l'assurance maladie. Le constat est similaire pour ceux ayant une activité professionnelle. Travaillant principalement dans le secteur informel, sans contrat d'embauche et faiblement rémunérés, ils ne versent aucune cotisation sociale²⁰¹.

Concernant les pensions de retraite, tout Albanais âgé de 65 ans (60 ans pour les femmes) justifiant de trente-cinq années de cotisation accède à une pension à taux plein. Or, les Roms travaillent généralement dans le secteur informel, encore plus depuis le début des années 1990 et ne peuvent donc pas se prévaloir des trente-cinq années de cotisation requises. En outre, ceux ayant été salariés ne sont souvent pas en mesure de reconstituer leur carrière professionnelle faute notamment de contrats de travail. En conséquence, à peine un Rom sur dix jouit d'une pension de retraite²⁰².

198 *Ibid.*

199 *Ibid.*

200 *Ibid.*

201 *Ibid.*

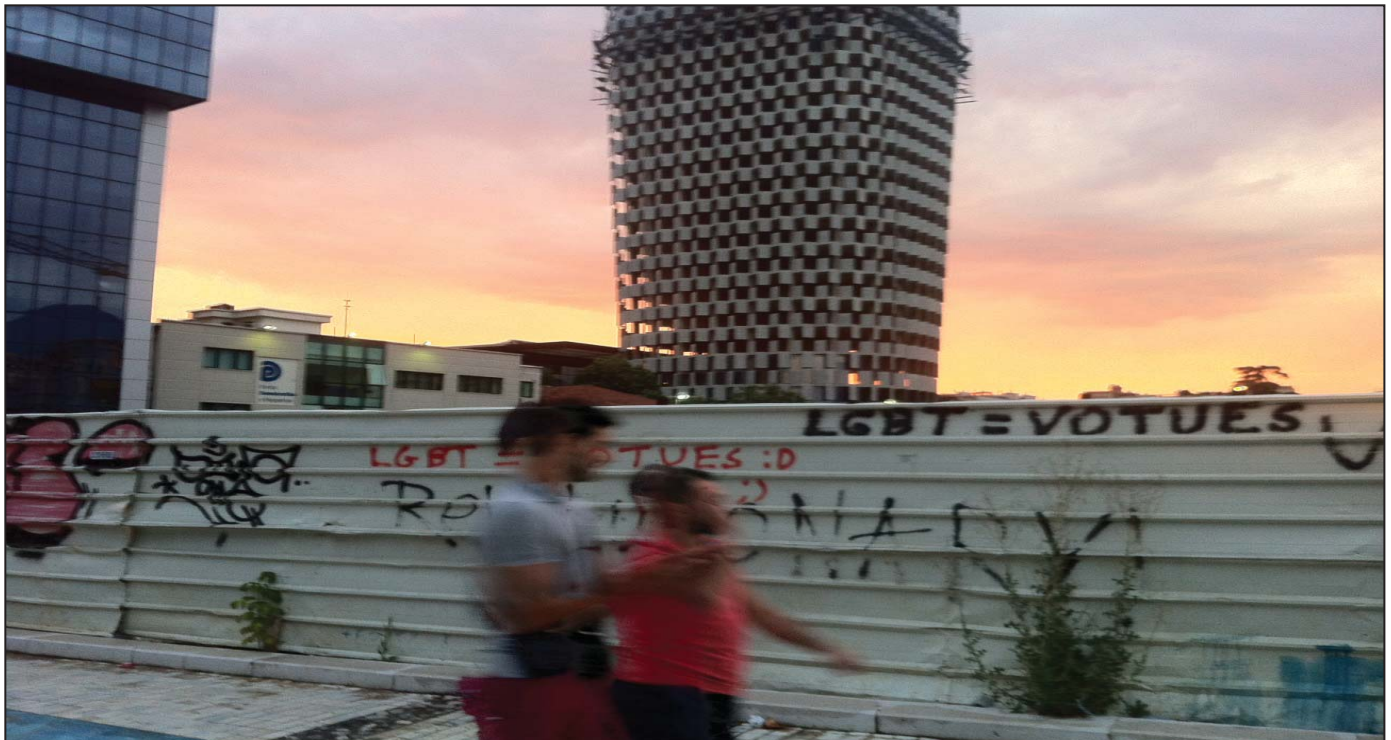
202 *Ibid.*

VI - Les personnes LGBTI²⁰³

Cette partie a été rédigée à partir d'un entretien réalisé avec Xheni Karaj, responsable de l'association *Alliance LGBT*, le 05/07/2013.

Une rencontre était initialement prévue dans les locaux de l'Ambassade de France à Tirana avec les représentants des trois associations de défense des droits des LGBTI actives en Albanie (Xheni Karaj d'*Alliance LGBT*, Kristi Pinderi de *Pro-LGBT* et Amarildo Fecanji de *Pink Embassy*). Seule Xheni Karaj s'est toutefois présentée au rendez-vous.

En complément des informations recueillies au cours de cet entretien, les développements ci-dessous incluent des données émanant de sources publiques.



Inscriptions (LGBT=VOTUES) appelant les membres de la communauté LGBT à voter aux dernières élections législatives de juin 2013

1. Un cadre légal protecteur

L'Etat albanais a décriminalisé l'homosexualité en 1995²⁰⁴. Les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres ou intersexes (LGBTI) sont aujourd'hui protégées par une législation s'attaquant aux discriminations au sens large. **Une loi anti-discrimination a ainsi été adoptée, à l'unanimité, en février 2010.** Ce texte protège contre toute forme de discrimination, y compris celles fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre²⁰⁵. Après de nouvelles modifications du Code pénal, adoptées en mai 2013, **l'Albanie apparaît aujourd'hui comme le pays d'Europe dont la législation est la plus avancée en matière de protection des droits des LGBTI**²⁰⁶. En effet, l'Albanie est aujourd'hui l'un des rares pays européens à sanctionner explicitement la discrimination fondée sur l'identité de genre.

Selon Xheni Karaj, responsable de l'association *Alliance LGBT* rencontrée lors de la mission, cette loi, adoptée afin de satisfaire aux exigences européennes dans le cadre du processus d'adhésion à l'Union européenne, n'a, pour l'heure, eu **aucune incidence réelle sur le quotidien** de la communauté.

203 « lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres ou intersexuées »

204 Immigration and Refugee Board of Canada, *Albania: Situation and treatment of homosexuals; state protection and support services (2011 - June 2013)*, 24/06/2013.

205 ILGA-Europe, « Albania protects LGBT people from discrimination », 05/02/2010.

206 ILGA-Europe, « Historical for LGBT. Albania has a hate crime legislation », 05/05/2013.

2. Une clandestinité forcée

La communauté est représentée par trois associations : *Alliance LGBT* (*Aleanca Kundër Diskriminimit të LGBT*), *Pro-LGBT* et *Pink Embassy*. Ces associations reçoivent le soutien d'ambassades étrangères, d'institutions ou d'organisations internationales. *Alliance LGBT* est active depuis 2009 et compte trois salariés, le reste de l'équipe étant constitué de bénévoles. Elle fait notamment œuvre de lobbying en vue du renforcement du cadre légal existant en matière de protection des LGBTI. Elle a également participé, conjointement avec *Pink Embassy*, à l'ouverture, en janvier 2012, d'un centre/refuge communautaire à Tirana (*The Rainbow Shelter*), dont la localisation reste cependant secrète pour des raisons de sécurité²⁰⁷. *Pro-LGBT* s'est davantage spécialisée dans la gestion des relations avec les médias²⁰⁸.

Ces trois associations ne sont actives qu'à Tirana, où les membres de la communauté ont tendance à se regrouper. La situation des homosexuels est, en effet, beaucoup plus difficile en province, sachant que même dans la capitale, la situation peut varier entre le centre ville et sa banlieue. Ces associations s'efforcent d'agir dans la discrétion, leurs locaux n'étant pas connus du public. Des points de contacts existent où sont disponibles leurs numéros de téléphone²⁰⁹.

En dépit d'un cadre légal protecteur, la réalité quotidienne des LGBTI reste difficile. La société albanaise demeure très marquée par des stéréotypes machistes et homophobes²¹⁰. En 2008, Thomas Hammarberg, Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, s'inquiétait de l'intolérance et de la violence physique et psychologique à laquelle était confrontée au quotidien la communauté LGBTI en Albanie²¹¹. Cette intolérance reste très répandue, même si Xheni Karaj reconnaît une timide évolution des mentalités ces dernières années, en partie due à l'activisme des associations représentatives de la communauté.

Certains faits récents continuent toutefois d'illustrer ce climat d'homophobie latent. En décembre 2010, le député Tritan Shehu a ainsi déclaré, lors d'une séance de travail de la commission parlementaire pour le travail, les affaires sociales et la santé, que l'homosexualité était une maladie et qu'elle devait faire l'objet d'un traitement médical²¹². En mars 2012, une polémique a également éclaté suite aux violents propos homophobes du vice-ministre à la Défense Ekrem Spahiu. Alors que les associations LGBTI préoyaient d'organiser une manifestation le 17 mai 2012 dans les rues de la capitale, Ekrem Spahiu avait appelé à les « battre avec une matraque ». Ces propos ont été fermement condamnés par le Premier ministre de l'époque, Sali Berisha²¹³. Selon Xheni Karaj, ces deux hommes politiques n'ont été condamnés qu'à des amendes par la justice albanaise.

A l'heure actuelle, la couverture médiatique dont fait l'objet les LGBTI relève moins du sensationnalisme, comme cela avait pu être le cas, notamment, en mars 2010 lorsque Klodian Çela, un jeune homme originaire de Lezhë, avait révélé son homosexualité alors qu'il participait à la version albanaise de l'émission de télé-réalité *Big Brother*. A la suite de cette révélation, plusieurs centaines de personnes avaient manifesté, à deux reprises, dans les rues de la ville en scandant des slogans homophobes²¹⁴. La famille de Klodian Çela fut même contrainte de quitter la ville après avoir reçu des menaces de mort²¹⁵.

Pour Xheni Karaj, les rapports entre la communauté et les médias se sont améliorés depuis, les dénominations discriminatoires à l'égard des LGBTI n'étant plus d'usage dans les médias nationaux.

Les personnes affichant leur orientation sexuelle peuvent être victimes de violences physiques ou verbales, surtout les hommes à l'apparence efféminée. Xheni Karaj a rappelé que de jeunes homosexuels étaient tombés dans de véritables pièges tendus via les réseaux sociaux. Elle a reconnu cependant le caractère isolé de ce type de violence. Mais, selon elle, la grande discrétion dont font preuve généralement les personnes LGBTI explique, peut-être, le fait que ces violences homophobes ne restent encore que des actes isolés.

207 *ILGA-Europe*, « PINK Embassy opens first emergency shelter for the LGBT community in Albania », 02/01/2012.

208 Xheni Karaj 05/07/2013.

209 *Ibid.*

210 *Balkan Insight*, « Albania is Europe's most homophobic country, survey says », 25/03/2013.

211 Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, *Report by the Commissioner for Human Rights, Mr Thomas Hammarberg, on his visit to Albania from 27 October to 2 November 2007*, 18/06/2008.

212 *ILGA-Europe*, « Pink Embassy wins the case against the member of the Albanian parliament », 26/10/2011.

213 *Balkan Insight*, « Albania Minister's anti-gay rant condemned », 28/03/2012.

214 *San Diego Gay and Lesbian news*, « Albanian town protests gay man on «Big Brother» reality TV show: «We have no homosexuals» », 21/03/2010.

215 *Le Courrier des Balkans*, « Albanie : être homo ou participer à "Big Brother", il faut choisir », 09/04/2010

La violence se déroule surtout au sein des familles, ce qui explique son caractère encore tabou. Ces violences ne sont pas uniquement d'ordre physique. Les familles peuvent recourir aux pressions financières en coupant les vivres aux jeunes gens, alors que ces derniers sont, la plupart du temps, dépendants financièrement de leur famille²¹⁶. La réaction des familles est souvent très négative, voire violente. Le jeune homme ou la jeune femme peut être séquestré au domicile familial, contraint à subir un traitement médical, ou encore rejeté par sa famille et ainsi se retrouver dans une situation très précaire. Cette précarité pousse de nombreux jeunes hommes à se prostituer, notamment aux abords du lac artificiel situé dans le grand parc de Tirana. Les jeunes femmes sont davantage soumises aux pressions d'ordre économique. En outre, au regard du conservatisme de la société albanaise et du poids des traditions patriarcales, il leur est plus difficile de se déplacer librement d'une ville à l'autre en s'éloignant de leur famille²¹⁷.

La situation apparaît plus critique pour les transsexuels ou transgenres pour qui la vie en Albanie est impossible selon Xheni Karaj. Ils sont régulièrement victimes de violences, d'autant que leur seul moyen de survie au quotidien reste la prostitution.

Cette situation explique la grande discrétion des personnes LGBTI en Albanie. Celle-ci ne dispose ainsi d'aucun lieu de sociabilité (bar ou discothèque) connu. Une fois par mois, des membres de la communauté se réunissent dans un bar appartenant à des amis hétérosexuels. **Parmi les LGBTI, ceux ou celles qui affichent ouvertement leur homosexualité représentent une minorité.** Aucune personnalité publique n'a, à ce jour, fait son *coming-out*. Dans leur grande majorité, les homosexuels mènent une double vie. Une personne dont l'orientation sexuelle viendrait à être découverte par son employeur ou futur employeur se verrait quasi-systématiquement licenciée ou non-embauchée²¹⁸.

3. Protection des autorités accordée aux victimes de violences homophobes

Les violences homophobes font très rarement l'objet d'un dépôt de plainte par les victimes. Généralement les dénonciations de violences s'arrêtent au niveau des associations LGBTI. En effet, **les personnes LGBTI apparaissent très méfiantes à l'égard des forces de police**, au regard des nombreux cas de violences policières et de discriminations signalés. En outre, les victimes choisissent de ne pas porter plainte car cela équivaut à révéler leur homosexualité ou à dénoncer leurs proches, ces violences se produisant principalement au sein même du cercle familial²¹⁹.

Pour illustrer ses propos, Xheni Karaj revient sur des événements survenus le 17 mai 2013 pour la journée internationale contre l'homophobie. Une soixantaine de personnes, dont Igli Totozani, l'Avocat du Peuple, ont manifesté à bicyclette dans les rues de la capitale encadrées par les forces de police²²⁰. Aucun incident n'a été relevé contrairement à l'année précédente, où les quelques cyclistes participant avaient été visés par des fumigènes lancés par des jeunes²²¹. Dans leur grande majorité, les participants étaient des hétérosexuels sympathisants de la cause gay. Après la manifestation, Xheni Karaj s'est installée avec des amies à la terrasse d'un café. Deux bombes lacrymogènes ont alors été lancées dans leur direction. Elles se sont rendues dans un commissariat pour porter plainte, mais les policiers ont refusé d'enregistrer la plainte leur tenant même des propos discriminatoires. Xheni Karaj a tenu à évoquer cet incident tout en ajoutant qu'elle bénéficiait d'une relative protection du fait de sa notoriété aujourd'hui en Albanie.

4. Rapports entre les associations LGBTI et la classe politique

Xheni Karaj se félicite du **soutien actif de l'Avocat du Peuple à la cause LGBTI**. En mars 2012, peu de temps après sa prise de fonction, Igli Totozani a ainsi reçu les représentants des associations *Pink Embassy* et *LGBT Pro Albania* (ou *Pro-LGBT*)²²².

Lors de la dernière campagne électorale pour les législatives de juin 2013, les associations LGBTI ont rencontré de nombreux acteurs politiques, en particulier les responsables des quatre principaux partis albanais. Des promesses ont été formulées mais, au final, seul le Parti socialiste a fait référence à la

216 IDAHO, « An interview with albanian LGBT activist, Kristi Pinderi », 22/04/2013.

217 Xheni Karaj 05/07/2013.

218 Ibid.

219 Ibid.

220 Une vidéo de la manifestation est consultable à l'adresse suivante : <http://vimeo.com/66421977> (dernière consultation en date du 06/05/2014).

221 ILGA-Europe, « Albania gay activists cycle to call for rights », 14/05/2012.

222 ILGA-Europe, « Albanian Ombudsman in closer cooperation with PINK Embassy/LGBT Pro Albania », 22/03/2012

communauté LGBTI dans son programme de campagne²²³. Déjà, au mois de février 2013, des députés du Parti socialiste avaient, pour la première fois, soulevé la question de la situation de cette communauté en Albanie devant la commission parlementaire des Affaires sociales et de la Santé²²⁴.

Xheni Karaj et Kristi Pinderi ont été reçus, le 23 avril 2013, par Sali Berisha, Premier ministre sortant et leader du Parti démocratique. En 2009, ce dernier avait annoncé la légalisation pour 2010 du mariage homosexuel, le Premier ministre de l'époque devenant le premier homme politique albanais à se déclarer en faveur du mariage homosexuel²²⁵. Cette promesse était cependant restée sans suite²²⁶. En mai 2013, ils ont rencontré Edi Rama, le leader du Parti socialiste et futur Premier ministre, qui leur a fait part de son soutien à la cause LGBTI²²⁷.

Les associations se sont engagées dans une coopération étroite avec les nouvelles autorités albanaises, notamment avec le ministère de la Sécurité sociale et de la Jeunesse. L'idée de l'ouverture d'un **refuge public** pour les LGBTI semble même avoir recueilli l'assentiment du gouvernement²²⁸.

223 Xheni Karaj 05/07/2013.

224 *ILGA-Europe*, « Finally the left wing SP talk about LGBT in Albanian Parliament », 28/02/2013

225 *Balkan Insight*, « Albania to legalise gay marriage », 29/07/2009.

226 *ILGA-Europe*, « Albanian right-wing PM fully supports LGBT. Berisha, first PM officially to meet representatives », 23/04/2013.

227 *Association for Women's Rights in Development (AWID)*, « Albania: The Left wing SP supports LGBT Movement. Rama meets with Karaj and Pinderi », 29/05/2013.

228 *ILGA-Europe*, « Is this the most LGBT friendly government in entire Balkan region? », 25/09/2013.

Conclusion

Au-delà de l'examen particulier des différentes problématiques abordées dans le cadre de cette mission, un constat similaire peut être dressé pour l'ensemble de ces questions. En effet, il est apparu de manière générale un décalage entre d'une part, un cadre légal existant et en progrès, et d'autre part, une réalité encore marquée par les difficultés éprouvées par les structures de l'Etat en matière de protection ou d'assistance des populations fragilisées ou discriminées, qu'il s'agisse des familles confrontées à la vendetta, des femmes victimes de violences, ou encore des minorités ethniques ou sexuelles.

Cette difficulté apparaît surtout au niveau local et semble être la conséquence de différents facteurs. Des considérations économiques interviennent en premier lieu. Dans ce pays qui figure parmi les plus pauvres du continent européen, nombre de projets ou programmes décidés par les plus hautes autorités de l'Etat ne se traduisent pas sur le terrain par des actions concrètes, faute de moyens financiers. Ainsi, un nombre conséquent de programmes, ayant trait à l'éducation, à la santé, ou au logement, sont financés par des fonds émanant d'institutions ou d'organisations internationales.

Parallèlement, la corruption, notamment dans les secteurs de la santé et de la justice, constitue un frein à la pleine mise en œuvre des dispositions protectrices existantes.

Ces dysfonctionnements tiennent, enfin, à la prégnance de certaines valeurs traditionnelles peu propices à l'évolution des mentalités au sein de la société albanaise. La vendetta, bien que circonscrite dans le Nord du pays, illustre ces archaïsmes, que l'on retrouve également en filigrane derrière des problématiques telles que les violences domestiques ou la situation des personnes LGBTI en Albanie.

Toutefois, les signaux prometteurs adressés par le gouvernement issu des élections de juin 2013 permettent d'escompter une poursuite de l'amélioration de la situation, avec les réformes entamées dans le domaine judiciaire et la lutte contre la corruption, gage de la volonté affichée d'accorder une protection plus effective à ses ressortissants par l'Etat albanais.

Bibliographie

I – Vendetta

Sources publiques :

Dernière consultation le 06/05/2014

- Gut Christian, « La vendetta dans le 'Kanun' », in Combe Sonia et Ditchchev Ivaylo (direction de l'ouvrage), *Albanie Utopie. Huis clos dans les Balkans*, Paris, Les éditions Autrement, H.S. n° 90, 01/1996 ;
- *Le Kanun de Lekë Dukagjini*, traduit de l'albanais par Christian Gut, Tirana, 2001 ;
- International Centre for Minorities Studies (IMIR), Tanya Mangalakova, *The Kanun in present-day Albania, Kosovo, and Montenegro*, 2004 ;
- Mattern Rainer, *Kosovo : La signification des traditions dans Le Kosovo d'aujourd'hui*, OSAR, 24/11/2004 ;
http://www.fluechtlingshilfe.ch/pays-d-origine/europe/kosovo/kosovo-les-traditions-dans-le-kosovo-daujourd'hui/at_download/file
- Schwimmer Lise, « Women who become Men. Les vierges jurées d'Albanie ou comment les genres peuvent à la fois être déconstruits et renforcés », *Revue Ganymède*, 2011 ; <http://www.revue-ganymede.fr/women-who-become-men-les-vierges-jurees-dalbanie-ou-comment-les-genres-peuvent-a-la-fois-etre-deconstruits-et-renforces/>
- Likmeta Besar, « Albanian charged over fake claims », *Balkan Insight*, 05/12/2011 ;
<http://www.balkaninsight.com/en/article/albanian-ngo-officials-charged-with-selling-fake-documents>
- « 17-year-old girl killed over irrigation blood feud », *Top Channel*, 15/06/2012 ;
<http://www.top-channel.tv/english/artikull.php?id=6141>
- Comité de réconciliation nationale, *Report of the National Assembly of Reconciliation missionaries for the unconditional freedom of isolated women and children*, 07/07/2012 ;
<http://www.pajtimi.com/revistat/Report1.docx>
- Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies, *Rapport du rapporteur spécial des Nations Unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, Christof Heyns, suites données aux recommandations: Albanie*, 23/08/2013 ;
http://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/RegularSession/Session23/A-HRC-23-47-Add4_fr.pdf
- *Le Courrier des Balkans*, « Colloque au Sénat, Le Kanun et la vendetta en Albanie: du mythe à la réalité, intervention de M. Neritan Ceka », Retranscription, 13/02/2003 ;
<http://balkans.courriers.info/article2784.html>
- *Le Courrier des Balkans*, « Résurgence des crimes d'honneur au Kosovo », 19/02/2004 ;
<http://balkans.courriers.info/article4117.html>
- *Le Courrier des Balkans*, « En Albanie et au Kosovo, des femmes qui deviennent des hommes », 23/05/2007 ;
<http://balkans.courriers.info/article8354.html>

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada

- Albanie : mise à jour de ALB43163.EF du 19 novembre 2004 concernant « Miaonaret E Paques Dhe Pajtimeve Te Shqiperse » (Missionnaires de la réconciliation et de la paix d'Albanie); information indiquant s'il s'agit d'une organisation financée par le gouvernement et à qui elle rend compte, qui sont ses fondateurs, leur mission; information indiquant si les « missionnaires de la réconciliation » sont des bénévoles ou des employés rémunérés par l'organisation, si les victimes de vendettas versent des droits aux missionnaires, si un « missionnaire » reçoit entre 1 000 et 1 500 leks pour une journée de travail, si cette organisation a repris les dossiers de l'ancienne organisation appelée Union des missionnaires de la paix d'Albanie (Peace Missionaries' Union of Albania) dont le président/chef était Emin Spahija; information indiquant si le Comité de réconciliation nationale (Committee of Nationwide Reconciliation)

est une organisation financée par le gouvernement; information sur la date de fondation, son président et la personne à qui il rend compte (novembre 2004 - février 2005), 10/03/2005 ;
<http://www.refworld.org/docid/42df608d2f.html>

- Albanie : liste des comités pour la réconciliation en matière de vendettas; leur structure et leur date de création; signataires autorisés des lettres d'attestation; information indiquant si les comités conservent des dossiers sur les vendettas qu'ils tentent de résoudre et la durée de conservation de ces dossiers (2002-2005), 26/04/2005 ;
<http://www.refworld.org/docid/42df608e19.html>

- Albanie : information indiquant si l'Union des missionnaires de la paix de l'Albanie a recommencé ses activités depuis l'assassinat de son fondateur, ou si un nouveau groupe porte le même nom (mars 2005 - juin 2005), 07/06/2005 ;
<http://www.refworld.org/docid/440ed6c926.html>

- Albania – Blood feuds, 05/2008 ;
http://www.ecoi.net/file_upload/1684_1243258524_http-www2-irb-cisr-gc-ca-en-research-publications-index-e-htm.pdf

- Albanie : information sur les lettres d'attestation de vendettas; les organisations qui délivrent des lettres; la façon dont les lettres sont délivrées, traitées et conservées; information indiquant si les organisations qui délivrent les lettres sont reconnues par le gouvernement; si le Comité de réconciliation nationale (Committee of Nationwide Reconciliation - CNR) détient les pleins pouvoirs, approuvés par le gouvernement et reconnus par les organisations et institutions internationales, pour confirmer l'authenticité des vendettas; information sur le coût des services de médiation; la délivrance de fausses lettres d'attestation, 01/02/2012 ;
<http://www.refworld.org/docid/4f5f1a4c2.html>

II - Les violences faites aux femmes

Sources publiques :

Dernière consultation le 06/05/2014

- Commission européenne, Albanie 2012, Rapport de suivi, 10/10/2012 ;
http://ec.europa.eu/enlargement/countries/detailed-country-information/albania/index_fr.htm

Nations Unies

- United Nations Development Programme (UNPD), Pro-Poor and Pro-Women Policies: Operationalizing Millennium Development Goals in Albania, 03/2005 ;
http://planipolis.iiep.unesco.org/upload/Albania/Albania_NHDR-2005-Eng.pdf

- Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, Examen des rapports présentés par les Etats parties conformément à l'article 18 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, Troisième rapport périodique des Etats parties, Albanie, 19/12/2008 ;
<http://daccess-ods.un.org/TMP/8657948.37474823.html>

- Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, Observations finales du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, Albanie, 16/09/2010 ;
<http://daccess-ods.un.org/TMP/6297038.1975174.html>

- World Vision-United Nations Fund Population (UNFPA), Sex imbalances at birth in Albania, 2012 ;
https://www.unfpa.org/gender/docs/UNFPA_report_Albania2012.pdf

- Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies, *Rapport du rapporteur spécial des Nations Unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, Christof Heyns, suites données aux recommandations: Albanie*, 23/08/2013 ;
http://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/RegularSession/Session23/A-HRC-23-47-Add4_fr.pdf
- National Institute of Statistics (INSTAT)/United Nations Development Programme (UNDP), *Domestic Violence in Albania: A National Population-based Survey*, 11/2013 ;
<http://www.sl.undp.org/content/dam/albania/docs/Second%20Domestic%20Violence%20Survey%202013%20english.pdf>
- Amnesty International, *Albania: Violence Against Women in the Family: "It's Not Her Shame"*, 30/03/2006 ;
<http://www.amnesty.org/en/library/info/EUR11/002/2006>
- Amnesty International, *Ending Domestic Violence in Albania: The Next Steps*, 25/03/2010 ;
<https://www.amnesty.org/fr/library/info/EUR11/001/2010/en>
- *Le Kanun de Lekë Dukagjini* traduit de l'albanais par Christian Gut, Tirana, 2001 ;
- Organisation Suisse d'Aide aux Réfugiés (OSAR), *Albanie: libre choix du lieu de résidence d'une femme après le décès de son mari*, 10/02/2010 ;
http://www.fluechtlingshilfe.ch/pays-d-origine/europe/albanie?set_language=fr
- Center for Legal Civic Initiatives (CLCI)/Civil Rights Defenders, *Report implementation of the law "on measures against violence in family relations"*, Tirana, 11/2010 ;
http://www.qag-al.org/ang/html/2011/Monitoring_Report_2010.pdf
- « En Albanie, les avortements contre les fœtus féminins persistent », *L'Express*, 11/11/2011 ;
http://www.lexpress.fr/actualites/1/styles/en-albanie-les-avortements-contre-les-foetus-feminins-persistent_1050172.html
- Résumé du Rapport spécial de l'Avocat du peuple sur « La violence contre les femmes », 07/2012 ;
http://www.aomf-ombudsmans-francophonie.org/fic_bdd/mag_pdf_fr_fichier/Resume-du-Rapport-special-de-lAvocat-du-Peuple-sur-la-violence-contre-les-femmes_13722463830.pdf
- Data Centrum Research Institute, *Baseline study on Domestic Violence and Albanian State Police*, 10/2012 ;
<http://www.cp-project.al/wp-content/uploads/2013/01/Baseline-Study-Report-on-DV-and-ASP.pdf>
- « Pourvu que ce ne soit pas une fille », *Courrier International*, 04/04/2013 ;
<http://www.courrierinternational.com/article/2013/04/04/pourvu-que-ce-ne-soit-pas-une-fille>
- Gender Alliance for Development Center, *Baseline report women empowerment indicators in Shkoder*, Tirana, 2013 ;
http://www.gadc.org.al/v2/index.php?option=com_fabrik&controller=plugin&task=pluginAjax&plugin=fabrikfileupload&method=ajax_download&element_id=55&formid=8&rowid=32&repeatcount=0

III - La situation des mineurs

Sources publiques :

Dernière consultation le 06/05/2014

- United Nations, Convention on the Rights of the Child, Committee on the Rights of the Child, Sixty - first session, 17 September – 5 October 2012, *Concluding observations: Albania*, 05/10/2012 ;
http://www2.ohchr.org/english/bodies/crc/docs/co/CRC-C-OPAC-ALB-CO-1_en.pdf
- Commission européenne, *Albanie 2011, Rapport de suivi*, 12/10/2011 ;
http://ec.europa.eu/enlargement/countries/detailed-country-information/albania/index_fr.htm

- Conseil de l'Europe, Charte sociale européenne (révisée), Comité européen des droits sociaux, *Conclusions 2011 (ALBANIE)*, janvier 2012 ;
http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/socialcharter/conclusions/State/Albania2011_fr.pdf
- UNICEF ;
<http://www.unicef.org/albania/children.html>
- UNICEF, Statistiques ;
http://www.unicef.org/french/infobycountry/albania_statistics.html
- United States Department of Labor, *2010 Findings on the Worst Forms of Child Labor – Albania*, 03/10/2011 ;
<http://www.refworld.org/docid/4e8c39700.html>
- United States Department of State, *2011 Country Reports on Human Rights Practices - Albania*, 24/05/2012 ;
<http://www.refworld.org/docid/4fc75ac258.html>
- United States Department of State, *2012 Country Reports on Human Rights Practices - Albania*, 19/04/2013 ;
<http://www.refworld.org/docid/517e6e717d.html>
- United States Department of State, *2013 Country Reports on Human Rights Practices - Albania*, 27/02/2014 ;
<http://www.refworld.org/docid/53284b6bb.html>
- International Trade Union Confederation (ITUC), *Report on the Internationally recognised core labour standards in Albania*, 27/04/2010 ;
<http://www.ituc-csi.org/report-for-the-wto-general-council,6297>
- International Labour Organization, Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations (CEACR), *Albania 2011 Report*, 2011 ;
http://www.ilo.org/ilc/ILCSessions/99thSession/reports/WCMS_151556/lang--en/index.htm?ssSourceSiteId=global

IV - Les femmes victimes de la traite des êtres humains

Sources publiques :

Dernière consultation le 06/05/2014

- United State Department of State, *2012 Trafficking in Persons Report – Albania*, 19/06/2012 ;
<http://www.refworld.org/docid/4fe30ceac.html>
- United State Department of State, *2013 Trafficking in Persons Report – Albania*, 19/06/2013 ;
<http://www.refworld.org/docid/51c2f3de18.html>
- UK Border Agency, Albania - *Country of origin Information (COI) Report*, 30/03/2012;
<https://www.gov.uk/government/publications/albania-country-of-origin-report-30-march-2012>
- Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA), Conseil de l'Europe, *Rapport concernant la mise en œuvre de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains par l'Albanie*, 02/12/2011 ;
http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/trafficking/Docs/Monitoring/Country_Reports_fr.asp
- OTAN, *La lutte contre la traite des enfants en Europe, Rapport de la Sous-commission sur la gouvernance démocratique*, novembre 2004 ;
<http://www.nato-pa.int/default.asp?SHORTCUT=501>

- Republic of Albania, Ministry of Interior, Office of the National Coordinator on Combating Trafficking in Persons, *Report for the Implementation of the National Strategy for the Fight Against the Trafficking in Human Beings: January-December 2010* ;
- Psycho-social center « Vatra », *Annual report 2010, 2011* ;
<http://www.womenlobby.org/news/New-Resources/article/psycho-social-centre-vatra-on?lang=en>
- National Coalition of Anti-Trafficking Shelters (NCATS), *Report on the contribution of NCATS to the identification and assistance for the victims of trafficking, October 2009-September 2010, 2013* ;
http://publications.iom.int/bookstore/index.php?main_page=product_info&cPath=41_7&products_id=924

V - La communauté rom

Sources publiques :

Dernière consultation le 06/05/2014

- United Nations Development Programme (UNDP), *At risk: The social vulnerability of Roma in Albania*, 08/2006 ;
http://europeandcis.undp.org/uploads/public/File/rbec_web/vgr/Albanian_Roma_Report_english_reduced.pdf
- United Nations Development Programme (UNDP), *A needs assessment study on Roma and Egyptian communities in Albania*, Tirana, 29/02/2012 ;
<http://www.al.undp.org/content/dam/albania/docs/Roma%20Needs%20Assessment.pdf>
- Commission européenne contre le racisme et l'intolérance, *Rapport de l'ECRI sur l'Albanie (quatrième cycle de monitoring)*, 02/03/2010 ;
http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/ecri/Country-by-country/Albania/Albania_CBC_fr.asp
- Conseil de l'Europe, Comité consultatif de la convention-cadre pour la protection des minorités nationales, *Troisième avis sur l'Albanie adopté le 23 novembre 2011*, 04/06/2012 ;
http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/minorities/3_FCNMdocs/PDF_3rd_OP_Albania_fr.pdf
- Human Development Center, *Educational situation of Roma children in Albania*, Tirana, 2007 ;
<http://albania.savethechildren.net/resources/sort-size-desc>
- Centre for Economic and Social Studies, *Mapping Roma Children in Albania*, 11/2011 ;
http://www.cessalbania.com/pdf/Mapping_roma_children_english_may_5_2012.pdf
- Decade of Roma Inclusion Secretariat Foundation, *Civil Society Monitoring Report on the Implementation of the National Roma Integration Strategy and Decade Action Plan in 2012 in ALBANIA*, 2013 ;
<http://www.romadecade.org/civilsocietymonitoring>
- « Une quarantaine de familles Roms expulsées et laissées à la rue à Tirana », *Dépêches Tsiganes*, 23/08/2013 ;
<http://www.depechestsiganes.fr/?p=7707>
- Amnesty International, *Albanie. Les solutions temporaires ne règlent rien pour des familles roms expulsées à Tirana*, 03/02/2012 ;
<http://www.amnesty.org/fr/for-media/press-releases/albania-temporary-solutions-are-no-solutions-evicted-roma-families-tirana-2>
- Amnesty International, *Action urgente, Albanie. Des familles roms expulsées de force*, 09/08/2013 ;
<http://www.amnesty.org/fr/library/asset/EUR11/003/2013/fr/4fa98150-7d9c-46c2-ab38-a62d511e933d/eur110032013fr.html>

VI - Les personnes LGBTI

Sources publiques :

Dernière consultation le 06/05/2014

- Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, *Report by the Commissioner for Human Rights, Mr Thomas Hammarberg, on his visit to Albania from 27 October to 2 November 2007*, 18/06/2008
<https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?id=1327977&Site=COE>
- Immigration and Refugee Board of Canada, *Albania: Situation and treatment of homosexuals; state protection and support services (2011 - june 2013)*, 24/06/2013 ;
http://www.ecoi.net/local_link/260378/373287_en.html
- « Albanian town protests gay man on "Big Brother" reality TV show: "We have no homosexuals" », *San Diego Gay and lesbian news*, 21/03/2010 ;
<http://sdgln.com/news/2010/03/21/albanian-town-protests-gay-man-big-brother-show#sthash.7T5Qik6x.dpbs>
- « Albanie : être homo ou participer à "Big Brother", il faut choisir », *Le Courrier des Balkans*, 09/04/2010 ;
<http://balkans.courriers.info/article15011.html>
- « An interview with albanian LGBT activist, Kristi Pinderi », *IDAHO*, 22/04/2013 ;
<http://dayagainsthomophobia.org/what-is-happening-in-your-country/albania/an-interview-with-albanian-lgbt-activist-kristi-pinderi-2/>
- « Albania: The Left wing SP supports LGBT Movement. Rama meets with Karaj and Pinderi », *Association for Women's Rights in Development (AWID)*, 29/05/2013 ;
<http://www.awid.org/Library/Albania-The-left-wing-SP-supports-LGBT-movement.-Rama-meets-with-Karaj-and-Pinderi>
- *ILGA-Europe*, « Albania protects LGBT people from discrimination », 05/02/2010 ;
http://www.ilga-europe.org/home/news/latest/albania_protects_lgbt_people_from_discrimination
- *ILGA-Europe*, « Pink Embassy wins the case against the member of the Albanian parliament », 26/10/2011 ;
http://www.ilga-europe.org/home/guide_europe/country_by_country/albania/pink_embassy_wins_the_case_against_the_member_of_the_albanian_parliament
- *ILGA-Europe*, « PINK Embassy opens first emergency shelter for the LGBT community in Albania », 02/01/2012 ;
http://www.ilga-europe.org/home/guide_europe/country_by_country/albania/pink_embassy_opens_first_emergency_shelter_for_the_lgbt_community_in_albania
- *ILGA-Europe*, « Albanian Ombudsman in closer cooperation with PINK Embassy/LGBT Pro Albania », 22/03/2012 http://www.ilga-europe.org/home/guide_europe/country_by_country/albania/albanian_ombudsman_in_closer_cooperation_with_pink_embassy_lgbt_pro_albania
- *ILGA-Europe*, « Albania gay activists cycle to call for rights », 14/05/2012 ;
http://www.ilga-europe.org/home/guide_europe/country_by_country/albania/albania_gay_activists_cycle_to_call_for_rights
- *ILGA-Europe*, « Finally the left wing SP talk about LGBT in Albanian Parliament », 28/02/2013 ;
http://www.ilga-europe.org/home/guide_europe/country_by_country/albania/finally_the_left_wing_sp_talks_about_lgbt_in_the_albanian_parliament
- *ILGA-Europe*, « Albanian right-wing PM fully supports LGBT. Berisha, first PM officially to meet representatives », 23/04/2013 ;
http://www.ilga-europe.org/home/guide_europe/country_by_country/albania/albanian_right_wing_pm_fully_supports_lgbt_berisha_first_pm_officially_to_meet_representatives2
- *ILGA-Europe*, « Historical for LGBT. Albania has a hate crime legislation », 05/05/2013 ;
http://www.ilga-europe.org/home/guide_europe/country_by_country/albania/historical_for_lgbt_albania_has_a_hate_crime_legislation

- *ILGA-Europe*, « Is this the most LGBT friendly government in entire Balkan region? », 25/09/2013 ;
http://www.ilga-europe.org/home/guide_europe/country_by_country/albania/is_this_the_most_lgbt_friendly_government_in_entire_balkan_region
- *Balkan Insight*, « Albania to legalise gay marriage », 29/07/2009 ;
<http://www.balkaninsight.com/en/article/albania-to-legalise-gay-marriage>
- *Balkan Insight*, « Albania Minister's anti-gay rant condemned », 28/03/2012 ;
<http://www.balkaninsight.com/en/article/albania-official-anti-gay-comments-condemned>
- *Balkan Insight*, « Albania is Europe's most homophobic country, survey says », 25/03/2013 ;
<http://www.balkaninsight.com/en/article/albania-is-the-most-homophobic-country-in-europe-survey-says>

Sigles utilisés

AFCR	<i>Albanian Foundation for Conflict Resolution & Reconciliation of Disputes</i> (Fondation albanaise pour la résolution des conflits et la réconciliation des différends)
AFP	Agence France Presse
CEDAW	<i>Committee on the Elimination of Discrimination Against Women</i>
CESS	<i>Centre for Economic and Social Studies</i>
CNDA	Cour Nationale du Droit d'Asile
CLCI	Center for Legal Civic Initiatives
CNR	<i>Committee of Nationwide Reconciliation</i>
COI	<i>Country of origin information</i>
CRCA/DCI	<i>Children's Right Centre Albania/Defence for Children International</i>
D&E	<i>Different & Equal</i>
DIDR	Division de l'information, de la documentation et des recherches
ECRI	Commission européenne contre le racisme et l'intolérance
FER	Fonds Européens pour les Réfugiés
GRETA	Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains
ILGA	<i>International Lesbian and Gay Association</i>
IMIR	<i>International Centre for Minorities Studies</i>
INSTAT	Institut national de statistiques
ISHDPK	<i>Instituti « Shtëpia Drejtësisë dhe Pajtimit Kombëtar »</i> (Institut « Maison de la justice et de la réconciliation nationale »)
ITUC	<i>International Trade Union Confederation</i>
LGBTI	Personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres ou intersexuelles
LSI	<i>Lëvizja Socialiste për Integrim</i> (Mouvement socialiste pour l'intégration)
OFPRA	Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
ONG	Fonds des Nations unies pour l'enfance
OSAR	Organisation Suisse d'Aide aux Réfugiés
OSCE	Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe
PDA	Parti démocrate albanais
PSA	Parti socialiste albanais
SLTI	Section de lutte contre la traite des êtres humains
TEH	Traite des êtres humains
UNDP/PNUD	<i>United Nations Development Programme/Programme des Nations Unies pour le Développement</i>

UNFPA	<i>United Nations Fund Population</i>
UNHCR	Haut Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance

Table des matières

Remerciements - Elaboration du rapport	4
Sommaire	5
Introduction	6
Carte de l'Albanie	8
 PARTIE I – Vendetta	 9
1 Le <i>Kanun</i> et la vendetta « classique »	9
1.1 Le <i>Kanun</i> et la notion d'honneur	9
1.2 La vendetta, entre <i>hakmarrja</i> et <i>gjakmarrja</i>	10
1.3 La <i>gjakmarrja</i>	10
1.4 Les « vierges jurées »	11
2 La vendetta dans sa version actuelle	12
2.1 Persistance, résurgence et expansion géographique du phénomène	12
2.2 Causes	12
2.3 Un <i>Kanun</i> au profit d'intérêts privés	13
3 L'ampleur actuelle du phénomène	13
3.1 Une réalité objet d'interprétations chiffrées variées	13
3.2 La claustration des familles	14
3.3 La protection des autorités	16
3.4 Vers une prise de conscience de la société albanaise	17
4 Réconciliation : acteurs et processus	17
4.1 Résolution des conflits	17
4.2 Acteurs impliqués dans la résolution des conflits	18
4.2.1 Les associations de réconciliation	18
4.2.2 Les principales associations de réconciliation	18
4.2.3 L'Avocat du Peuple	22
4.2.4 Les églises	22
4.3 Le processus de médiation et la réconciliation	22
5 Les attestations	24
 PARTIE II – Les violences faites aux femmes	 25
1 Les femmes en Albanie	25
1.1 Entre tradition et modernité	25
1.2 Situation matrimoniale	26
1.2.1 Le mariage	26
1.2.2 Le divorce	27
1.2.3 Le veuvage	27
2 Les violences faites aux femmes	28
2.1 Femmes particulièrement vulnérables	28
2.2 La persistance de violences domestiques	28
2.3 Effectivité de la protection et accès à la justice	30
2.3.1 Protection accordée par les autorités	30
2.3.2 Un accès limité à la justice	31
2.3.3 Des dispositifs sociaux de prise en charge et d'hébergement en nombre limité	33

PARTIE III – La situation des mineurs	35
1 Les violences faites aux enfants	35
1.1 Les violences domestiques	35
1.2 Le travail forcé	36
1.3 La traite des enfants	36
2 La protection des mineurs	37
2.1 Les mesures applicables	37
2.1.1 La législation en vigueur	37
2.1.2 La justice des mineurs	37
2.1.3 Les mineurs isolés	38
2.2 Les organismes de protection	38
2.2.1 Les unités de protection des mineurs	38
2.2.2 Les structures d'accueil	38
2.2.3 Les initiatives de la société civile	39
PARTIE IV – Les femmes victimes de la traite des êtres humains	40
1 Ampleur du phénomène	41
1.1 Données récentes	41
1.2 Profil des victimes	41
2 Les formes de la traite	41
2.1 L'exploitation transnationale et nationale	41
2.1.1 L'exploitation des femmes albanaises à l'étranger	41
2.1.2 L'exploitation sur le territoire albanais	42
2.2 Les modalités de recrutement	42
3 Le cadre national de lutte contre la traite des êtres humains	43
3.1 Les acteurs de la lutte contre la traite des êtres humains	43
3.2 Le cadre juridico-légal	44
3.2.1 Les sanctions pénales prévues à l'encontre des auteurs de la traite	44
3.2.2 Une application limitée de ces dispositions	44
4 L'identification et la protection des victimes	45
4.1 Les mécanismes d'identification des victimes	45
4.2 Les mesures de protection et d'assistance	46
4.2.1 La protection des victimes	46
4.2.2 Les mesures d'assistance aux victimes de la traite	46
5 Les perspectives de retour en Albanie	47
5.1 Attitude de la société albanaise	47
5.2 Attitude de la famille	47
PARTIE V – La communauté rom	48
1 Présentation	49
1.1 Une communauté présente sur l'ensemble du territoire	49
1.2 Une communauté restée longtemps difficilement quantifiable	49
1.3 Le problème de la non-inscription des enfants roms à l'état civil	50
1.4 L'action des autorités albanaises en faveur des Roms	51
1.5 Participation des Roms à la vie publique	51
2 Logement	52
2.1 Des conditions d'habitat très dégradées	52
2.2 Le problème des expulsions	53

3 Éducation	54
3.1 Une situation alarmante	54
3.2 De nombreux obstacles subsistent à la scolarisation des enfants roms	54
3.2.1 L'extrême pauvreté des familles	54
3.2.2. Les facteurs d'ordre culturel	54
3.3 Les mesures prises par les autorités pour favoriser la scolarisation des enfants roms	55
4 Emploi	55
5 Santé	56
5.1 Une situation générale difficile	56
5.2 Les femmes et les enfants constituent la population la plus vulnérable	57
5.3 Les Roms et le système de protection sociale	57
PARTIE VI – Les personnes LGBTI	59
1 Un cadre légal protecteur	59
2 Une clandestinité forcée	60
3 Protection des autorités accordée aux victimes de violences homophobes	61
4 Rapports entre les associations LGBTI et la classe politique	61
Conclusion	63
Bibliographie	64
Sigles utilisés	71
Table des matières	73

Photographie de couverture : Place Skanderberg, Tirana

Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA)

201, rue Carnot

94136 Fontenay-sous-Bois Cedex